

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 26 JUIN 2014

TOME I

Le présent registre a été coté et paraphé par Mme Stéphanie THIARELLO, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 28 août 2014

Pour Monsieur le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Stéphanie Thiarello', with a stylized flourish at the end.

Stéphanie THIARELLO

Chef Adjoint du Service de l'Assemblée

SOMMAIRE

TOME I / II

Convocation	p. 1
Ordre du jour	p. 6
Emargement	p. 7
Compte-rendu	p. 11
Délibérations et annexes	p. 20 à 197

TOME II / II

Délibérations et annexes	p. 198 à 278
Synthèse des décisions	p. 279
Décisions et annexes	p. 284 à 373

Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **jeudi 26 juin 2014 à 18h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur Le Maire,



Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 26 juin 2014
- Synthèses des affaires du 26 juin 2014
- Procès-Verbal de la séance du 22 mai 2014

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 26 juin 2014
18H00 – Salle du Conseil municipal

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Compte administratif de la collectivité

- 1 Exercice 2013 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier - Budget Principal et Budget Annexe

Urbanisme, aménagement durable

- 2 Quartier de la Mosson Secteur de l'Agathois Instauration d'un périmètre d'étude (Art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)
- 3 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Demande d'agrément de candidature Lot 18B2 (ACM)
- 4 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature Lot 14 (URBAT)
- 5 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature Lot 18B1 (EIFFAGE IMMOBILIER)
- 6 Droit des sols Instauration d'un régime d'autorisation préalable à la réalisation de travaux de ravalement (art.R.421-17-1 du code de l'urbanisme)
- 7 Foncier Acquisition des parcelles AP 333p / AP 340 Rue de l'Espinouse Propriété "SEFITEG"
- 8 Foncier Classement dans le domaine public communal Emprise place du Rabbin Schilli Procédure de transfert d'office
- 9 Foncier Aménagement de l'allée du Tiers Etat Acquisition d'une emprise auprès de la copropriété "Villa Arcadia"
- 10 Foncier Rue de Bionne Acquisition d'emprise sur propriété M&A Promotion Opération "Résidence Côté Grèzes"
- 11 Foncier Rue de l'Aiguelongue Propriété de la SARL Villa Maria Acquisition de la parcelle BM n° 410

- 12 Foncier Acquisition parcelle AP 365 Allée Monte-Cinto Résidence Le Monte-Cinto »
- 13 Conventions temporaires et promesse de bail relatives à l'occupation du terrain de sport de la Pierre Rouge Ville de Montpellier Société SOGEPROM SUD REALISATIONS Société Enclos Saint François de la Pierre Rouge
- 14 Port Marianne - Richter Cession de la parcelle cadastrée SA 236 aux sociétés Proméo Patrimoine et Evolis Promotion Projet immobilier "L'Arbre Blanc" rue Vendémiaire - Place Christophe Colomb
- 15 Foncier Mise en vente d'un terrain à bâtir (Parcelle CE n° 64) 55 avenue François Delmas
- 16 Vente d'un immeuble situé 21, rue Saint-Antoine Parcelle cadastrée IZ 355
- 17 Classement de voies privées dans le domaine public communal
Rue du Docteur Roux
Retrait partiel de la délibération du conseil municipal du 21 décembre 2006
- 18 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat
Attribution de subventions
- 19 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
- 20 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention
- 21 CONCOURS DE DEVANTURES ET D'ENSEIGNES sur les boulevards du Jeu de Paume, Ledru-Rollin et de l'Observatoire Attribution du premier prix

Réussite éducative

- 22 Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2014
- 23 Convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre de la plateforme de réussite éducative (PRE)
- 24 Mise en place d'un module préfabriqué école maternelle Wolfgang Amadeus Mozart -
Demande de permis de construire
- 25 Ecole CALMETTE - Rénovation de la toiture - Autorisation à déposer un dossier déclaration préalable

Petite enfance

- 26 Travaux dans les établissements de la petite enfance - Programme 2014 - Demande de subventions
- 27 Halte-garderie Les copains d'abord Construction d'une unité de réchauffage de repas livrés en liaison froide Demande de subventions

Cohésion sociale

- 28 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap

Exercice 2014

- 29 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Solidarité et des Droits des femmes Exercice 2014

Sports, Jeunesse

- 30 Bourse Initiatives Jeunes 2014 Participation de la Ville
- 31 Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2014
- 32 "Montpellier Beach Masters" Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville pour l'édition 2014 du Montpellier Beach Masters à Odysseum
- 33 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public

Culture

- 34 Attribution de subvention à des associations culturelles Exercice 2014
- 35 Comédie du Livre 2014 Acquisition des photographies de Daniel Mordzinski présentées à l'Espace Saint Ravy du 16 au 25 mai
- 36 Attribution de subvention à deux associations gestionnaires de lieux artistiques de création, diffusion et d'accompagnement
- 37 Fête de la Musique 2014
Avenant à la convention de développement de l'émission produite par Degel Prod

Finances de la collectivité

- 38 Attribution de subventions - Exercice 2014
- 39 Mise en place du prélèvement automatique pour le paiement des factures de fourniture d'électricité
- 40 Achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-Les-Maguelone.
- 41 Achat de petits matériels électriques, piles, batteries et lampes Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-Les-Maguelone

Economie

- 42 Convention de partenariat Ville- Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc

Désignation de représentants

- 43 Commission locale de l'eau (SAGE) - Désignation d'un deuxième représentant titulaire
- 44 Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation de deux personnalités qualifiées
- 45 Désignation des représentants de la Ville dans l'association « Montpellier Centre-Ville Manager » en cours de dissolution
- 46 Conseil de discipline de recours du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault - Désignation du représentant
- 47 Faculté d'Odontologie et Conseil d'Administration de l'Université Montpellier 3 - Désignation des représentants
- 48 Centre équestre Montpellier Grammont - Désignation des représentants
- 49 Architecture et Maitres d'Ouvrage AMO - Désignation d'un représentant
- 50 Association MEDIA FORMA SUD Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration
- 51 Comité des Œuvres Sociales et Culturelles du Personnel municipal et du Centre Communal d'Action Sociale (COSC)- Désignation d'un nouveau représentant du Conseil municipal
- 52 Désignation d'un nouveau représentant de la Ville de Montpellier au Conseil d'administration du Centre Régional d'Information Jeunesse du Languedoc-Roussillon (CRIJ)
- 53 Institut Confucius - Désignation des représentants
- 54 Désignation de Madame Hélène MANDROUX, Maire honoraire, en tant que représentante de la Ville de Montpellier au sein de l'association MediverCities

Relations internationales

- 55 Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages
- 56 Programmes de mobilité étudiante : autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versements de bourses et de frais divers
- 57 Attribution de Bourses à des lycéens montpelliérains sélectionnés pour "L'Université Internationale Scientifique d'Eté de Heidelberg ».

Ressources humaines de la collectivité

- 58 Modification du tableau des effectifs

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 26 juin 2014

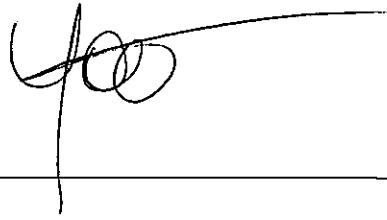
Fabien ABERT 	Lorraine ACQUIER 
Luc ALBERNHE 	Rémi ASSIE 
Guy BARRAL 	Valérie BARTHAS-ORSAL 
Maud BODKIN 	Françoise BONNET 
Sabria BOUALLAGA 	Djamel BOUMAAZ 
Anne BRISSAUD 	Nancy CANAUD 
Gérard CASTRE 	Mylène CHARDES 
Robert COTTE 	Christophe COUR 

<p>Jean-Luc COUSQUER</p> 	<p>Perla DANAN</p>
<p>Titina DASYLVA</p> 	<p>Michaël DELAFOSSE</p> 
<p>Véronique DEMON</p> 	<p>Cédric DE SAINT-JOUAN</p>
<p>Henri DE VERBIZIER</p> 	<p>Jean-Marc DIRUGGIERO</p> 
<p>Jacques DOMERGUE</p> 	<p>Michèle DRAY-FITOUSI</p> 
<p>Christian DUMONT</p> 	<p>Abdi EL KANDOUSSI</p> 
<p>Julie FRÊCHE</p> 	<p>Vincent HALUSKA</p> 
<p>Clare HART</p> 	<p>France JAMET</p> 

<p>Stéphanie JANNIN</p> 	<p>Sonia KERANGUEVEN</p>
<p>Anne Louise KNAPNOUGEL</p> 	<p>Pascal KRZYZANSKI</p> 
<p>Gérard LANNELONGUE</p> 	<p>Alex LARUE</p> 
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Chantal LEVY-RAMEAU</p> 
<p>Nicole LIZA</p> 	<p>Audrey LLEDO</p> 
<p>Henri MAILLET</p> 	<p>Mustapha MAJDOUL</p> 
<p>Jérémie MALEK</p>	<p>Chantal MARION</p> 
<p>Isabelle MARSALA</p> 	<p>Hervé MARTIN</p> 

<p>Dominique MARTIN-PRIVAT</p> 	<p>Patricia MIRALLES</p> 
<p>Jean-Pierre MOURE</p> 	<p>Caroline NAVARRE</p> 
<p>Fabrice PALAU</p> 	<p>Véronique PEREZ</p> 
<p>Khanthaly PHOUTTHASANG</p> 	<p>Patrick RIVAS</p> 
<p>Brigitte ROUSSEL-GALIANA</p> 	<p>Samira SALOMON</p> 
<p>Marie-Hélène SANTARELLI</p> 	<p>Philippe SAUREL</p> 
<p>Sauveur TORTORICI</p> 	<p>Bernard TRAVIER</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Annie YAGUE</p> 

Rabii YOUSSEUS

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'Y' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 26 juin 2014

18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité, avec une correction proposée par le groupe Front National.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

M. VIGNAL entre en séance.

Monsieur le Maire sort de séance et donne la présidence de séance à Mme JANNIN.

Compte administratif de la collectivité

- 1 Exercice 2013 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier - Budget Principal et Budget Annexe

Pour : 52

Contre : 10

Abstentions : 1

Adopté à la majorité.

Monsieur le Maire entre en séance.

M. VIGNAL sort définitivement de séance.

M. COUSQUER sort de séance.

Urbanisme, aménagement durable

- 2 Quartier de la Mosson Secteur de l'Agathois Instauration d'un périmètre d'étude (Art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 3 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Demande d'agrément de candidature Lot 18B2 (ACM)

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 4 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature Lot 14 (URBAT)

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 5 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature Lot 18B1 (EIFFAGE IMMOBILIER)

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 6 Droit des sols Instauration d'un régime d'autorisation préalable à la réalisation de travaux de ravalement (art.R.421-17-1 du code de l'urbanisme)

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 7 Foncier Acquisition des parcelles AP 333p / AP 340 Rue de l'Espinouse Propriété "SEFITEG"

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 8 Foncier Classement dans le domaine public communal Emprise place du Rabbin Schilli

Procédure de transfert d'office

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 1

Adopté à l'unanimité.

- 9 Foncier Aménagement de l'allée du Tiers Etat Acquisition d'une emprise auprès de la copropriété "Villa Arcadia"

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 10 Foncier Rue de Bionne Acquisition d'emprise sur propriété M&A Promotion Opération "Résidence Côté Grèzes"

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 11 Foncier Rue de l'Aiguelongue Propriété de la SARL Villa Maria Acquisition de la parcelle BM n° 410

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 12 Foncier Acquisition parcelle AP 365 Allée Monte-Cinto Résidence Le Monte-Cinto »

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 13 Conventions temporaires et promesse de bail relatives à l'occupation du terrain de sport de la Pierre Rouge Ville de Montpellier Société SOGEPROM SUD REALISATIONS Société Enclos Saint François de la Pierre Rouge

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. COUSQUER entre en séance.

- 14 Port Marianne - Richter Cession de la parcelle cadastrée SA 236 aux sociétés Proméo Patrimoine et Evolis Promotion Projet immobilier "L'Arbre Blanc" rue Vendémiaire - Place Christophe Colomb

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 15 Foncier Mise en vente d'un terrain à bâtir (Parcelle CE n° 64) 55 avenue François Delmas

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 16 Vente d'un immeuble situé 21, rue Saint-Antoine Parcelle cadastrée IZ 355
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 17 Classement de voies privées dans le domaine public communal
Rue du Docteur Roux
Retrait partiel de la délibération du conseil municipal du 21 décembre 2006
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 18 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat
Attribution de subventions
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 19 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 20 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 21 CONCOURS DE DEVANTURES ET D'ENSEIGNES sur les boulevards du Jeu de Paume, Ledru-Rollin et de l'Observatoire Attribution du premier prix
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

Réussite éducative

- 22 Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2014
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 23 Convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre de la plateforme de réussite éducative (PRE)
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

- 24 Mise en place d'un module préfabriqué école maternelle Wolfgang Amadeus Mozart - Demande de permis de construire

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 25 Ecole CALMETTE - Rénovation de la toiture - Autorisation à déposer un dossier déclaration préalable

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Petite enfance

- 26 Travaux dans les établissements de la petite enfance - Programme 2014 - Demande de subventions

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 27 Halte-garderie Les copains d'abord Construction d'une unité de réchauffage de repas livrés en liaison froide Demande de subventions

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Cohésion sociale

- 28 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2014

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. TRAVIER sort définitivement de séance et donne procuration à M. CASTRE.

- 29 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Solidarité et des Droits des femmes Exercice 2014

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Sports, Jeunesse

- 30 Bourse Initiatives Jeunes 2014 Participation de la Ville

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 31 Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2014

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

M. DOMERGUE sort définitivement de séance.

- 32 "Montpellier Beach Masters" Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville pour l'édition 2014 du Montpellier Beach Masters à Odysseum

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 33 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. LARUE sort de séance.

Culture

- 34 Attribution de subvention à des associations culturelles Exercice 2014

Pour : 58

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Mme BARTHAS-ORSAL (avec la procuration de Mme KERANGUEVEN) sort de séance.

- 35 Comédie du Livre 2014 Acquisition des photographies de Daniel Mordzinski présentées à l'Espace Saint Ravy du 16 au 25 mai

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 36 Attribution de subvention à deux associations gestionnaires de lieux artistiques de création, diffusion et d'accompagnement

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme BARTHAS-ORSAL (avec la procuration de Mme KERANGUEVEN), M. LARUE entrent en séance.

- 37 Fête de la Musique 2014

Avenant à la convention de développement de l'émission produite par Degel Prod

Pour : 56

Contre : 5

Abstentions : 1

Adopté à la majorité.

Finances de la collectivité

- 38 Attribution de subventions - Exercice 2014
Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 39 Mise en place du prélèvement automatique pour le paiement des factures de fourniture d'électricité
Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 40 Achat de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-Les-Maguelone.
Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 41 Achat de petits matériels électriques, piles, batteries et lampes Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Villeneuve-Les-Maguelone
Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Economie

- 42 Convention de partenariat Ville- Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc
Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

Mme HART sort de séance.

Désignation de représentants

- 43 Commission locale de l'eau (SAGE) - Désignation d'un deuxième représentant titulaire
Pour : 61
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 44 Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation de deux personnalités qualifiées
Pour : 58
Contre :
Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 45 Désignation des représentants de la Ville dans l'association « Montpellier Centre-Ville Manager » en cours de dissolution

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 46 Conseil de discipline de recours du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault - Désignation du représentant

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 47 Faculté d'Odontologie et Conseil d'Administration de l'Université Montpellier 3 - Désignation des représentants

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Mme HART entre en séance.

- 48 Centre équestre Montpellier Grammont - Désignation des représentants

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 49 Architecture et Maitres d'Ouvrage AMO - Désignation d'un représentant

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 50 Association MEDIA FORMA SUD Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 51 Comité des Œuvres Sociales et Culturelles du Personnel municipal et du Centre Communal d'Action Sociale (COSC)- Désignation d'un nouveau représentant du Conseil municipal

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 52 Désignation d'un nouveau représentant de la Ville de Montpellier au Conseil d'administration du Centre Régional d'Information Jeunesse du Languedoc-Roussillon (CRIJ)

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 53 Institut Confucius - Désignation des représentants

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

M. COUR sort de séance.

- 54 Désignation de Madame Hélène MANDROUX, Maire honoraire, en tant que représentante de la Ville de Montpellier au sein de l'association MediverCities

Pour : 58

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

M. COUR entre en séance.

Relations internationales

- 55 Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Pour : 59

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 56 Programmes de mobilité étudiante : autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versements de bourses et de frais divers

Pour : 59

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 57 Attribution de Bourses à des lycéens montpelliérains sélectionnés pour "L'Université Internationale Scientifique d'Eté de Heidelberg ».

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Mme PEREZ sort définitivement de séance.

Ressources humaines de la collectivité

- 58 Modification du tableau des effectifs

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions : 1

Adopté à la majorité.

Monsieur Le Maire,

Philippe SAUREL

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Exercice 2013 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier - Budget Principal et Budget Annexe

Monsieur Max LEVITA, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de Gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2013 de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :

1. Budget principal

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES			
Chapitre	LIBELLE	Réalizations 2013	Restes à réaliser
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	58 960 196.91	148 043.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	9 790 454.69	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	54 971 156.12	157 092.00
923	CULTURE	11 212 624.13	59 100.00
924	SPORT ET JEUNESSE	20 287 331.44	255 720.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	14 969 890.09	185 106.00
926	FAMILLE	26 138 386.14	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	59 900 115.09	8 065.00

929	ACTION ECONOMIQUE	6 169 780.66	44 983.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	6 437 594.05	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 236 346.68	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	28 558 040.85	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	74 619.94	
	TOTAL	303 706 636.79	858 109.00

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2013	Restes à réaliser
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	8 149 952.25	
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	236 931.30	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	4 615 431.44	
923	CULTURE	342 921.90	
924	SPORT ET JEUNESSE	2 772 023.81	
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	289 317.94	
926	FAMILLE	3 154 421.95	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	22 661 619.88	
929	ACTION ECONOMIQUE	3 829 456.61	
931	OPERATIONS FINANCIERES	92 044.44	
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	89 464 886.77	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	198 599 641.28	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 175 008.25	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	194.40	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	9 998 327.86	
	TOTAL	345 382 180.08	0.00

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES			
Chapitres	LIBELLE	Réalisations 2013	Restes à réaliser
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	8 628 563.59	5 952 046.95
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	803 376.97	362 279.57
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	20 162 288.42	4 971 167.99
903	CULTURE	4 730 993.13	2 099 307.13
904	SPORT ET JEUNESSE	4 412 847.38	1 326 228.51
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	201 016.21	495 834.45
906	FAMILLE	1 198 801.51	285 675.63
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	51 425 466.92	16 566 239.82
909	ACTION ECONOMIQUE	692 935.49	192 552.62
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	69 144 321.45	

911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	47 100 065.92	11 290.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	2 315 392.62	
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 175 008.25	
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	41 885.00	8 103.01
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	17 569 932.56	
	TOTAL	229 602 894.82	32 270 725.68

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES			
Chapitres	LIBELLE	Réalisations 2013	Restes à réaliser
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	40 137.18	
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	29 616.00	
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	256 831.49	13 451.36
903	CULTURE	897 676.98	503 350.00
904	SPORT ET JEUNESSE	211 840.00	
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	50 783.83	
906	FAMILLE	1 024 996.04	
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	18 478 854.17	1 504 750.77
909	ACTION ECONOMIQUE	135 700.00	
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	69 144 321.45	
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	39 054 548.00	11 900 000.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	54 957 563.23	
913	TAXES NON AFFECTEES	1 964 393.22	
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	28 558 040.85	
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	31 802.99	
	TOTAL	214 837 105.43	13 921 552.13

Le résultat brut global 2013 du Budget Principal est de + 26 909 753.90 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 7 702 471.35 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

Total	26 659 492.56	34 231 097.26	34 481 358.60	26 909 753.90	19 207 282.55	7 702 471.35
Pour mémoire Résultat net 2012	9 295 662.86					

2. Budget annexe d'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2013	Restes à réaliser
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	447 245.48	
012	CHARGES DE PERSONNEL	69 998.31	
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS	306 018.00	
TOTAL		823 261.79	0.00

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2013	Restes à réaliser
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES	1 116 606.53	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	521 018.00	
TOTAL		1 637 624.53	0.00

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2013	Restes à réaliser
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		64 359.20
TOTAL			64 359.20

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture CA 2012	Résultat de l'exercice 2013	RESULTAT DE CLOTURE CA 2013 BRUT	RESULTAT DES REPORTS	RESULTAT NET 2013
Investissement				-64 359.20	-64 359.20
Fonctionnement	521 018.00	293 344.74	814 362.74		814 362.74
Total	521 018.00	293 344.74	814 362.74	-64 359.20	750 003.54

L'exécution de ce budget fait apparaître un résultat de clôture 2013 de + 750 003.54 euros

[illegible]

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte de Gestion 2013 du budget principal et du budget annexe;
- approuver le Compte Administratif 2013 du budget principal et du budget annexe
- donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014





VILLE DE MONTPELLIER

COMPTE ADMINISTRATIF

2013

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Quartier de la Mosson Secteur de l'Agathois Instauration d'un périmètre d'étude (Art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le secteur de l'Agathois est situé au nord-est du quartier de la Mosson. Cet ensemble urbain, peu lisible et coince entre un parc Malbosc le surplombant et une avenue de l'Europe difficilement franchissable, se caractérise par une urbanisation hétérogène composée de surfaces commerciales, d'activités et de logements individuels et collectifs, complétés par des équipements.

Face à cette situation, une étude urbaine a été réalisée, pour :

- anticiper les perspectives d'évolution de ce secteur en donnant des orientations d'aménagement sur les parcelles appelées à muter à court et moyen terme, tout en conservant une diversité des fonctions,
- proposer une programmation urbaine adaptée à l'échelle du quartier, qui tienne compte du tissu existant et environnant.

Ces orientations serviront de cadre à la Ville de Montpellier pour accompagner les mutations foncières en cours et à venir. Pour cela, il s'avère dès aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L 111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation précise du périmètre est jointe en annexe de la présente délibération.

Cette disposition permettra à la collectivité, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre d'un projet d'aménagement cohérent sur ce secteur.

En conséquence, il est proposé :

- de prendre en considération l'étude urbaine réalisée sur ce secteur,
- d'instituer un périmètre d'étude, ci annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

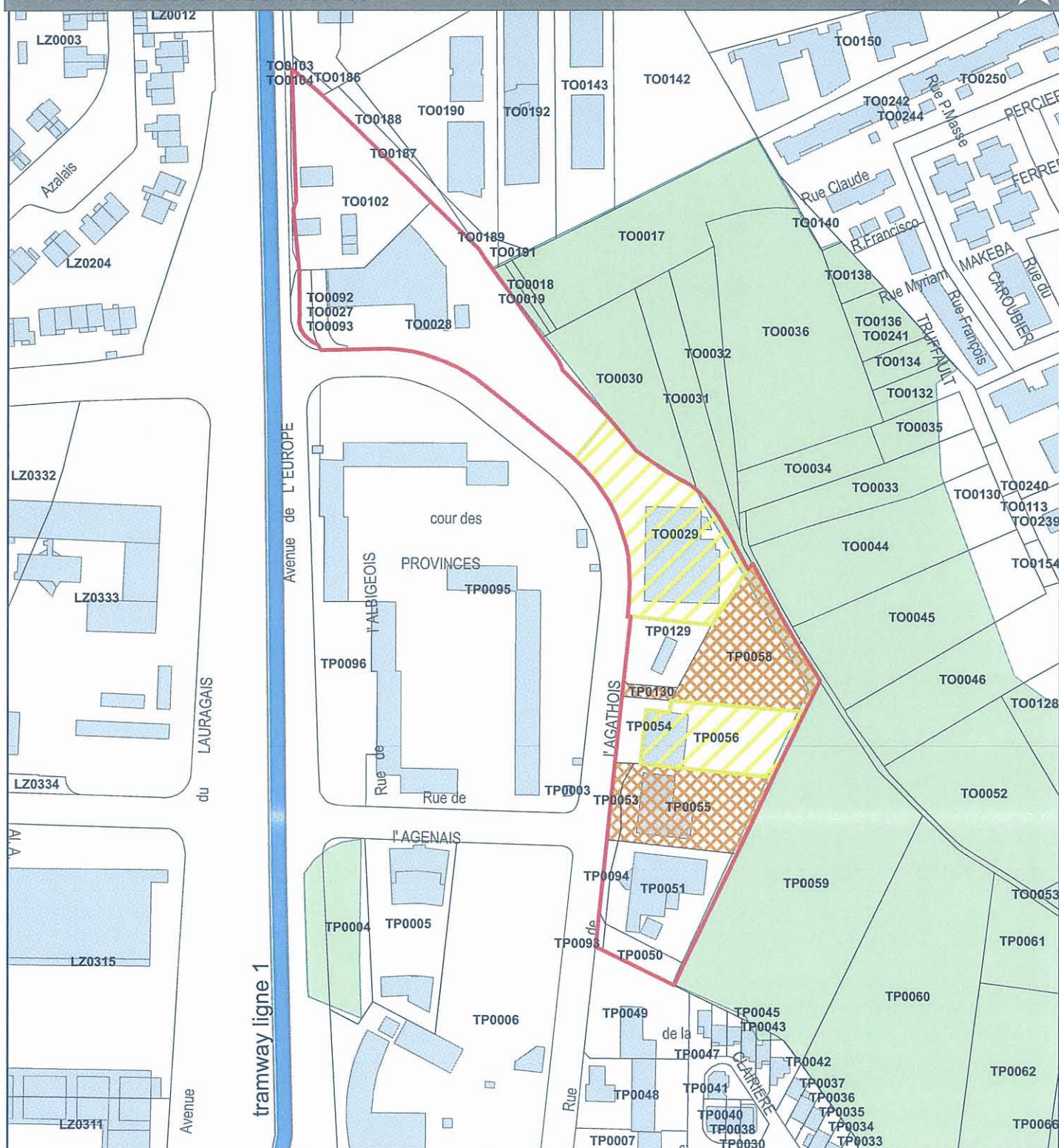
**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

SECTEUR AGATHOIS PARCELLES EN MUTATION



- Périmètre d'étude
- Projets engagés:
 TP 58 Maison relais Gestaré (livraison en sept 2014)
 TP55 Tagerim Promotion résidence étudiante privée 126 logts (travaux en cours)
- Parcelles prospectées :
 TP 56 Promotion privée
 TO 29 certificat d'urbanisme
- Espaces verts Ville

0 50 100 Mètres



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

ZAC Port Marianne - Parc Marianne Demande d'agrément de candidature Lot 18B2 (ACM)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne – Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Plus particulièrement les objectifs de cette opération sont :

- de permettre la construction de logements collectifs et de bureaux tirant partie de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- d'accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- et d'affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Équipement de Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à votre agrément. Elle concerne la réalisation d'environ 38 logements collectifs sociaux sur le lot 18B2 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, situé en bordure de l'avenue Nina Simone.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

ACM
407 avenue du Professeur Antonelli
BP 75590
34071 Montpellier cedex 3



- Localisation :

Lot 18B2,
ZAC Port Marianne – Parc Marianne.

- Parcelles cadastrées :

Section SE n° 173b et 177b sur 674 m²

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 38 logements collectifs sociaux pour une SDP totale de 2 733 m².

- SDP maximale :

Surface envisagée : 2 733 m² SDP
Surface maximale autorisée : 2 800 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature d'ACM en vue de la réalisation d'environ 38 logements collectifs sociaux sur le lot 18B2 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature Lot 14 (URBAT)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne – Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Plus particulièrement les objectifs de cette opération sont :

- de permettre la construction de logements collectifs et de bureaux tirant partie de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- d'accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- et d'affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Equipement de Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à votre agrément. Elle concerne la réalisation d'environ 37 logements collectifs en accession libre sur le lot 14 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, situé en bordure de l'avenue Nina Simone.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de URBAT en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

URBAT
Immeuble Oxygène
1401 avenue du Mondial 98
CS 68214
34965 Montpellier cedex 2



- Localisation :

Lot 14,
ZAC Port Marianne – Parc Marianne.

- Parcelles cadastrées :

Section SE n° 92a et 98a sur 1 307 m²

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 37 logements collectifs en accession libre pour une SDP totale de 2 400 m².

- SDP maximale :

Surface envisagée : 2 400 m² SDP
Surface maximale autorisée : 2 400 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'URBAT prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature d'URBAT en vue de la réalisation d'environ 37 logements collectifs en accession libre sur le lot 14 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature Lot 18B1 (EIFFAGE IMMOBILIER)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne – Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Plus particulièrement les objectifs de cette opération sont :

- de permettre la construction de logements collectifs et de bureaux tirant partie de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- d'accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- et d'affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Équipement de Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à votre agrément. Elle concerne la réalisation d'environ 60 logements collectifs et de locaux commerciaux sur le lot 18B1 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, situé en bordure de l'avenue Nina Simone.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de EIFFAGE IMMOBILIER en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

EIFFAGE IMMOBILIER
183 rue Henri Becquerel
CS 76015 Le Phidias
34060 Montpellier cedex 2

- Localisation :

Lot 18B1,
ZAC Port Marianne – Parc Marianne.

- Parcelles cadastrées :

Section SE n° 98a, 131a et 132a sur 1 254 m²

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 60 logements collectifs et de locaux commerciaux pour une SDP totale de 4 316 m² dont 4 216 m² de logements et 100 m² de locaux commerciaux.

- SDP maximale :

Surface envisagée : 4 316 m² SDP
Surface maximale autorisée : 4 400 m² SDP

La SERM précise que la candidature de EIFFAGE IMMOBILIER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature d'EIFFAGE IMMOBILIER en vue de la réalisation d'environ 60 logements collectifs et de locaux commerciaux sur le lot 18B1 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Droit des sols Instauration d'un régime d'autorisation préalable à la réalisation de travaux de ravalement (art.R.421-17-1 du code de l'urbanisme)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les évolutions du code de l'urbanisme opérées par le décret n° 2014-253 du 27 février 2014 modifient notamment le régime des autorisations d'urbanisme applicable aux travaux de ravalement.

Les nouvelles dispositions du code de l'urbanisme prévoient en effet au travers de l'article R. 421-17-1 que « *Lorsqu'ils ne sont pas soumis à permis de construire en application des articles R. 421-14 à R. 421-16, les travaux de ravalement doivent être précédés d'une déclaration préalable dès lors qu'ils sont effectués sur tout ou partie d'une construction existante située :*

- a) Dans un secteur sauvegardé, dans le champ de visibilité d'un monument historique défini à l'article L. 621-30 du code du patrimoine, dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ou dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;*
- b) Dans un site inscrit ou dans un site classé ou en instance de classement en application des articles L. 341-1, L. 341-2 et L. 341-7 du code de l'environnement ;*
- c) Dans les réserves naturelles ou à l'intérieur du cœur des parcs nationaux délimités en application de l'article L. 331-2 du même code ;*
- d) Sur un immeuble protégé en application du 7° de l'article L. 123-1-5 du présent code ;*
- e) Dans une commune ou périmètre d'une commune où le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé de soumettre, par délibération motivée, les travaux de ravalement à autorisation. » ;*

Ces dispositions réglementaires applicables depuis le 1^{er} mars 2014, ont pour effet de soustraire les deux tiers du territoire communal montpelliérain du champ d'application de la déclaration préalable aux travaux de ravalement.

Dans ce contexte et dans l'objectif de garantir la production et la préservation d'un paysage urbain de qualité auquel la Ville est particulièrement attachée, aussi bien en matière de constructions nouvelles que de protection du patrimoine, il apparaît nécessaire de maintenir les conditions d'une complète maîtrise réglementaire de l'urbanisme par la collectivité.

C'est pourquoi, conformément aux possibilités données aux conseils municipaux par l'alinéa e) de l'article R.421-17-1 du code de l'urbanisme, il vous est proposé de maintenir un régime de déclaration préalable aux travaux de ravalement sur toutes les parties du territoire communal non concernées par les périmètres visés aux alinéas a) à d) dudit article.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'instituer le régime de déclaration préalable pour les travaux de ravalement sur toutes les parties du territoire communal non concernées par les périmètres visés aux alinéas a) à d) de l'article R.421-17-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Foncier Acquisition des parcelles AP 333p / AP 340 Rue de l'Espinouse Propriété "SEFITEG"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A l'issue de la réalisation de son programme immobilier en 1999, la société SEFITEG est restée propriétaire des parcelles AP 333 (160 m²) et AP 340 (533 m²), rue de l'Espinouse.

Ces parcelles sont concernées par l'emplacement réservé C157 du plan local d'urbanisme (PLU), qui marque notamment la volonté de la collectivité d'intégrer la rue de l'Espinouse et la rue du Monté Cinto dans le domaine public communal.

La société SEFITEG sollicite aujourd'hui la commune en vue de la cession des emprises de voirie dont elle propriétaire, à extraire des parcelles AP 333 et AP 340.

Conformément au document d'arpentage réalisé par un géomètre-expert, il s'agirait d'acquérir les parcelles AP 333p d'une surface de 133 m² et AP 340 en totalité, d'une surface de 533 m².

Par courrier du 16 mai 2014, la société SEFITEG a donné son accord pour consentir cette cession à l'euro symbolique.

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la société SEFITEG.

En conséquence, il vous est proposé :

CCC CCC CCC CCC CCC
CCC CCC CCC CCC CCC
CCC CCC CCC CCC CCC
CCC CCC CCC CCC CCC

- d'acquérir à l'euro symbolique, les parcelles AP 333p d'une superficie de 133 m² et AP 340 d'une superficie de 533 m², couvertes par l'emplacement réservé C157 du PLU, en vue du classement dans le domaine public communal d'une portion de la voie dénommée « rue de l'Espinouse » ;
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Foncier

Classement dans le domaine public communal

Emprise place du Rabbin Schilli

Procédure de transfert d'office

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement de la place dénommée « Rabbin Schilli », la Ville a proposé aux copropriétaires de la résidence « La Nouvelle Citadelle » d'acquérir les parcelles cadastrées DS 457 et DS 538, qui sont intégrées dans les parties communes de la copropriété.

Il s'agit d'une emprise ouverte à la circulation publique, qui permet notamment d'assurer une liaison piétonne entre le chemin de Moularès et l'avenue du Professeur Etienne Antonelli.

Une résolution relative à la cession de cette emprise au profit de la Ville a été soumise à plusieurs reprises à l'assemblée générale des copropriétaires mais, faute du quorum requis, l'accord nécessaire n'a pu être validé en dépit de l'absence d'opposition des membres présents de la copropriété sur le principe cette cession.

Afin de classer le passage piéton constitué des parcelles DS 457 et DS 538 dans le domaine public communal en vue de permettre à la Ville d'assurer sa gestion, son entretien, et l'aménagement global de la place du Rabbin Schilli, il est proposé de recourir à la procédure dite de « transfert d'office » dans le domaine public communal, telle que prévue notamment par les articles L.318-3 et R. 318-10 du code de l'urbanisme.

Une fois la procédure aboutie, après enquête publique, ce transfert aura lieu à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien cédé (domaine public) et des charges d'entretien qui seront supportées par la collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise en œuvre de la procédure de transfert d'office dans le domaine public communal des emprises du cheminement piéton reliant le chemin de Moularès à l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, cadastré DS 457 et DS 538 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Foncier Aménagement de l'allée du Tiers Etat Acquisition d'une emprise auprès de la copropriété "Villa Arcadia"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A la suite de l'approbation du PAE de l'Allée du Tiers Etat par le conseil municipal du 16 décembre 2011, il convient de procéder aux acquisitions foncières nécessaires au projet de requalification de l'allée du Tiers Etat, conformément à l'emplacement réservé C 196 du plan local d'urbanisme (PLU).

La résidence « Villa Arcadia » est concernée par cet aménagement de voirie pour une emprise de 134 m² cadastrée EZ 582.

L'assemblée de copropriétaires a donné son accord pour la cession de la parcelle EZ 582 au prix de 60 €/m², soit un total de 8 040 € pour 134 m², avec prise en charge par la Ville de tous les frais liés à la transaction.

Le montant total des dépenses sera couvert par la recette encaissée par la Ville au titre du PAE. Les crédits sont disponibles sur le budget de la Ville, BP 2014, nature 2111, chapitre 908.

Afin de ne pas retarder le démarrage du chantier, il est proposé d'accepter la signature d'une prise de possession anticipée qui permettra à la Ville de commencer les travaux avant la signature de l'acte notarié, signature qui pourra intervenir à partir du mois de septembre 2014.

L'état descriptif de division, le règlement de copropriété, ainsi que toutes les servitudes affectant la résidence Villa Arcadia ont été rédigés par l'office notarial de Baillargues. Ce dernier sera chargé de la rédaction de l'acte notarié aux frais de la Ville, ainsi que de la modification de l'assiette de la copropriété.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir la parcelle EZ 582 de 134 m² au prix de 60 €/m², soit un montant total de 8 040 € auprès de la résidence « Villa Arcadia » représentée par son syndic, le cabinet « Europa Immobilier » ;
- de saisir l'office notarial de Baillargues pour rédiger l'acte de transfert de propriété et la modification de l'assiette de la copropriété, aux frais de la Ville acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Foncier Rue de Bionne Acquisition d'emprise sur propriété M&A Promotion Opération "Résidence Côté Grèzes"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La société M&A Promotion a réalisé une opération immobilière sur la parcelle PO 160, rue de Bionne, désignée « Résidence Côté Grèzes ».

A cette occasion, le géomètre de l'opération a constaté qu'une partie de la voirie était incluse dans la propriété privée.

Après avoir fait isoler par document d'arpentage la partie de sa propriété à usage de voirie, la société M&A Promotion propose aujourd'hui à la commune la cession de la parcelle nouvellement cadastrée PO 273 pour 118 m².

Par courrier du 30 avril 2014, M&A Promotion accepte cette cession au prix de 15€/m², soit 1 770 € pour 118 m². Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne 22 869 « terrains nus » nature 2111 – chapitre 908.

L'étude GRANIER & BONNARY, office notarial à Montpellier, en charge des intérêts de la société M&A Promotion, procèdera à la rédaction de l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée PO 273 d'une superficie de 118 m² au prix de 15 €/m², soit un total de 1 770 € (mille sept cent soixante-dix euros) afin de régulariser la limite de propriété de l'emprise de la rue de Bionne au droit de l'opération « Résidence Côté Grèzes » ;

- de saisir l'étude GRANIER & BONNARY, office notarial à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Foncier Rue de l'Aiguelongue Propriété de la SARL Villa Maria Acquisition de la parcelle BM n° 410

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A la suite de l'instruction d'une déclaration préalable déposée sur la parcelle BM 22, rue de l'Aiguelongue, la SARL Villa Maria représentée par Monsieur Gendre a obtenu l'autorisation de diviser la parcelle en trois lots, deux lots étant destinés à recevoir une maison individuelle, le troisième lot correspondant à l'emprise concernée par le projet d'élargissement de la voie.

La rue de l'Aiguelongue est concernée par un plan d'alignement approuvé le 3 juillet 1969, annexé au plan local d'urbanisme (PLU).

Au droit de la propriété de la SARL Villa Maria, la rue de l'Aiguelongue doit être élargie à 15 m d'emprise pour permettre notamment la création d'un trottoir inexistant à cet endroit.

Dans ce contexte, il s'agit d'acquérir la nouvelle parcelle correspondant à l'élargissement de voirie, cadastrée BM 410 et d'une superficie de 78 m², au prix de 60 €/m², soit un montant total de 4 680 €.

Sur l'emprise à acquérir se situe un bâti, élevé sur deux niveaux. Monsieur Gendre propose de procéder à sa démolition évaluée à 50 000 €. Enfin, le déplacement de la clôture, normalement à la charge de la Ville, sera géré par le propriétaire avec un dédommagement de 5 320 €.

Au total, le coût de cette acquisition s'élève à donc 60 000 €, montant disponible au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrain » à hauteur de 4 680 € et sur la ligne « travaux suite acquisition » à hauteur de 55 320 €.

Monsieur Gendre, gérant de la SARL, a accepté les termes de cette négociation « pour solde de tout compte » et s'engage à laisser libre, dépourvue de tous gravats, et mise à niveau au seuil de la voie actuelle, la bande de terrain qui sera cédée à la Ville.

L'étude notariale SCP Vialla Dossa, en charge des intérêts de Monsieur Gendre, sera saisie de la rédaction de l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir la parcelle cadastrée BM 410 de 78 m² au prix de 60 €/m², soit un montant total de 4 680 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue de l'Aiguelongue ;
- de prévoir le versement d'un dédommagement d'un montant total de 55 320 € au profit de la SARL Villa Maria compte tenu des travaux pris en charge par le vendeur ;
- de saisir l'étude de notaires SCP Vialla Dossa pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Foncier Acquisition parcelle AP 365 Allée Monte-Cinto Résidence Le Monte-Cinto »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La résidence Monte-Cinto a été aménagée en bordure de l'allée Monte-Cinto, sur une unité foncière constituée de deux parcelles cadastrées AP 364 et AP 365.

La parcelle AP 365, à usage de voirie, est couverte par l'emplacement réservé C157 du plan local d'urbanisme (PLU), qui marque notamment la volonté de la collectivité d'intégrer l'allée Monte-Cinto et la rue de l'Espinouse dans le domaine public communal.

Par vote favorable de son assemblée générale du 9 septembre 2008, le syndicat des copropriétaires de la résidence Monte-Cinto, propriétaire de la parcelle AP 365, a sollicité la commune en vue de la cession de cette emprise de voirie, à l'euro symbolique.

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, en charge des intérêts du syndicat des copropriétaires de la résidence Monte-Cinto, procèdera à la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir à l'euro symbolique, la parcelle AP 365 d'une superficie de 895 m², couverte par l'emplacement réservé C157 du PLU, en vue du classement dans le domaine public communal d'une portion de la voie dénommée « allée Monte-Cinto » ;

- e à Montpellier, pour rédiger

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

49

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Conventions temporaires et promesse de bail relatives à l'occupation du terrain de sport de la Pierre Rouge Ville de Montpellier Société SOGEPROM SUD REALISATIONS Société Enclos Saint François de la Pierre Rouge

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 22 mai 2014, le Conseil municipal a autorisé la signature d'un protocole d'accord tripartite entre la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, la société SOGEPROM SUD REALISATIONS et la VILLE ayant pour objet de contracter diverses obligations entre les trois partenaires visant à garantir un nouvel équilibre entre la réalisation d'ensembles immobiliers et le maintien d'équipements sportifs ouverts au public dans le quartier des Beaux-Arts – Pierre Rouge.

Au titre de cette convention, la Ville doit bénéficier d'une mise à disposition du terrain de sport cadastré CD 739p en son état actuel (vestiaires compris), situé rue Beauséjour. A terme, la Ville bénéficiera d'une mise à disposition puis d'un bail emphytéotique pour ce même équipement sportif, une fois celui-ci réaménagé.

Ces trois conventions, entrant en vigueur de façon successive, vous sont proposées de façon conjointe en vue d'une signature immédiate et concomitante permettant de garantir la continuité de l'occupation du terrain de sport et des vestiaires pour la Ville et ses usagers, excepté bien sûr pendant la période de réalisation des travaux de réaménagement de ces équipements.

1/ S'agissant du terrain de sport en son état actuel, en exécution des articles 1.2 et 2.2 du protocole d'accord, la société SOGEPROM SUD REALISATIONS, missionnée pour réaliser les travaux par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE propriétaire, octroie à la Ville une autorisation de sous-occupation temporaire à titre gratuit de la parcelle cadastrée CD 739p à compter du 1^{er} juillet 2014 et jusqu'au démarrage des travaux d'aménagement dudit terrain de sport et de la réfection ou de la reconstruction des vestiaires.

Cette sous-occupation temporaire vise à permettre pour les habitants du quartier une utilisation a minima de l'équipement avant travaux, son état dégradé ne permettant techniquement pas une utilisation optimale, scolaire ou associative structurée.

Le projet de convention de sous-occupation temporaire joint en annexe en précise les conditions.

2/ Dès l'équipement sportif réaménagé par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS, et en tout état de cause avant le 31 décembre 2015, la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE reprendra la pleine disposition du terrain d'assiette en question et devra elle-même conférer à la Ville une convention de mise à disposition temporaire du site.

L'équipement sera alors en mesure d'être utilisé pleinement conformément à son objet. Rappelons que les travaux visent à reconstituer un terrain de sport homologué a minima à la norme U13 au titre de la pratique en compétition officielle du football, clôturé, éclairé, et à remettre en état, voire reconstruire intégralement, des vestiaires.

La Ville devra assurer la prise en charge de tous impôts et taxes et les charges d'entretien courant du bien et verser, au vu de l'avis de France Domaine, un loyer de 20 000 € annuels indexés sur l'indice BT 01, en exécution de l'article 2.1 du protocole.

En exécution également du protocole signé, l'utilisation du bien sera partagée pour satisfaire les besoins de la Ville, des associations, des habitants du quartier, et les besoins des établissements scolaires privés sous contrat en lien avec la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE. Ces derniers bénéficieront de l'usage du stade 5 jours par semaine sur les seules périodes scolaires, les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8 heures à 17 heures et les mercredis de 8 heures à 13 heures.

Ladite convention est jointe en annexe 2 à la présente délibération.

3/ Dans un troisième et dernier temps, dès lors que la Ville aura accompli l'intégralité de ses propres obligations au titre du protocole, conformément à l'article 2.1 de ce document, la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE lui confèrera un titre pérenne pour une durée de 18 ans, sous la forme d'un bail emphytéotique, dont la société s'engage toutefois dès aujourd'hui à assurer la délivrance au titre de la promesse de bail emphytéotique jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Le bail définitif devra être réitéré après la levée de certaines conditions suspensives notamment relatives à l'octroi des autorisations d'urbanisme par la Ville purgées de tout recours concernant les ensembles immobiliers définis dans le protocole d'accord qui encadre ces conventions d'application.

La redevance annuelle au titre du bail sera également de 20 000 € annuels indexés sur l'indice BT 01 connu au 1^{er} janvier 2016 au vu de l'avis de France Domaine.

La Ville devra également assurer la prise en charge de tous impôts et taxes, des charges d'entretien du bien, y compris les grosses réparations conformément à la réglementation applicable à ce type de contrat encadré par le code rural et de la pêche maritime.

Elle bénéficiera en contrepartie d'un titre pérenne, constitutif de droits réels.

Les autres dispositions, notamment d'usage partagé du bien, d'ores et déjà applicables à la précédente convention de mise à disposition, demeureront applicables au bail.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de sous-occupation temporaire consentie à la Ville par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS, jointe en annexe dont les conditions essentielles ont été présentées ci-avant ;

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition temporaire consentie à la Ville par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE jointe en annexe dont les conditions essentielles ont été présentées ci-avant ;
- d'approuver les termes de la promesse de bail emphytéotique consentie à la Ville par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE jointe en annexe dont les conditions essentielles ont été présentées ci-avant ;
- d'autoriser en conséquence la signature des trois conventions jointes en annexe ainsi que du bail emphytéotique définitif qui devra être réitéré par acte notarié conformément aux termes de la promesse de bail jointe, sous réserve de la levée des conditions suspensives convenues ;
- de dire que Me Philippe ANDRIEU, notaire à Montpellier, désigné par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, sera chargé de la réitération des actes et conventions ;
- de dire que tous les frais de passation et accessoires de la convention de sous-occupation temporaire consentie à la Ville par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS seront à la charge exclusive de la société SOGEPROM SUD REALISATIONS ;
- de dire que tous les frais de passation et accessoires de l'ensemble des autres actes et conventions consenties à la Ville par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE seront à la charge exclusive de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

LE
A
Maître ++++++

4230226
AB/JP/

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE
SA ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE
/ COMMUNE DE MONTPELLIER

LE ,
A ,
Maître ++++++

A RECU le présent acte contenant CONVENTION DE MISE A
DISPOSITION TEMPORAIRE:

PAR :

La Société dénommée **SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA
PIERRE ROUGE SA**, société anonyme à conseil d'administration au capital de
345.000,00EUR, dont le siège est à MONTPELLIER (34000), 14 Avenue de
Castelnau, Enclos Saint François quartier de la Pierre Rouge, identifiée au SIREN
sous le numéro 784 145 831 et immatriculée au Registre du Commerce et des
Sociétés de MONTPELLIER,

Ladite société constituée aux termes de ses statuts reçus par Me GROLLIER,
prédécesseur médiateur de Maître VIALLA, Notaire à Montpellier, le 2 mars 1928.

Représentée par Monsieur Nicolas GIRAUD, Président du Conseil
d'Administration demeurant à MONTPELLIER (Hérault), 33 rue de l'Aiguillerie :

- ayant tous pouvoirs en vertu de l'article 19 des statuts susvisés,
- nommé aux fonctions de Président du Conseil d'Administration par
l'Assemblée Générale du ++++++, dont copie du procès-verbal est ci-annexée,

Ci-après dénommé le "Propriétaire"

D'UNE PART

AU PROFIT DE :

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** située dans le département de l'Hérault,
Hôtel de Ville à MONTPELLIER, identifiée au SIREN sous le numéro 213 401 722,

Représentée par **Madame Stéphanie JANNIN, en sa qualité de Première Adjointe au Maire et Adjointe à l'Urbanisme**, aux termes d'un arrêté de délégation de signature pris par Monsieur Philippe SAUREL, Maire de MONTPELLIER, en date à MONTPELLIER, du 29 avril 2014, sous le numéro 2014/1208/T/R, transmis en Préfecture le 29 avril 2014, dont une copie est demeurée ci-**annexée**,

Et spécialement habilitée en vertu de l'autorisation donnée par le Conseil Municipal suivant délibération motivée en date du 26 juin 2014, transmise en Préfecture de l'Hérault le **++++++**.

Une copie de l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal est demeurée **annexée** aux présentes après mention.

Etant ici déclaré par Madame Stéphanie JANNIN que ladite décision a été immédiatement affichée en mairie et est donc pleinement exécutoire, en application des dispositions de l'article L2131-3 du Code général des collectivités territoriales, et qu'à sa connaissance, ladite décision n'a reçu, à ce jour, du Préfet aucune notification d'un recours devant le Tribunal Administratif.

Etant ici précisé que le délai de recours de deux mois n'est, à ce jour, pas éteint.

Toutefois, les parties ont expressément requis le notaire soussigné de recevoir les présentes.

Ci-après dénommé l'"Occupant"

D'AUTRE PART

LESQUELS, préalablement à leurs conventions, ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

La Société dénommée **SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA** est propriétaire d'un ensemble de parcelles à MONTPELLIER (Hérault), composant un tènement unique, lequel est cadastré section CD numéros 73 à 80, 83, 629, 738, 739 et 740.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Philippe ANDRIEU, notaire à MONTPELLIER, le **+++++**, trois promesses unilatérales de vente ont été consenties par le **PROMETTANT**, au profit de la Société dénommée **SOGEPROM SUD REALISATIONS** et acceptées par elle, société par actions simplifiée au capital de 37.000 Euros dont le siège est à MONTPELLIER (34000), 80 place Ernest Granier, Etoile Richter, identifiée au SIREN sous le numéro 482 966 975 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER, savoir :

- Une promesse (« **Beauséjour** ») portant sur partie des parcelles cadastrées section **CD**, numéros **738** et **739**, pour une contenance à céder de **+++** m², afin de pouvoir y réaliser la construction d'un ensemble immobilier d'une SDP minimum de 5.700 m²,
- Une promesse (« **Charles Prévost** ») portant sur partie des parcelles cadastrées section **CD**, numéros **720** et **722**, pour une contenance à céder de **+++** m², afin de pouvoir y réaliser la construction d'un ensemble immobilier d'une SDP minimum de 4.200 m²,
- Une promesse (« **Saint Lazare** ») portant sur partie des parcelles cadastrées section **CD**, numéros **74** et **75**, pour une contenance à céder de **+++** m², afin de pouvoir y réaliser la construction d'un ensemble immobilier d'une SDP minimum de 3.550 m²,

Lesdites promesses en vue de réaliser la construction d'ensembles immobiliers ainsi que ci-dessus visé.

Aux termes de ladite promesse de vente « **Beauséjour** », la **SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA** a notamment consenti au profit de la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** une convention de mise à disposition moyennant indemnité desdites parcelles ci-dessus, cadastrées section CD n° 738 et 739, à compter de la date de la promesse de vente ci-dessus, soit à compter du **++++**, compte tenu de l'ampleur du projet de construction envisagé par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** et de la nécessité d'effectuer différentes interventions permanentes sur les terrains pour l'exécution des travaux,

Laquelle convention de mise à disposition prévoit, par ailleurs, la possibilité pour la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** de mettre à disposition de la Ville de MONTPELLIER le terrain de sport et les vestiaires figurant pour partie au cadastre sous la section CD n° 739, ayant ainsi donné lieu à la conclusion d'une convention de sous occupation temporaire par ladite société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** au profit de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, aux termes d'un acte reçu par Maître Philippe ANDRIEU, notaire à MONTPELLIER, ce jour, et dont la durée court à compter du 1^{er} juillet 2014 jusqu'à démarrage des travaux ci-après décrits par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS**, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2015.

Il est, en effet, ici précisé que la promesse de vente « **Beauséjour** » ci-dessus visée est liée à un contrat d'études préalable à un contrat de promotion immobilière et de louage d'ouvrage prévoyant notamment le réaménagement d'un terrain de sport pour la pratique du football en nature de stabilisé, clôturé, avec éclairages, ainsi que des vestiaires, le tout devant permettre une homologation pour les compétitions sportives officielles en catégorie U13, soit d'une superficie minimale de 92 mètres sur 56 mètres, dégagements compris,

La livraison du nouveau terrain de sport et des vestiaires devant intervenir au plus tard le 31 décembre 2015.

L'engagement ainsi pris par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** aux termes dudit contrat d'études préalable à un contrat de promotion immobilière et de louage d'ouvrage, assorti à ladite promesse de vente « **Beauséjour** », doit être, par ailleurs, réitéré aux termes d'une convention tripartite conclue entre toutes ces parties ;

De surcroît, une promesse de bail emphytéotique, portant sur les **BIENS** qui seront issus des travaux ci-dessus, concernant le terrain de sport et les vestiaires rénovés, sera consentie par la Société **ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA** au profit de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, aux termes d'un acte à recevoir par Maître Philippe ANDRIEU, notaire à MONTPELLIER, ce jour, ladite promesse de bail emphytéotique devant être réitérée dès la réalisation de l'ensemble des conditions suspensives y afférentes, savoir l'obtention des autorisations d'urbanisme par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS**, nécessaires à la réalisation de ses projets de constructions, tel que le tout est ci-après visé.

Les parties précisent que les présentes interviennent afin de conférer une jouissance temporaire à la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, dès réalisations des travaux sur les **BIENS** objet des présentes, mais avant réitération de la promesse de bail emphytéotique ci-dessus visée.

DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment que les éléments caractéristiques énoncés ci-dessus les concernant sont exacts.

CECI EXPOSE, les parties ont convenu ce qui suit :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE

Les parties conviennent de la présente convention de mise à disposition temporaire, portant sur les **BIENS** dont la désignation suit, et aux charges et conditions ci-après, savoir :

DESIGNATION

A MONTPELLIER (Hérault), lieudit « Pierre Rouge », un immeuble en nature et en l'état actuel de terrain de sport, avec vestiaires,
Pour partie figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CD	739p	195 RUE DU JEU DE MAIL DES ABBES	00 ha 74 a 60 ca

Etant ici précisé que, lors de la prise d'effet de la présente convention de mise à disposition temporaire, lesdits **BIENS** auront été complètement réaménagés par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** dans le cadre du contrat d'études préalable à un contrat de promotion immobilière et de louage d'ouvrage qui la lie à la **SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA**, lequel contrat est indissociable de la promesse unilatérale de vente « **Beauséjour** » ci-dessus visée en l'EXPOSE qui précède.

Ce réaménagement aboutira à la rénovation et/ou réalisation des structures ci-après, savoir :

- Un terrain de sport en nature de stabilisé,
- Une clôture,
- Des éclairages,
- Des vestiaires,

Le tout conformément aux normes devant permettre une homologation pour les compétitions sportives officielles en catégorie U13, soit d'une surface minimale de 92 mètres sur 56 mètres, dégagements compris,

Et conformément aux dispositions résultant de la convention tripartie ci-dessus visée,

Lesdits travaux devant être réalisés par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** au plus tard le 31 décembre 2015.

Tel que lesdits biens se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

AFFECTATION

Le **BIEN** est actuellement à usage de terrain de sport exclusivement, et comporte des vestiaires.

Cette affectation sera inchangée après réaménagement tel que ci-dessus visé.

EFFET RELATIF

- Acquisition suivant acte reçu par Maître VIALLA, notaire à Montpellier, le 10 juillet 1928, dont une copie authentique a été transcrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1ER le 18 juillet 1928, volume 344, numéro 58.

Le titre antérieur résultant d'un échange reçu par Maître BLAIN, notaire à Montpellier, le 20 novembre 1915, dont une expédition a été transcrite au service de

la publicité foncière de MONTPELLIER 1ER le 17 décembre 1915, volume 1979, numéro 79.

- Acquisition suivant acte reçu par Maître VIALLA, notaire à Montpellier, le 2 avril 1930, dont une copie authentique a été transcrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1ER le 16 avril 1930, volume 448, numéro 26.

SERVITUDES

Le **Propriétaire** déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur le terrain objet de la présente convention de mise à disposition temporaire, et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune autre que celles éventuellement indiquées au présent acte.

DEPOT DE GARANTIE – ABSENCE

La présente convention de mise à disposition temporaire est consentie sans versement d'aucun dépôt de garantie ou remise de cautionnement.

EXISTENCE DE DROIT REEL

Le **Propriétaire** déclare qu'il n'existe, de son chef, aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de la partie d'immeuble, objet des présentes, pour quelque raison que ce soit, et que ledit immeuble est libre de tout privilège et de toute inscription d'hypothèque judiciaire, conventionnelle et légale.

CONDITIONS SUSPENSIVES

Compte tenu des conventions et engagements ci-dessus visés en l'EXPOSE qui précède, la présente convention de mise à disposition temporaire est faite sous les conditions suspensives suivantes :

- a) que le **Propriétaire** justifie d'un droit de propriété régulier,
- b) que les renseignements d'urbanisme concernant le terrain soient obtenus et ne révèlent aucune charge de nature à en déprécier sa valeur,

CONDITIONS GENERALES

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** prendra les **BIENS** dont s'agit dans l'état où ils se trouveront le jour de la prise de possession, en leur état futur de rénovation, sans aucune garantie de la part du **Propriétaire**, pour quelque cause que ce soit et notamment à raison :

- soit de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation qui précède, alignement, fouilles ou excavations pratiquées en sous-sol, d'héberges, de saillies en faux aplombs, de jours de souffrance, de vues ou autre ;
- soit d'erreur dans la contenance ou la surface des locaux, qu'elles qu'en soient les proportions, de mitoyenneté,
- soit de l'état des locaux et des vices,
- soit de la situation fiscale exclusion faite de tout arriéré,
- soit de tout problème en matière d'hygiène, de sécurité, d'environnement,
- soit du respect ou non des règles de voisinage pour tous propriétaires d'immeubles riverains.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever les **BIENS** dont s'agit, et profitera de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls sans aucun recours contre le **Propriétaire**.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** sera subrogée dans tous les droits du **Propriétaire** relativement à l'immeuble.

A compter de la mise à disposition au profit de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, cette dernière réglera les taxes liées à la propriété ou à l'usage de l'immeuble à leur date d'exigibilité.

SITUATION LOCATIVE

Le **Propriétaire** déclare que les **BIENS** objet des présentes sont libres de toute location, occupation ou réquisition de quelque nature que ce soit, et n'ont fait l'objet d'aucune concession de jouissance sous quelque forme que ce soit, serait-ce pour un droit d'affichage, ainsi qu'il le garantit.

DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la remise des travaux sur les **BIENS** dont s'agit, ainsi que visé en l'EXPOSE et en la DESIGNATION qui précèdent, lesquels doivent être réalisés au plus tard au 31 décembre 2015, soit une prise d'effet au plus tard à cette date, par la prise de possession réelle des **BIENS** dont s'agit par la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

La présente convention prendra fin lors de la réalisation de toutes les conditions suspensives à la promesse de bail emphytéotique ci-dessus visée, savoir l'obtention par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** de toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires à ses trois projets de construction, tel que le tout est ci-dessus visé en l'EXPOSE qui précède, et contenu dans ladite promesse de bail.

Etant ici précisé, à toutes fins utiles, que la réalisation desdites conditions suspensives doit intervenir au plus tard le 31 décembre 2016, ce délai devant marquer la réitération par acte authentique de la promesse de bail emphytéotique ci-dessus visée.

Ainsi que les parties y consentent expressément.

CLAUSE DE REVOYURE

Compte tenu des conditions suspensives d'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation de ses projets par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** ainsi que ci-dessus visées en l'EXPOSE qui précède, les parties conviennent expressément qu'en cas de non réalisation d'une de ces conditions suspensives, et ce pour une cause indépendante de la volonté des parties, dont notamment l'obtention définitive des autorisations d'urbanisme ci-dessus visées – s'entendant purgées de tous recours et retrait –, les parties se rencontreront pour tenter de définir de nouvelles conditions de réalisation des présentes qui devront, en tout état de cause, respecter les objectifs convenus entre les parties aux termes de la convention tripartite ci-dessus visée en l'EXPOSE qui précède.

Les parties disposeront alors d'un délai de SIX (6) mois à l'effet de convenir desdites nouvelles conditions, ledit délai commençant à compter de la signification par la **SA ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE** à la **COMMUNE DE MONTPELLIER** de la non-réalisation d'une des conditions suspensives afférentes à l'obtention des autorisations administratives ci-dessus visées.

A défaut de nouvel accord des parties dans ce délai, les présentes seront caduques.

En cas de nouvel accord des parties dans ce délai, les parties conviennent de le constater aux termes d'un avenant à la présente convention, qui emportera prorogation de la durée des présentes et de leurs conditions suspensives ou bien d'une nouvelle convention de mise à disposition temporaire emportant résiliation des présentes.

CONDITIONS DE JOUISSANCE

1°) Jouissance

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** jouira des **BIENS** objet des présentes raisonnablement sans commettre ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations, à compter de la réalisation des travaux de réaménagement du terrain de sport et des vestiaires objet des présentes.

Cependant, elle devra consentir au **Propriétaire** des périodes d'occupation gratuite, strictement limitée à l'utilisation par les Etablissements d'enseignement privé sous contrat avec l'Etat dans le quartier des Beaux-Arts à Montpellier, pendant les périodes scolaires et comprises chaque lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 8 heures à 17 heures, et les mercredi de 8 heures à 13 heures.

Ainsi que le représentant de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** accepte expressément les conditions de jouissance ci-dessus entendues.

2°) Assurances

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** devra assurer les **BIENS** objet des présentes pendant toute la durée de mise à disposition desdits **BIENS**.

Cependant, dans le cas ci-dessus par lequel la **COMMUNE DE MONTPELLIER** consent des périodes d'occupation gratuite au Propriétaire et ses usagers exclusifs, la **SA ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE** devra également souscrire toute assurance de responsabilité afin de garantir tout dommage qui pourrait être causé à ses seuls usagers durant lesdites périodes d'occupation.

3°) Empiètement - Usurpations

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** s'opposera à tous empiètements et à toutes usurpations et devra avertir le **Propriétaire** de tous ceux qui pourraient se produire dans le délai prescrit par l'article 1768 du Code civil, sous peine de tous dépens, dommages-intérêts.

4°) Garanties

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** veillera à ne rien faire qui puisse apporter un trouble de jouissance aux voisins.

Elle devra satisfaire à toutes les charges de ville et de police, règlement sanitaire, voirie, salubrité, hygiène, sécurité, et autres charges dont les occupants sont ordinairement tenus, de manière que le **Propriétaire** ne puisse aucunement être inquiété ni recherché à ce sujet.

Dans le cas précis d'installations et lieux ouverts au public, la responsabilité du **Propriétaire** ne pourra pas être engagée pour une cause d'accident ou autre qui pourrait survenir du fait de ces installations.

5°) Destination des lieux

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne pourra changer la destination des lieux objet des présentes qui est et demeurera après travaux : terrain de sport et locaux à usage de vestiaires.

6°) Réparations locatives ou de menu entretien

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** devra, pendant tout le cours de la présente convention de mise à disposition temporaire et précaire, entretenir tous les édifices en bon état d'entretien et de réparations locatives, et les rendra dans le même état au terme de celle-ci. En outre, elle n'a aucune obligation d'améliorer.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** fera son affaire personnelle de façon que

le **Propriétaire** ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet, de toutes réclamations ou contestations qui pourraient survenir du fait de son activité dans les lieux mis à disposition.

A l'exception des grosses réparations demeurant à la charge du **Propriétaire**, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** aura la charge de toutes les réparations et devra rendre les **BIENS** objet des présentes, à sa sortie, dans le même état qu'elle les a pris.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** sera également responsable de toutes réparations normalement à la charge du Propriétaire mais qui seraient nécessitées soit par le défaut d'exécution des réparations dont l'Occupant a la charge comme il est dit ci-dessus, soit par des dégradations résultant de son fait, du fait de son personnel ou de ses visiteurs, soit dans les locaux, soit dans d'autres parties de l'immeuble.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne pourra emmagasiner ou entreposer dans quelque partie que ce soit des lieux des marchandises ou objets qui dégageraient des exhalations ou odeurs malsaines, ou qui présenteraient des risques sérieux quels qu'ils soient.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** satisfera à toutes les charges de ville et de police auxquelles les occupants sont ordinairement tenus.

Elle supportera toutes les taxes qui incombent légalement à un Occupant, et acquittera régulièrement toute facture de consommation et autres suivant les indications des compteurs installés dans les lieux mis à disposition, ainsi que les frais de mise à disposition, d'entretien, de relevé et de réparation desdits compteurs.

7°) Grosses réparations - Reconstruction.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER**, en ce qui concerne les constructions et aménagements qui existeront au jour de la prise d'occupation, sera tenue des réparations de toute nature sans obligation de reconstruire les bâtiments si elle prouve qu'ils ont été détruits par cas fortuit, force majeure ou qu'ils ont péri par le vice de la construction antérieure aux présentes.

8°) Mise aux normes des bâtiments

De convention expresse, le **Propriétaire** ne sera pas tenu d'effectuer les travaux rendus nécessaires par la mise en conformité des installations et des bâtiments d'exploitation tels qu'ils existeront lors de la prise d'effet des présentes, avec les règles de protection de l'environnement imposées par l'autorité administrative.

9°) Servitudes

Il est expressément convenu entre les parties que la **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne pourra acquérir au profit du fonds aucune servitude active et ne pourra pas le grever, par titres, de servitudes passives, pendant toute la durée des présentes.

10°) Terme de la convention

De convention expresse entre les parties, et compte tenu du contrat de promotion immobilière et de louage d'ouvrage annexé à la promesse de vente « **Beauséjour** », tel que le tout est ci-dessus visé en l'EXPOSE qui précède, conclu entre la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** et l'**ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA**, et aux termes duquel la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** devra notamment réaliser des travaux tenant au réaménagement du terrain de sport et des vestiaires objet des présentes,

La présente convention de mise à disposition temporaire prendra fin lors de la réalisation de toutes les conditions suspensives à la promesse de bail emphytéotique

ci-dessus visée, savoir l'obtention par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** de toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires à ses trois projets de construction, tel que le tout est ci-dessus visé en l'EXPOSE qui précède, et contenu dans ladite promesse de bail.

Ainsi, à l'expiration de la convention objet des présentes, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement des présentes, notamment pour des impératifs de sécurité dont la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** aura la responsabilité lors des travaux à effectuer sur les **BIENS** objet des présentes.

11°) Non responsabilité

Le **Propriétaire** ne garantira pas la **COMMUNE DE MONTPELLIER** et, par conséquent, déclinera toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait, en cas d'interruption dans le service des installations de l'immeuble, en cas d'accident pouvant survenir du fait de l'installation desdits services dans les lieux mis à disposition notamment en cas d'inondation, fuite d'eau.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** devra faire son affaire personnelle des cas ci-dessus, et généralement de tous autres cas fortuits, sauf son recours contre qui de droit.

En règle générale, et pour plus de sécurité, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** devra contracter toutes assurances nécessaires de façon que la responsabilité du **Propriétaire** soit entièrement dégagée.

CESSION

Ainsi qu'expressément convenu entre les parties, et compte tenu du caractère temporaire des présentes, les droits en résultant ne pourront être cédés.

REDEVANCE – ABSENCE

Les présentes sont consenties et acceptées moyennant une redevance de **VINGT MILLE EUROS (20.000,00 EUR)**, payable annuellement d'avance, sous réserve de l'estimation à obtenir des services fiscaux.

Le premier versement devra intervenir le premier jour du mois suivant la prise de possession des lieux dont s'agit.

REVISION DE LA REDEVANCE

En cas de prorogation des présentes, du fait notamment des retards qui pourraient être occasionnés dans l'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation des trois projets de construction de la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS**, ci-dessus visées, les parties conviennent à titre de condition essentielle et déterminante d'indexer la redevance ci-dessus sur l'indice BT 01, publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, et de lui faire subir une fois par an les mêmes variations d'augmentation ou de diminution.

A cet effet, le réajustement de la redevance s'effectuera chaque année à la date anniversaire des présentes. Le nouveau montant applicable aux termes de l'année civile à courir à compter de la signature du bail, sera calculé au moyen d'une règle proportionnelle ayant pour données :

1°) Le montant de la redevance initiale ;

2°) L'indice ayant servi à établir ce montant ;

3°) Et le dernier indice connu au mois anniversaire précédant immédiatement l'indexation.

L'application de cette clause d'indexation se fera à l'initiative du **Propriétaire** dès la publication de l'indice.

Au cas où, pour quelque raison que ce soit, l'indice ci-dessus choisi pour l'indexation du loyer cesserait d'être publié, cette indexation sera faite en prenant pour

base soit l'indice de remplacement soit un nouvel indice conventionnellement choisi d'un commun accord des parties.

A défaut de se mettre d'accord sur le choix du nouvel indice à adopter, les parties s'en remettent d'ores et déjà à la désignation d'un expert judiciaire désigné par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de situation du bien objet des présentes, statuant en matière de référé à la requête de la partie la plus diligente.

La modification ou la disparition de l'indice de référence n'autorisera pas l'**Occupant** à retarder le paiement de la redevance qui devra continuer à être réglé à son échéance sur la base du dernier indice connu, sauf redressement et règlement de la différence à l'échéance du premier terme suivant la fixation de la nouvelle redevance.

IMPOTS ET TAXES

A compter de la mise à disposition des BIENS objet des présentes à son profit, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** devra acquitter toutes les contributions et charges relatives aux **BIENS** objet des présentes.

RESILIATION

Il est précisé qu'en cas de résiliation partielle (retrait d'une partie d'immeuble de l'assiette des présentes), les dispositions fixées au présent paragraphe auront vocation à s'appliquer.

1° Résiliation pour faute

La résiliation des présentes sera encourue, si bon semble au **Propriétaire**, sauf cas de force majeure, dans le cas du non-respect d'une des conditions des présentes, notamment :

- en cas de commissions d'actes graves rendant insusceptible le maintien de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** dans les lieux,
- en cas de manquement grave de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** à ses obligations contractuelles entraînant une dénaturation du contrat et des obligations essentielles,

Cette résiliation pour faute grave et substantielle entraînera la déchéance de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** et devra être précédée d'une mise en demeure dûment motivée et notifiée par lettre recommandée demeurée sans effet à l'expiration d'un délai de trois (3) mois.

CONSISTANCE

Les biens seront mis à disposition de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** tels qu'ils existeront avec toutes leurs dépendances sans exception ni réserve, et sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever le fonds objet des présentes, et profitera de celles actives s'il en existe.

ETAT DES LIEUX

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** prendra les biens objet des présentes dans l'état où ils se trouveront à la date de leur mise à disposition à son profit.

Les parties conviennent qu'un état des lieux sera établi contradictoirement dans le mois qui précèdera cette mise à disposition ou dans le mois suivant celle-ci.

Passé le délai fixé ci-dessus, l'une des parties pourra établir unilatéralement un état des lieux qu'elle notifiera à l'autre par lettre recommandée avec demande

d'avis de réception. Cette dernière disposera, à compter dudit jour, de deux mois pour faire ses observations sur le projet ou pour l'accepter. A l'expiration de ce délai de deux mois, son silence vaudra accord. L'état des lieux sera alors définitif et réputé établi contrairement.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Le plan de prévention des risques est un document élaboré par les services de l'Etat avec pour but d'informer, à l'échelle communale, de l'existence de zones à risques, et de définir, pour ces zones, les mesures nécessaires à l'effet de réduire les risques à l'égard de la population.

A cet effet, un état est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet.

ÉTAT DES RISQUES

Pour information des parties, un état des risques en date du ++++++ et fondé sur les informations mises à disposition par le Préfet est demeuré **annexé** aux présentes.

A cet état sont également joints :

- La cartographie du ou des risques majeurs existants sur la commune avec localisation du bien concerné sur le plan cadastral.
- La liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la commune.

Plan de prévention des risques naturels

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels .

Les risques pris en compte sont : .

Aucuns travaux prescrits.

Plan de prévention des risques miniers

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Plan de prévention des risques technologiques

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

L'immeuble est situé dans une zone de sismicité de niveau **DEUX – RISQUE FAIBLE**.

ABSENCE DE SINISTRES AVEC INDEMNISATION

Le propriétaire déclare que, pendant la période où il a détenu l'immeuble celui-ci n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

ABSENCE DE FACULTE DE SUBSTITUTION

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne pourra substituer aucune personne physique ou morale dans le bénéfice de la présente convention.

ENREGISTREMENT - PUBLICITE FONCIERE

D'un commun accord entre les parties, les présentes ne seront soumises ni à la formalité de l'enregistrement, ni à celle de la publicité foncière.

POUVOIRS

Les parties confèrent à l'un des clercs de l'office notarial dénommé en tête des présentes tous pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de signer toutes demandes de pièces et demandes de renseignements relatives aux présentes ;
- de dresser et signer tous actes qui se révéleraient nécessaires en vue de l'accomplissement des formalités de publicité foncière des présentes dans l'éventualité où l'une des parties demanderait la publication du présent acte au service de la publicité foncière, d'effectuer toutes précisions pour mettre les présentes en conformité avec la réglementation sur la publicité foncière.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et tous ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sans exception ni réserve, seront supportés par la **COMMUNE DE MONTPELLIER** qui s'y oblige.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège social respectif.

En outre, et à défaut d'accord amiable entre les parties, toutes les contestations qui pourront résulter des présentes seront soumises au Tribunal de grande instance de la situation du **BIEN**.

COMMUNICATION DES PIECES ET DOCUMENTS

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** pourra prendre connaissance de toutes les pièces et documents ci-dessus mentionnés directement en l'office notarial dénommé en tête des présentes, sans que ce dernier ait l'obligation de les lui adresser à mesure de leur réception, sauf avis contraire écrit de sa part ou nécessité de l'informer de sujétions particulières révélées par ces pièces et documents.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

L'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre aux organismes du notariat et à certaines administrations.

En vertu de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant en s'adressant au correspondant Informatique et Libertés désigné par l'office à : cil@notaires.fr.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des conditions financières convenues ; elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, personnes morales, dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée en tête à la suite de leur dénomination, lui a été régulièrement justifiée en ce qui concerne la personne

morale immatriculée dénommée SOCIETE ENCLOS SAINT FRANSOIS DE LA PIERRE ROUGE SA au vu d'un extrait modèle K Bis délivré par le greffe du Tribunal de commerce de MONTPELLIER, et en ce qui concerne la COMMUNE DE MONTPELLIER au vu d'un certificat INSEE, et atteste qu'il n'est pas inscrit au répertoire des entreprises et de leurs établissements prévu par le décret numéro 73-314 du 14 Mars 1973, modifié.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sur ~~treize~~treize pages

Comprenant

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Paraphes

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire soussigné.



4230225
AB/JP/

CONVENTION DE SOUS OCCUPATION TEMPORAIRE
SOGEPROM SUD REALISATIONS
/ COMMUNE DE MONTPELLIER

LE _____ ,
A _____ ,
Maître ++++++

A RECU le présent acte contenant CONVENTION DE SOUS
OCCUPATION TEMPORAIRE :

PAR :

La Société dénommée **SOGEPROM SUD REALISATIONS**, société par actions simplifiée au capital de 37.000 Euros dont le siège est à MONTPELLIER (34000), 80 place Ernest Granier, Etoile Richter, identifiée au SIREN sous le numéro 482 966 975 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

Ladite société représentée par sa Présidente la SAS PRAGMA, société par actions simplifiée, au capital de 600.000,00 EUR dont le siège est à MONTPELLIER (34960), 80 place Ernest Granier, Etoile Richter, CS 19501, identifiée sous le numéro SIREN 950 016 535 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER,

Fonction à laquelle elle a été désignée aux termes d'une décision du Comité de Surveillance en date du 12 juillet 2009, dont une copie est demeurée ci-**annexée**, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des articles 2 et 13 des statuts.

La société PRAGMA elle-même représentée par Monsieur Philippe GADELLE, en qualité de Président, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 22 juin 2006 dont une copie est demeurée ci-**annexée**.

AU PROFIT DE :

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** située dans le département de l'Hérault, Hôtel de Ville à MONTPELLIER, identifiée au SIREN sous le numéro 213 401 722,

Représentée par **Madame Stéphanie JANNIN, en sa qualité de Première Adjointe au Maire et Adjointe à l'Urbanisme**, aux termes d'un arrêté de délégation de signature pris par Monsieur Philippe SAUREL, Maire de MONTPELLIER, en date à MONTPELLIER, du 29 avril 2014, sous le numéro 2014/1208/T/R, transmis en Préfecture le 29 avril 2014, dont une copie est demeurée ci-**annexée**,

Et spécialement habilitée en vertu de l'autorisation donnée par le Conseil Municipal suivant délibération motivée en date du 26 juin 2014, transmise en Préfecture de l'Hérault le ++++++,

Une copie de l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal est demeurée **annexée** aux présentes après mention.

Etant ici déclaré par Madame Stéphanie JANNIN que ladite décision a été immédiatement affichée en mairie et est donc pleinement exécutoire, en application des dispositions de l'article L2131-3 du Code général des collectivités territoriales, et qu'à sa connaissance, ladite décision n'a reçu, à ce jour, du Préfet aucune notification d'un recours devant le Tribunal Administratif.

Etant ici précisé que le délai de recours de deux mois n'est, à ce jour, pas éteint.

Toutefois, les parties ont expressément requis le notaire soussigné de recevoir les présentes.

LESQUELS, préalablement à leurs conventions, ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

Aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Philippe ANDRIEU, notaire à MONTPELLIER, le +++++, la Société dénommée **SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA**, société anonyme à conseil d'administration au capital de 345.000,00EUR, dont le siège est à MONTPELLIER (34000), 14 Avenue de Castelnau, Enclos Saint François quartier de la Pierre Rouge, identifiée au SIREN sous le numéro 784 145 831 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER,

A consenti, au profit de la Société **SOGEPROM SUD REALISATIONS**, ci-dessus dénommée, ce qui a été acceptée par elle, une promesse unilatérale de vente portant sur partie des parcelles cadastrée section **CD**, numéro **738** et **739**, pour une contenance à céder de +++ m², afin de pouvoir y réaliser la construction d'un ensemble immobilier d'une SDP minimum de 5.700 m².

Aux termes de ladite promesse, la Société dénommée **SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA** a notamment consenti au profit de la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** une convention de mise à disposition moyennant indemnité desdites parcelles ci-dessus, cadastrées section CD n° 738 et 739, à compter de la date de la promesse de vente ci-dessus, soit à compter du +++++, compte tenu de l'ampleur du projet de construction envisagé par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** et de la nécessité d'effectuer différentes interventions permanentes sur les terrains pour l'exécution des travaux,

Laquelle convention de mise à disposition prévoit, par ailleurs, la possibilité pour la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** de mettre à disposition de la Ville de MONTPELLIER le terrain de sport et les vestiaires figurant sur lesdites emprises ci-dessus.

Il est ici également précisé que ladite promesse de vente ci-dessus visée est liée à un contrat d'études préalable à un contrat de promotion immobilière et de louage d'ouvrage prévoyant notamment le réaménagement d'un terrain de sport pour la pratique du football en nature de stabilisé, clôturé, avec éclairages, ainsi que des vestiaires, le tout devant permettre une homologation pour les compétitions sportives

officielles en catégorie U13, soit d'une superficie minimale de 92 mètres sur 56 mètres, dégagements compris,

La livraison du nouveau terrain de sport et des vestiaires devant intervenir au plus tard le 31 décembre 2015.

L'engagement ainsi pris par la société **SOGEFROM SUD REALISATIONS** aux termes dudit contrat d'études préalable à un contrat de promotion immobilière et de louage d'ouvrage, assorti à ladite promesse de vente, doit être, par ailleurs, réitéré aux termes d'une convention tripartite conclue entre les parties ; De surcroît, une promesse de bail emphytéotique sera consentie par la Société **ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA** au profit de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, aux termes d'un acte à recevoir par Maître Philippe ANDRIEU, notaire à MONTPELLIER, ce jour.

DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment que les éléments caractéristiques énoncés ci-dessus les concernant sont exacts.

CECI EXPOSE, les parties ont convenu ce qui suit :

CONVENTION DE SOUS OCCUPATION TEMPORAIRE

Les parties conviennent de la présente convention de sous occupation temporaire, portant sur le **BIEN** dont la désignation suit, et aux charges et conditions ci-après, savoir :

DESIGNATION

A MONTPELLIER (Hérault), lieudit « Pierre Rouge », un immeuble en nature et en l'état actuel de terrain de sport, supportant des vestiaires,
Pour partie figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CD	739p	195 RUE DU JEU DE MAIL DES ABBES	00 ha 74 a 60 ca

Tel que lesdits biens se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

AFFECTATION

Le **BIEN** est actuellement à usage de terrain de sport exclusivement, et comportant des vestiaires.

EFFET RELATIF

- Acquisition suivant acte reçu par Maître VIALLA, notaire à Montpellier, le 10 juillet 1928, dont une copie authentique a été transcrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1ER le 18 juillet 1928, volume 344, numéro 58.

Le titre antérieur résultant d'un échange reçu par Maître BLAIN, notaire à Montpellier, le 20 novembre 1915, dont une expédition a été transcrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1ER le 17 décembre 1915, volume 1979, numéro 79.

- Acquisition suivant acte reçu par Maître VIALLA, notaire à Montpellier, le 2 avril 1930, dont une copie authentique a été transcrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1ER le 16 avril 1930, volume 448, numéro 26.

SERVITUDES

Le représentant de la société **SOGEFROM SUD REALISATIONS** déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur l'immeuble objet de la présente convention de sous occupation temporaire, et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune autre que celles éventuellement indiquées au présent acte.

DEPOT DE GARANTIE – ABSENCE

La présente convention de sous occupation temporaire est consentie sans versement d'aucun dépôt de garantie ou remise de cautionnement.

DECLARATIONS

Le représentant de la société **SOGEFROM SUD REALISATIONS** déclare qu'il n'existe, de son chef, aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des **BIENS** objet des présentes, pour quelque raison que ce soit.

CONDITIONS GENERALES

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** prendra les **BIENS** dont s'agit dans l'état où ils se trouvent ce jour, sans aucune garantie de la part de la société **SOGEFROM SUD REALISATIONS**, pour quelque cause que ce soit et notamment à raison :

- soit de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation qui précède, alignement, fouilles ou excavations pratiquées en sous-sol, d'héberges, de saillies en faux aplombs, de jours de souffrance, de vues ou autre ;
- soit d'erreur dans la contenance ou la surface des locaux, qu'elles qu'en soient les proportions, de mitoyenneté,
- soit de l'état des locaux et des vices,
- soit de la situation fiscale,
- soit de tout problème en matière d'hygiène, de sécurité, d'environnement,
- soit du respect ou non des règles de voisinage pour tous propriétaires d'immeubles riverains.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever les **BIENS** dont s'agit, et profitera de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls sans aucun recours contre la société **SOGEFROM SUD REALISATIONS**.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** sera subrogée dans tous les droits de la société **SOGEFROM SUD REALISATIONS** relativement à l'immeuble.

A compter de son entrée en jouissance, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** réglera les taxes liées à la propriété ou à l'usage de l'immeuble à leur date d'exigibilité.

SITUATION LOCATIVE

Le représentant de la société **SOGEFROM SUD REALISATIONS** déclare que les **BIENS** objet des présentes sont libres de toute location, occupation ou réquisition de quelque nature que ce soit, et n'ont fait l'objet d'aucune concession de jouissance sous quelque forme que ce soit.

DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2014, par la prise de possession réelle des **BIENS** dont s'agit par la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

Elle prendra fin lors du démarrage des travaux de réaménagement du stade et des vestiaires à effectuer sur les **BIENS** objet des présentes par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS**.

Etant ici précisé que la date du démarrage des travaux s'entend de la date à compter de laquelle la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** aura procédé à l'affichage sur les lieux de la déclaration d'ouverture de chantier, lequel affichage devra avoir préalablement été notifié au service des sports de la Ville, augmenté d'un délai de quinze (15) jours nécessaire à l'information des usagers.

En tout état de cause, la présente convention prendra fin au 31 décembre 2015, sauf réalisations des travaux ci-dessus.

Ainsi que les parties y consentent expressément.

CONDITIONS DE JOUISSANCE

1°) Jouissance

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** jouira des **BIENS** objet des présentes raisonnablement sans commettre ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations.

Il est ici précisé que la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** devra réaliser des études de sols et de pollution en tous genres sur la parcelle objet des présentes, dans le cadre de son projet de construction ci-dessus visé en l'EXPOSE qui précède, les présentes ne pouvant en aucun cas avoir pour effet d'empêcher ou de nuire à la réalisation desdites études.

Etant ici par ailleurs précisé qu'en cas de non réitération de la promesse de vente, la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** s'est engagée, aux termes dudit acte, à remettre le terrain en l'état à ses frais, engagement qu'il réitère devant la **COMMUNE** aux termes des présentes.

De même, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** devra laisser toute personne intervenant pour le compte de la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS**, dans le cadre des travaux de construction que cette dernière projette de réaliser, visiter les lieux à tout moment pendant le cours de la présente convention.

Ainsi que le représentant de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** accepte expressément les conditions de jouissance ci-dessus entendues.

2°) Empiètement - Usurpations

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** s'opposera à tous empiètements et à toutes usurpations et devra avertir la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** de tous ceux qui pourraient se produire dans le délai prescrit par l'article 1768 du Code civil, sous peine de tous dépens, dommages-intérêts.

3°) Garanties

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** veillera à ne rien faire qui puisse apporter un trouble de jouissance aux voisins.

Elle devra satisfaire à toutes les charges de ville et de police, règlement sanitaire, voirie, salubrité, hygiène, sécurité, et autres charges dont les occupants sont ordinairement tenus, de manière que la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** ou le Propriétaire ne puissent aucunement être inquiétés ni recherchés à ce sujet.

Dans le cas précis d'installations et lieux ouverts au public, la responsabilité de la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** ou du Propriétaire ne pourra pas être engagée pour une cause d'accident ou autre qui pourrait survenir du fait de ces

installations, sauf désordres affectant le terrain du fait de **SOGEPROM SUD REALISATIONS** ou du Propriétaire.

4°) Destination des lieux

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne pourra changer la destination des lieux objet des présentes qui est : terrain de sport et locaux à usage de vestiaires.

5°) Affichage sur les murs et bâtiments

Ce droit est expressément réservé à la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** ainsi qu'à la **COMMUNE DE MONTPELLIER** pour leurs propres productions respectives.

6°) Réparations locatives ou de menu entretien

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** devra, pendant tout le cours de la présente convention de sous occupation temporaire, entretenir tous les édifices en bon état d'entretien et de réparations locatives, et les rendra de même au terme de celle-ci. En outre, elle n'a aucune obligation d'améliorer.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** fera son affaire personnelle de façon que la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** ou le Propriétaire ne soient jamais inquiétés ni recherchés à ce sujet, de toutes réclamations ou contestations qui pourraient survenir du fait de son activité dans les lieux mis à disposition.

A l'exception des grosses réparations demeurant à la charge du Propriétaire, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** aura la charge de toutes les réparations et devra rendre les **BIENS** objet des présentes, à sa sortie, dans le même état qu'elle les a pris.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** sera également responsable de toutes réparations normalement à la charge du Propriétaire mais qui seraient nécessitées soit par le défaut d'exécution des réparations dont l'Occupant a la charge comme il est dit ci-dessus, soit par des dégradations résultant de son fait, du fait de son personnel ou de ses visiteurs, soit dans les locaux, soit dans d'autres parties de l'immeuble.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne pourra emmagasiner ou entreposer dans quelque partie que ce soit des lieux des marchandises ou objets qui dégageraient des exhalations ou odeurs malsaines, ou qui présenteraient des risques sérieux quels qu'ils soient.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** satisfera à toutes les charges de ville et de police auxquelles les occupants sont ordinairement tenus.

Elle supportera toutes les taxes qui incombent légalement à un Occupant, et acquittera régulièrement toute facture de consommation et autres suivant les indications des compteurs installés dans les lieux mis à disposition, ainsi que les frais de mise à disposition, d'entretien, de relevé et de réparation desdits compteurs.

7°) Grosses réparations - Reconstruction.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER**, en ce qui concerne les constructions existant au jour des présentes, sera tenue des réparations de toute nature sans obligation de reconstruire les bâtiments si elle prouve qu'ils ont été détruits par cas fortuit, force majeure ou qu'ils ont péri par le vice de la construction antérieure aux présentes.

8°) Mise aux normes des bâtiments

De convention expresse, la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** ne sera pas tenue d'effectuer les travaux rendus nécessaires par la mise en conformité

des installations et des bâtiments d'exploitation existant à ce jour avec les règles de protection de l'environnement imposées par l'autorité administrative.

9°) Servitudes

Il est expressément convenu entre les parties que la **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne pourra acquérir au profit du fonds aucune servitude active et ne pourra pas le grever, par titres, de servitudes passives, pendant toute la durée des présentes.

10°) Terme de la convention

De convention expresse entre les parties, et compte tenu du contrat de promotion immobilière et de louage d'ouvrage ci-dessus visé en l'EXPOSE qui précède, conclu entre la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** et l'**ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA**, aux termes duquel la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** devra notamment réaliser des travaux tenant au réaménagement du terrain de sport et des vestiaires objet des présentes,

La présente convention de sous occupation temporaire prendra fin lors du démarrage des travaux à effectuer sur les **BIENS** objet des présentes par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** tel que cela est ci-dessus visé, et en tout état de cause au plus tard le 31 décembre 2015.

Ainsi, à l'expiration de la convention objet des présentes, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement des présentes, notamment pour des impératifs de sécurité dont la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** aura la responsabilité lors des travaux à effectuer sur les **BIENS** objet des présentes.

11°) Non responsabilité

La société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** ne garantit pas la **COMMUNE DE MONTPELLIER** et, par conséquent, décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait, en cas d'interruption dans le service des installations de l'immeuble, en cas d'accident pouvant survenir du fait de l'installation desdits services dans les lieux mis à disposition notamment en cas d'inondation, fuite d'eau.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** devra faire son affaire personnelle des cas ci-dessus, et généralement de tous autres cas fortuits, sauf son recours contre qui de droit.

En règle générale, et pour plus de sécurité, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** devra contracter toutes assurances nécessaires de façon que la responsabilité de la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** ainsi que celle du Propriétaire soit entièrement déchargée.

CESSION

Ainsi qu'expressément convenu entre parties, et compte tenu du caractère temporaire des présentes, les droits en résultant ne pourront être cédés.

REDEVANCE – ABSENCE

Les présentes sont consenties et acceptées à titre purement gratuit.

IMPOTS ET TAXES

A compter de ce jour, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** devra acquitter toutes les contributions et charges relatives au **BIEN** objet des présentes.

RESILIATION

Il est précisé qu'en cas de résiliation partielle (retrait d'une partie d'immeuble de l'assiette des présentes), les dispositions fixées au présent paragraphe auront vocation à s'appliquer.

1° Résiliation pour faute

La résiliation des présentes sera encourue, si bon semble à la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS**, sauf cas de force majeure, dans le cas du non-respect d'une des conditions des présentes, notamment :

- en cas de commissions d'actes graves rendant insusceptible le maintien de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** dans les lieux,
- en cas de manquement grave de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** à ses obligations contractuelles entraînant une dénaturation du contrat et des obligations essentielles,

Cette résiliation pour faute grave et substantielle entraînera la déchéance de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** et devra être précédée d'une mise en demeure dûment motivée et notifiée par lettre recommandée demeurée sans effet à l'expiration d'un délai de trois (3) mois.

CONSISTANCE

Les biens sont mis à disposition de la **COMMUNE DE MONTPELLIER** tels qu'ils existent avec toutes leurs dépendances sans exception ni réserve, et sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte de la **COMMUNE DE MONTPELLIER**.

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever le fonds objet des présentes, et profitera de celles actives s'il en existe.

ETAT DES LIEUX

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** prendra les biens objet des présentes dans l'état où ils se trouveront à la date de leur mise à disposition à son profit.

Les parties conviennent qu'un état des lieux sera établi contradictoirement dans le mois de la mise à disposition.

Il sera notamment procédé, lors de cet état des lieux, aux relevés de tous compteurs.

Passé le délai fixé ci-dessus, l'une des parties pourra établir unilatéralement un état des lieux qu'elle notifiera à l'autre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette dernière disposera, à compter dudit jour, de deux mois pour faire ses observations sur le projet ou pour l'accepter. A l'expiration de ce délai de deux mois, son silence vaudra accord. L'état des lieux sera alors définitif et réputé établi contradictoirement.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Le plan de prévention des risques est un document élaboré par les services de l'Etat avec pour but d'informer, à l'échelle communale, de l'existence de zones à risques, et de définir, pour ces zones, les mesures nécessaires à l'effet de réduire les risques à l'égard de la population.

A cet effet, un état est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet.

ETAT DES RISQUES

Pour l'information des parties, un état des risques en date du ++++++ et fondé sur les informations mises à disposition par le Préfet est demeuré **annexé** aux présentes.

A cet état sont également joints :

- La cartographie du ou des risques majeurs existants sur la commune avec localisation du bien concerné sur le plan cadastral.
- La liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la commune.

Plan de prévention des risques naturels

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels .

Les risques pris en compte sont : .

Aucuns travaux prescrits.

Plan de prévention des risques miniers

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Plan de prévention des risques technologiques

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

L'immeuble est situé dans une zone de sismicité de niveau **DEUX – RISQUE FAIBLE**.

ABSENCE DE SINISTRES AVEC INDEMNISATION

Le propriétaire déclare que, pendant la période où il a détenu l'immeuble celui-ci n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

ABSENCE DE FACULTE DE SUBSTITUTION

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** ne pourra substituer aucune personne physique ou morale dans le bénéfice de la présente convention.

ENREGISTREMENT - PUBLICITE FONCIERE

D'un commun accord entre les parties, les présentes ne seront soumises ni à la formalité de l'enregistrement, ni à celle de la publicité foncière.

POUVOIRS

Les parties confèrent à l'un des clerks de l'office notarial dénommé en tête des présentes tous pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de signer toutes demandes de pièces et demandes de renseignements relatives aux présentes ;
- de dresser et signer tous actes qui se révéleraient nécessaires en vue de l'accomplissement des formalités de publicité foncière des présentes dans l'éventualité où l'une des parties demanderait la publication du présent acte au service

de la publicité foncière, d'effectuer toutes précisions pour mettre les présentes en conformité avec la réglementation sur la publicité foncière.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et tous ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sans exception ni réserve, seront supportés par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** qui s'y oblige.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège social respectif.

En outre, et à défaut d'accord amiable entre les parties, toutes les contestations qui pourront résulter des présentes seront soumises au Tribunal de grande instance de la situation du **BIEN**.

COMMUNICATION DES PIECES ET DOCUMENTS

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** pourra prendre connaissance de toutes les pièces et documents ci-dessus mentionnés directement en l'office notarial dénommé en tête des présentes, sans que ce dernier ait l'obligation de les lui adresser à mesure de leur réception, sauf avis contraire écrit de sa part ou nécessité de l'informer de sujétions particulières révélées par ces pièces et documents.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

L'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre aux organismes du notariat et à certaines administrations.

En vertu de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant en s'adressant au correspondant Informatique et Libertés désigné par l'office à : cil@notaires.fr.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des conditions financières convenues ; elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, personnes morales, dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée en tête à la suite de leur dénomination, lui a été régulièrement justifiée en ce qui concerne la personne morale immatriculée dénommée **SOGEPROM SUD REALISATIONS** au vu d'un extrait modèle K Bis délivré par le greffe du Tribunal de commerce de **MONTPELLIER**, et en ce qui concerne la **COMMUNE DE MONTPELLIER** au vu d'un certificat INSEE, et atteste qu'il n'est pas inscrit au répertoire des entreprises et de leurs établissements prévu par le décret numéro 73-314 du 14 Mars 1973, modifié.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les

feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sur onzeonze pages

Comprenant

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Paraphes

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire soussigné.

RECEVU
PAR
LE
NOTAIRE
LE
03/03/14

PROMESSE DE BAIL EMPHYTEOTIQUE
SA ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE
/ COMMUNE DE MONTPELLIER

4230223

AB/JP/

L'AN DEUX MILLE QUATORZE,
LE _____,
A _____,
Maître ++++++

A RECU le présent acte contenant PROMESSE SYNALLAGMATIQUE DE
BAIL EMPHYTEOTIQUE à la requête de :

PROMETTANT – BAILLEUR

La Société dénommée **SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA**, société anonyme à conseil d'administration au capital de 345.000,00EUR, dont le siège est à MONTPELLIER (34000), 14 Avenue de Castelnau, Enclos Saint François quartier de la Pierre Rouge, identifiée au SIREN sous le numéro 784 145 831 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER,

Ladite société constituée aux termes de ses statuts reçus par Me GROLLIER, prédécesseur médiateur de Maître VIALLA, Notaire à Montpellier, le 2 mars 1928.

Représentée par Monsieur Nicolas GIRAUD, Président du Conseil d'Administration demeurant à MONTPELLIER (Hérault), 33 rue de l'Aiguillerie :

- ayant tous pouvoirs en vertu de l'article 19 des statuts susvisés,
- nommé aux fonctions de Président du Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du ++++++, dont copie du procès-verbal est ci-annexée,

BENEFICIAIRE – EMPHYTEOTE

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** située dans le département de l'Hérault, Hôtel de Ville à MONTPELLIER, identifiée au SIREN sous le numéro 213 401 722,

Représentée par **Madame Stéphanie JANNIN, en sa qualité de Première Adjointe au Maire et Adjointe à l'Urbanisme**, aux termes d'un arrêté de délégation

de signature pris par Monsieur Philippe SAUREL, Maire de MONTPELLIER, en date à MONTPELLIER, du 29 avril 2014, sous le numéro 2014/1208/T/R, transmis en Préfecture le 29 avril 2014, dont une copie est demeurée ci-**annexée**,

Et spécialement habilitée en vertu de l'autorisation donnée par le Conseil Municipal suivant délibération motivée en date du 26 juin 2014, transmise en Préfecture de l'Hérault le **++++++**.

Une copie de l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal est demeurée **annexée** aux présentes après mention.

Etant ici déclaré par Madame Stéphanie JANNIN que ladite décision a été immédiatement affichée en mairie et est donc pleinement exécutoire, en application des dispositions de l'article L2131-3 du Code général des collectivités territoriales, et qu'à sa connaissance, ladite décision n'a reçu, à ce jour, du Préfet aucune notification d'un recours devant le Tribunal Administratif.

Etant ici précisé que le délai de recours de deux mois n'est, à ce jour, pas éteint.

Toutefois, les parties ont expressément requis le notaire soussigné de recevoir les présentes.

LESQUELS, préalablement à leurs conventions, ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

La Société dénommée **SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA** est propriétaire d'un ensemble de parcelles à MONTPELLIER (Hérault), composant un tènement unique, lequel est cadastré section CD numéros 73 à 80, 83, 629, 738, 739 et 740.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Philippe ANDRIEU, notaire à MONTPELLIER, le **+++++**, trois promesses unilatérales de vente ont été consenties par le **PROMETTANT**, au profit de la Société dénommée **SOGEPROM SUD REALISATIONS** et acceptées par elle, société par actions simplifiée au capital de 37.000 Euros dont le siège est à MONTPELLIER (34000), 80 place Ernest Granier, Etoile Richter, identifiée au SIREN sous le numéro 482 966 975 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER, savoir :

- Une promesse (« **Beauséjour** ») portant sur partie des parcelles cadastrées section **CD**, numéros **738** et **739**, pour une contenance à céder de **+++** m², afin de pouvoir y réaliser la construction d'un ensemble immobilier d'une SDP minimum de 5.700 m²,
- Une promesse (« **Charles Prévost** ») portant sur partie des parcelles cadastrées section **CD**, numéros **720** et **722**, pour une contenance à céder de **+++** m², afin de pouvoir y réaliser la construction d'un ensemble immobilier d'une SDP minimum de 4.200 m²,
- Une promesse (« **Saint Lazare** ») portant sur partie des parcelles cadastrées section **CD**, numéros **74** et **75**, pour une contenance à céder de **+++** m², afin de pouvoir y réaliser la construction d'un ensemble immobilier d'une SDP minimum de 3.550 m²,

Lesdites promesses en vue de réaliser la construction d'ensembles immobiliers ainsi que ci-dessus visé.

Il est ici précisé que la promesse de vente « **Beauséjour** » portant sur partie des parcelles actuellement cadastrées section CD numéros 738 et 739, est liée un contrat d'études préalable à un contrat de promotion immobilière et de louage d'ouvrage prévoyant notamment le réaménagement d'un terrain de sport pour la pratique du football, en nature de stabilisé, clôturé, avec éclairages, ainsi que des

vestiaires, le tout devant permettre une homologation pour les compétitions sportives officielles en catégorie U13, soit d'une superficie minimale de 92 mètres sur 56 mètres, dégagements compris,

La livraison du nouveau terrain de sport et des vestiaires devant intervenir au plus tard le 31 décembre 2015.

L'engagement ainsi pris par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** aux termes dudit contrat de promotion immobilière et de louage d'ouvrage, assorti à ladite promesse de vente « **Beauséjour** », doit être, par ailleurs, réitéré aux termes d'une convention tripartite conclue entre les parties à la présente promesse de bail emphytéotique et ladite société **SOGEPROM SUD REALISATIONS**, en date à MONTPELLIER, du +++++, dont une copie est demeurée **annexée** aux présentes.

DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment que les éléments caractéristiques énoncés ci-dessus les concernant sont exacts.

CECI EXPOSE, les parties ont convenu ce qui suit :

PROMESSE DE BAIL EMPHYTEOTIQUE

Les parties conviennent de la présente promesse de bail emphytéotique, portant sur le **BIEN** dont la désignation suit, et aux charges et conditions ci-après, savoir :

DESIGNATION

A MONTPELLIER (Hérault), lieudit « Pierre Rouge », un immeuble en nature et en l'état de terrain de sport, et supportant des vestiaires,

Pour partie figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CD	739p	195 RUE DU JEU DE MAIL DES ABBES	00 ha 74 a 60 ca

Etant ici précisé que, lors de la réitération des présentes par acte authentique, lesdits **BIENS** auront été complètement réaménagés par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** dans le cadre du contrat d'études préalable à un contrat de promotion immobilière et de louage d'ouvrage qui la lie à la **SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA**, lequel contrat est indissociable de la promesse unilatérale de vente « **Beauséjour** », tel que le tout est ci-dessus visée en l'EXPOSE qui précède.

Ce réaménagement aboutira à la rénovation et/ou réalisation des structures ci-après, savoir :

- Un terrain de sport en nature de stabilisé,
- Une clôture,
- Des éclairages,
- Des vestiaires,

Le tout conformément aux normes devant permettre une homologation pour les compétitions sportives officielles en catégorie U13, soit d'une surface minimale de 92 mètres sur 56 mètres, dégagements compris,

Et conformément aux dispositions résultant de la convention tripartie ci-dessus visée,

Lesdits travaux devant être réalisés par la société **SOGEPROM SUD REALISATIONS** au plus tard le 31 décembre 2015.

Tel que lesdits biens se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

AFFECTATION

Les **BIENS** sont actuellement, et seront lors de la prise de possession réelle, à usage de terrain de sport exclusivement, et comportent des vestiaires.

Le **BENEFICIAIRE** déclare qu'il entend affecter lesdits **BIENS** à ces mêmes usages exclusivement.

EFFET RELATIF

- Acquisition suivant acte reçu par Maître VIALLA, notaire à Montpellier, le 10 juillet 1928, dont une copie authentique a été transcrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1ER le 18 juillet 1928, volume 344, numéro 58.

Le titre antérieur résultant d'un échange reçu par Maître BLAIN, notaire à Montpellier, le 20 novembre 1915, dont une expédition a été transcrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1ER le 17 décembre 1915, volume 1979, numéro 79.

- Acquisition suivant acte reçu par Maître VIALLA, notaire à Montpellier, le 2 avril 1930, dont une copie authentique a été transcrite au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1ER le 16 avril 1930, volume 448, numéro 26.

SERVITUDES

Le **PROMETTANT** déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur l'immeuble objet de la présente promesse de bail, et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune autre que celles éventuellement indiquées au présent acte.

DEPOT DE GARANTIE

La présente promesse de bail est consentie sans versement d'aucun dépôt de garantie ou remise de cautionnement.

EXISTENCE DE DROIT REEL

Le **PROMETTANT** déclare qu'il n'existe, de son chef, aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de la partie d'immeuble, objet des présentes, pour quelque raison que ce soit, et que ledit immeuble est libre de tout privilège et de toute inscription d'hypothèque judiciaire, conventionnelle et légale.

DELAI – REALISATION – EXECUTION FORCEEE

- DELAI :

La promesse est consentie pour un délai expirant le 31 décembre 2016, à 11 heures, sauf application de la clause de revoyure ci-après.

En cas de carence du **PROMETTANT** pour la réalisation du bail, ce dernier ne saurait se prévaloir à l'encontre du **BENEFICIAIRE** de l'expiration de la promesse ci-dessus fixée.

Ainsi, il est expressément convenu que, faute par le **BENEFICIAIRE** d'avoir réalisé le bail dans les formes et délais ci-après fixés, il sera déchu du droit d'exiger la réalisation de la présente promesse, celle-ci étant considérée comme nulle et non avenue, le **PROMETTANT** recouvrant par la seule échéance du terme son entière

liberté sans qu'il ne soit besoin de remplir aucune formalité, sauf pour le **PROMETTANT** à accepter de proroger les présentes.

- REALISATION :

La réalisation de la promesse aura lieu par la signature de l'acte authentique constatant le caractère définitif du bail, accompagnée du versement des frais, dans le délai ci-dessus.

Cet acte sera reçu par l'Office Notarial de Maître Philippe ANDRIEU, à MONTPELLIER (Hérault).

A défaut de signature de l'acte authentique de bail dans ce délai, la réalisation pourra avoir lieu sur l'offre écrite faite par le **BENEFICIAIRE**, dans le même délai, de réaliser le bail aux conditions convenues.

Cette offre pourra être faite par acte extra-judiciaire, par lettre envoyée en recommandé avec demande d'avis de réception, ou par simple lettre remise au **PROMETTANT** contre décharge, soit encore par lettre remise en l'office du notaire soussigné contre décharge.

Toutefois, de convention expresse et déterminante de la présente promesse, pour être valable, cette offre devra être précédée ou accompagnée du versement des frais par virement entre les mains du notaire chargé de la réalisation du bail.

- CLAUSE D'EXECUTION FORCEEE :

Il s'est formé entre les parties une convention de promesse synallagmatique dans les termes de l'article 1134 du Code civil. Dans la commune intention des parties, et pendant toute la durée du contrat, celle-ci ne pourra être révoquée que par leur consentement mutuel et ce conformément au deuxième alinéa dudit article.

Il en résulte notamment que :

1°) le **PROMETTANT** a, pour sa part, sous conditions suspensives expressément stipulées ci-après, définitivement consenti au bail et qu'il est d'ores et déjà débiteur de l'obligation de transférer les droits réels au profit du **BENEFICIAIRE** aux conditions des présentes ;

Le **PROMETTANT** s'interdit, par suite, pendant toute la durée de la présente promesse de conférer aucun droit réel ni charge quelconque sur le **BIEN** à louer, de consentir aucun bail, location ou prorogation de bail, comme aussi de n'y apporter aucun changement, si ce n'est avec le consentement du **BENEFICIAIRE**.

Il ne pourra non plus apporter aucune modification matérielle ni détérioration au **BIEN**.

2°) la présente promesse n'implique que des obligations de faire dont le régime est défini par l'article 1142 du Code civil lequel dispose « *Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts de la part du débiteur* ».

CONDITIONS SUSPENSIVES

Cette promesse est faite sous les conditions suspensives suivantes :

a) que le « **PROMETTANT** » justifie d'un droit de propriété régulier,

b) que les renseignements d'urbanisme concernant l'immeuble soient obtenus et ne révèlent aucune charge de nature à en déprécier sa valeur,

c) que le « **PROMETTANT** » dispose, lors de la réalisation des présentes, de la capacité ou des pouvoirs nécessaires à la conclusion d'un bail emphytéotique,

d) que les renseignements hypothécaires concernant l'immeuble soient obtenus et ne révèlent aucune inscription de privilège ou hypothèque, saisie ou autre empêchement,

f) que la société **SOGEPRO SUD REALISATIONS**, bénéficiaire des trois promesses de vente et débitrice de trois contrats de promotion immobilière et de louage d'ouvrage, tel que le tout est relaté ci-dessus en l'EXPOSE qui précède, obtienne les autorisations nécessaires à ses projets de constructions, savoir :

1. Concernant la promesse de vente du terrain « Beauséjour » :

La réalisation des présentes est soumise à l'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaires au projet de la société **SOGEPRO SUD REALISATIONS**, résultant des termes de ladite promesse unilatérale de vente, savoir :

Obtention d'un permis de construire

La réalisation des présentes est soumise à l'obtention par la société **SOGEPRO SUD REALISATIONS** d'un permis de construire délivré expressément et devenu définitif pour la réalisation de l'opération suivante, savoir :

La construction d'un immeuble de 5.700 mètres carrés minimum de Surface de plancher à usage de logements sur parties des parcelles sises à Montpellier, cadastrées section CD numéros 738 et 739.

Etant ici précisé que ladite autorisation d'urbanisme devra être délivrée expressément au plus tard le 31 juillet 2014.

2. Concernant la promesse de vente du terrain « Charles Prévost » :

La réalisation des présentes est soumise à l'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaires au projet de la société **SOGEPRO SUD REALISATIONS**, résultant des termes de ladite promesse unilatérale de vente, savoir :

Obtention d'un permis de construire

La réalisation des présentes est soumise à l'obtention par la société **SOGEPRO SUD REALISATIONS** d'un permis de construire délivré expressément et devenu définitif pour la réalisation de l'opération suivante, savoir :

La construction d'un immeuble de 4.200 mètres carrés minimum de Surface de plancher à usage de logements sur parties des parcelles sises à Montpellier, cadastrées section CD numéros 720 et 722.

Etant ici précisé que ladite autorisation d'urbanisme devra être délivrée expressément au plus tard le 30 juin 2015.

3. Concernant la promesse de vente du terrain « Saint Lazare » :

La réalisation des présentes est soumise à l'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaires au projet de la société **SOGEPRO SUD REALISATIONS**, résultant des termes de ladite promesse unilatérale de vente, savoir :

Obtention d'un permis de construire

La réalisation des présentes est soumise à l'obtention par la société **SOGEPRO SUD REALISATIONS** d'un permis de construire délivré expressément et devenu définitif pour la réalisation de l'opération suivante, savoir :

La construction d'un immeuble de 3.550 mètres carrés minimum de Surface de plancher à usage de logements sur parties des parcelles sises à Montpellier, cadastrées section CD numéros 74 et 75.

Etant ici précisé que ladite autorisation d'urbanisme devra être délivrée expressément au plus tard le 30 juin 2015.

CLAUSE DE REVOYURE

Compte tenu des conditions suspensives d'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation de ses projets par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS ci-dessus, et ainsi que ci-dessus évoqué au paragraphe « DELAI – REALISATION – EXECUTION FORCE », les parties conviennent expressément qu'en cas de non réalisation d'une de ces conditions suspensives, et ce pour une cause indépendante de la volonté des parties, dont notamment l'obtention définitive des autorisations d'urbanisme ci-dessus visées – s'entendant purgées de tous recours et retrait –, les parties se rencontreront pour tenter de définir de nouvelles conditions de réalisation des présentes qui devront, en tout état de cause, respecter les objectifs convenus entre les parties aux termes de la convention tripartite ci-dessus visée en l'EXPOSE qui précède.

Les parties disposeront alors d'un délai de SIX (6) mois à l'effet de convenir desdites nouvelles conditions, ledit délai commençant à compter de la signification par le **PROMETTANT** au **BENEFICIAIRE** de la non-réalisation d'une des conditions suspensives afférentes à l'obtention des autorisations administratives ci-dessus visées.

A défaut de nouvel accord des parties dans ce délai, les présentes seront caduques.

En cas de nouvel accord des parties dans ce délai, les parties conviennent de le constater aux termes d'un avenant à la présente promesse, qui emportera prorogation de la durée des présentes et de leurs conditions suspensives ou bien d'une nouvelle promesse synallagmatique de bail emphytéotique emportant résiliation des présentes.

CONDITIONS GENERALES

Le **BENEFICIAIRE** prendra le **BIEN** loué dans l'état où elle se trouvera au jour de la prise de gestion, sans aucune garantie de la part du **PROMETTANT**, pour quelque cause que ce soit et notamment à raison :

- soit de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation qui précède, alignement, fouilles ou excavations pratiquées en sous-sol, d'héberges, de saillies en faux aplombs, de jours de souffrance, de vues ou autre ;
- soit d'erreur dans la contenance ou la surface des locaux, qu'elles qu'en soient les proportions, de mitoyenneté,
- soit de l'état des locaux et des vices,
- soit de la situation fiscale,
- soit de tout problème en matière d'hygiène, de sécurité, d'environnement,
- soit du respect ou non des règles de voisinage pour tous propriétaires d'immeubles riverains.

Le **BENEFICIAIRE** supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever l'immeuble loué, et profitera de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls sans aucun recours contre le **PROMETTANT**.

Le **BENEFICIAIRE** sera subrogé dans tous les droits du bailleur relativement à l'immeuble.

A compter de son entrée en jouissance, le **PROMETTANT** réglera les taxes liées à la propriété ou à l'usage de l'immeuble à leur date d'exigibilité.

SITUATION LOCATIVE

Le **PROMETTANT** déclare que la partie d'immeuble promise à bail est libre de toute location, occupation ou réquisition de quelque nature que ce soit, et n'a fait

l'objet d'aucune concession de jouissance sous quelque forme que ce soit, serait-ce pour un droit d'affichage, ainsi que le garantit le **PROMETTANT**.

DUREE

Le bail, s'il se réalise, sera consenti et accepté pour une durée de **DIX-HUIT (18) années** entières et consécutives qui prendra effet le jour de la réitération du bail emphytéotique pour se terminer dix-huit (18) années plus tard, le même jour.

Il ne pourra se prolonger par tacite reconduction.

A l'expiration de la durée du bail, le **BENEFICIAIRE**, ou son ayant-droit, ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

CONDITIONS DE JOUISSANCE

1°) Jouissance

Le **BENEFICIAIRE** jouira des immeubles loués, à compter de la réitération des présentes par acte authentique telle qu'indiquée ci-dessus, raisonnablement sans commettre ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations.

Cependant, le **BENEFICIAIRE** devra consentir au **PROMETTANT** des périodes d'occupation gratuite, strictement limitée à l'utilisation par les Etablissements d'enseignement privé sous contrat avec l'Etat dans le quartier des Beaux-Arts à Montpellier, pendant les périodes scolaires et comprises les lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 8 heures à 17 heures, et le mercredi de 8 heures à 13 heures,

Ainsi que le **BENEFICIAIRE** l'accepte expressément.

2°) Assurances

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** devra assurer les **BIENS** objet des présentes pendant toute la durée de mise à disposition desdits **BIENS**.

Cependant, dans le cas ci-dessus par lequel la **COMMUNE DE MONTPELLIER** consent des périodes d'occupation gratuite au Propriétaire et ses usagers exclusifs, la **SA ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE** devra également souscrire toute assurance de responsabilité afin de garantir tout dommage qui pourrait être causé à ses seuls usagers durant lesdites périodes d'occupation.

3°) Empiètement - Usurpations

Le **BENEFICIAIRE** s'opposera à tous empiètements et à toutes usurpations et devra avertir le **BAILLEUR** de tous ceux qui pourraient se produire dans le délai prescrit par l'article 1768 du Code civil, sous peine de tous dépens, dommages-intérêts.

4°) Garanties

Le **BENEFICIAIRE** veillera à ne rien faire qui puisse apporter un trouble de jouissance aux voisins.

Il devra satisfaire à toutes les charges de ville et de police, règlement sanitaire, voirie, salubrité, hygiène, sécurité, et autres charges dont les occupants sont ordinairement tenus, de manière que le **BAILLEUR** ne puisse aucunement être inquiété ni recherché à ce sujet.

Dans le cas précis d'installations et lieux ouverts au public, la responsabilité du **BAILLEUR** ne pourra pas être engagée pour une cause d'accident ou autre qui pourrait survenir du fait de ces installations.

5°) Destination des lieux

Le **BENEFICIAIRE** ne pourra changer la destination des lieux objet des présentes qui est et demeurera lors de la prise de possession : terrain de sport et locaux à usage de vestiaires.

6°) Réparations locatives ou de menu entretien

Le **BENEFICIAIRE** devra, pendant tout le cours du bail, entretenir tous les édifices en bon état de réparations locatives. En outre, il n'a aucune obligation d'améliorer.

Le **BENEFICIAIRE** fera son affaire personnelle de façon que le **BAILLEUR** ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet, de toutes réclamations ou contestations qui pourraient survenir du fait de son activité dans les lieux mis à disposition.

Le **BENEFICIAIRE** aura la charge de toutes les réparations et devra rendre les **BIENS** objet des présentes, à sa sortie, dans le même état qu'il les a pris.

Le **BENEFICIAIRE** sera également responsable de toutes réparations normalement à la charge du **BAILLEUR** mais qui seraient nécessitées soit par le défaut d'exécution des réparations dont le preneur a la charge comme il est dit ci-dessus, soit par des dégradations résultant de son fait, du fait de son personnel ou de ses visiteurs, soit dans les locaux, soit dans d'autres parties de l'immeuble.

Le **BENEFICIAIRE** ne pourra emmagasiner ou entreposer dans quelque partie que ce soit des lieux des marchandises ou objets qui dégageraient des exhalations ou odeurs malsaines, ou qui présenteraient des risques sérieux quels qu'ils soient.

Le **BENEFICIAIRE** satisfera à toutes les charges de ville et de police auxquelles les preneurs sont ordinairement tenus.

Il supportera toutes les taxes qui incombent légalement à un preneur, et acquittera régulièrement toute facture de consommation et autres suivant les indications des compteurs installés dans les lieux mis à disposition, ainsi que les frais de mise à disposition, d'entretien, de relevé et de réparation desdits compteurs.

7°) Grosses réparations - Reconstruction.

Conformément aux dispositions de l'article L 451-8 deuxième alinéa du Code rural et de la pêche maritime, le **BENEFICIAIRE**, en ce qui concerne les constructions existant au moment du bail et celles qui pourraient être élevées par la suite, sera tenu des réparations de toute nature sans obligation de reconstruire les bâtiments s'il prouve qu'ils ont été détruits par cas fortuit, force majeure ou qu'ils ont péri par le vice de la construction antérieure au bail.

8°) Mise aux normes des bâtiments

De convention expresse, le **PROMETTANT** ne sera pas tenu d'effectuer les travaux rendus nécessaires par la mise en conformité des installations et des bâtiments d'exploitation existant à ce jour avec les règles de protection de l'environnement imposées par l'autorité administrative.

Toutefois, le **PROMETTANT** autorisera le **BENEFICIAIRE** à effectuer ces travaux. Le **BENEFICIAIRE** informera alors le **PROMETTANT** de toutes les mesures qu'il aura pu prendre pour parvenir à cette mise aux normes techniques.

9°) Servitudes

Le **BENEFICIAIRE** pourra acquérir au profit du fonds des servitudes actives et le grever, par titres, de servitudes passives, pour un temps qui n'excédera pas la durée du bail, à charge d'avertir le **PROMETTANT**.

10°) Fin du bail - Obligation du **BENEFICIAIRE**

Quelle que soit la cause de la fin du bail, à sa sortie, le **BENEFICIAIRE** devra restituer les lieux en bon état, conformément à l'état des lieux qui aura été dressé comme il est dit ci-dessus, et sauf les modifications et transformations régulièrement autorisées et effectuées au cours du bail.

ASSURANCES

Le **BENEFICIAIRE** sera tenu de souscrire une assurance couvrant au minimum les risques incendie, tempête, explosion, dégât des eaux, chutes d'aéronefs, et de la maintenir pendant le temps du bail.

Il devra également assurer sa responsabilité civile comme s'il était propriétaire des **BIENS**.

Il justifiera de ces assurances et de l'acquit exact des primes à toute demande du **PROMETTANT**.

En cas de sinistre, l'indemnité versée sera employée à la reconstruction de l'immeuble, ou à sa remise en état, ou à la reconstruction des parties détruites, ou à la réparation des dommages causés aux **BIENS**.

Il est expressément convenu que les montants garantis seront déterminés entre l'assureur et le **BENEFICIAIRE**, sous la seule responsabilité de ce dernier, sans pouvoir être inférieur au montant de reconstruction valeur à neuf, frais et honoraires compris.

Le **BENEFICIAIRE** assumera vis à vis du **PROMETTANT**, toutes les conséquences pouvant résulter de l'absence ou de l'insuffisance de la couverture d'assurance, ainsi que d'une erreur, d'une omission ou d'une réticence dans les déclarations faites aux assureurs.

En conséquence, dans le cas où le montant des indemnités allouées par les compagnies d'assurances, à la suite d'un sinistre quelconque, serait insuffisant pour assurer la réparation pécuniaire intégrale des dommages causés par ce sinistre, le **BENEFICIAIRE** sera redevable envers le **PROMETTANT** des sommes permettant cette réparation intégrale.

Le tout, sauf cas ci-dessus prévu concernant les périodes d'occupation gratuite consenties au **BAILLEUR**.

CONSTITUTION ET ACQUISITION DE DROIT REEL

Le **BENEFICIAIRE** pourra grever son droit au bail d'un privilège ou d'une hypothèque uniquement pour la garantie des emprunts qu'il contractera en vue de financer la réalisation ou l'amélioration des ouvrages situés sur le bien objet du bail.

En outre, seuls les créanciers hypothécaires bénéficiant des hypothèques ci-dessus visées pourront exercer des mesures conservatoires ou des mesures d'exécution sur les droits immobiliers résultant du bail. Le **PROMETTANT** aura la faculté de se substituer au **BENEFICIAIRE** dans la charge des emprunts en résiliant ou en modifiant le bail.

CESSION

Les droits résultant du bail ne pourront être cédés, volontairement, ou dans le cadre d'un transfert de patrimoine et de compétence, du preneur au profit d'un organisme se substituant à lui en vertu de textes légaux et réglementaires, qu'avec l'agrément du **PROMETTANT**.

Dans ce cas, le nouveau preneur sera subrogé au **BENEFICIAIRE** dans les droits et obligations découlant du présent bail.

En cas de sous-location en totalité ou de cession, le **BENEFICIAIRE** reste responsable avec le cessionnaire ou le sous-locataire de l'exécution des obligations résultant des présentes ainsi que du paiement de la redevance.

ENTRETIEN

Pendant tout le cours du bail, les réparations de toute nature à effectuer sur les biens loués et les aménagements ou constructions effectuées ou édifiées par le **BENEFICIAIRE** seront exclusivement engagés et supportés par ce dernier.

Le **BENEFICIAIRE** devra, en effet, à ses frais :

- conserver en bon état d'entretien cette partie de l'immeuble, ses aménagements et équipements, et effectuer, sous sa responsabilité, les réparations de toute nature, y compris les grosses réparations telles qu'elles sont définies par l'article 606 du Code civil et par l'usage, ainsi que celles prescrites par toute législation ou réglementation entrant immédiatement en vigueur pendant la durée du bail ;
- assurer le remplacement de tous les éléments ou équipements vétustes à la charge du propriétaire ;
- faire effectuer les contrôles ou diagnostics légaux ou réglementaires et les travaux permettant la mise aux normes de l'immeuble qui s'imposent au propriétaire du fait d'une disposition légale ou réglementaire ;
- assurer la mise en conformité des immeubles, installations et aménagements contractuels ou ajoutés par ses soins aux normes, réglementations, techniques et administratives qui viendraient à être applicables au cours du présent bail, de telle sorte qu'à son issue, l'ensemble des immeubles, équipements et installations soient conformes à la réglementation alors en vigueur.
- il participera, en outre, aux frais d'entretien, de réparation et de remplacement des éléments communs présentant une utilité pour l'ensemble des volumes.

Le **PROMETTANT** pourra visiter ou faire visiter les biens loués par tout mandataire de son choix, pour s'assurer de l'exécution de tous travaux d'entretien, de réparation et de ravalement et vérifier le maintien de la conformité des constructions par rapport aux spécifications contractuelles.

Pour l'application de cette clause, le **PROMETTANT** s'engage à prévenir le **BENEFICIAIRE** de son intention de visite et user de son droit en occasionnant le moins de gêne possible au **BENEFICIAIRE**.

Par ailleurs, pendant toute la durée du bail emphytéotique, le **BENEFICIAIRE** s'obligera à tenir le **PROMETTANT** informé de la situation technique de l'immeuble.

DESTRUCTION DES AMENAGEMENTS PAR CAS FORTUIT OU FORCE MAJEURE

Si les constructions périssent par cas fortuit ou force majeure, les parties conviendront de faire application des dispositions précitées sous le titre « Assurances », et à défaut, les parties devront convenir entre elles d'une suite à donner au bail.

PROPRIETE DES OUVRAGES EN FIN DE BAIL

Les travaux et aménagements effectués par le **BENEFICIAIRE** resteront sa propriété et celle de ses ayants cause pendant toute la durée du présent bail emphytéotique.

A l'expiration du bail, par arrivée du terme ou par résiliation y compris judiciaire, tous les aménagements réalisés par le **BENEFICIAIRE** ou ses ayants

cause seront transférés en bon état d'entretien au **PROMETTANT** et deviendront de plein droit sa propriété, sans indemnité et sans qu'il soit besoin d'aucun acte pour le constater.

A la fin du bail, et pour quelque raison que ce soit, le **PROMETTANT** sera subrogé dans les droits et obligations du **BENEFICIAIRE** et notamment dans les contrats passés avec les tiers pour la seule exécution normale du bail emphytéotique.

REDEVANCE

Le bail sera consenti et accepté moyennant une redevance de **VINGT MILLE EUROS (20.000,00 EUR)**, payable annuellement d'avance.

Le premier versement devra intervenir le premier jour du mois suivant celui au cours duquel l'acte de bail sera devenu définitif.

REVISION DE LA REDEVANCE

Les parties conviennent à titre de condition essentielle et déterminante d'indexer la redevance ci-dessus sur l'indice BT 01, publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, et de lui faire subir une fois par an les mêmes variations d'augmentation ou de diminution.

A cet effet, le réajustement de la redevance s'effectuera chaque année à la date anniversaire des présentes. Le nouveau montant applicable aux termes de l'année civile à courir à compter de la signature du bail, sera calculé au moyen d'une règle proportionnelle ayant pour données :

1°) Le montant de la redevance initiale ;

2°) L'indice ayant servi à établir ce montant ;

3°) Et le dernier indice connu au mois anniversaire précédant immédiatement l'indexation.

L'application de cette clause d'indexation se fera à l'initiative du **PROMETTANT** dès la publication de l'indice.

Au cas où, pour quelque raison que ce soit, l'indice ci-dessus choisi pour l'indexation du loyer cesserait d'être publié, cette indexation sera faite en prenant pour base soit l'indice de remplacement soit un nouvel indice conventionnellement choisi d'un commun accord des parties.

A défaut de se mettre d'accord sur le choix du nouvel indice à adopter, les parties s'en remettent d'ores et déjà à la désignation d'un expert judiciaire désigné par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de situation du bien objet des présentes, statuant en matière de référé à la requête de la partie la plus diligente.

La modification ou la disparition de l'indice de référence n'autorisera pas le **BENEFICIAIRE** à retarder le paiement de la redevance qui devra continuer à être réglé à son échéance sur la base du dernier indice connu, sauf redressement et règlement de la différence à l'échéance du premier terme suivant la fixation de la nouvelle redevance.

IMPOTS ET TAXES

A compter de son entrée en jouissance, le **BENEFICIAIRE** devra acquitter toutes les contributions et charges relatives au **BIEN** loué.

JOUISSANCE

Le **BENEFICIAIRE** aura la jouissance du **BIEN** à compter de la signature de l'acte authentique de bail emphytéotique, par la prise de possession réelle, le **BIEN** devant être impérativement, à cette même date, libre de toute location ou occupation.

Le **PROMETTANT** déclare que le **BIEN** n'a pas, avant ce jour, fait l'objet d'un congé pouvant donner lieu à l'exercice d'un droit de préemption.

RESILIATION

Il est précisé qu'en cas de résiliation partielle (retrait d'une partie d'immeuble de l'assiette du présent bail), les dispositions fixées au présent paragraphe auront vocation à s'appliquer.

Résiliation pour faute

La résiliation du bail sera encourue, si bon semble au **PROMETTANT**, sauf cas de force majeure, dans le cas du non-respect d'une des conditions du bail, notamment celles concernant :

- des conditions de cession du présent bail,
- en cas de commissions d'actes graves rendant insusceptible le maintien du **BENEFICIAIRE** dans les lieux,
- en cas de manquement grave du **BENEFICIAIRE** à ses obligations contractuelles entraînant une dénaturation du contrat et des obligations essentielles,

Cette résiliation pour faute grave et substantielle entraînera la déchéance du **BENEFICIAIRE** et devra être précédée d'une mise en demeure dûment motivée et notifiée par lettre recommandée demeurée sans effet à l'expiration d'un délai de trois (3) mois.

ISSUE DU BAIL

Sous réserve des dispositions législatives et/ou réglementaires alors en vigueur, le **BENEFICIAIRE** et le **PROMETTANT** examineront, un (1) an avant la fin du bail, l'opportunité et la possibilité de sa prorogation ou les modalités selon lesquelles une occupation des biens objet du bail et ceux aménagés ou édifiés par le **BENEFICIAIRE** pourraient faire l'objet d'une mise à disposition au profit de ce dernier.

En outre, le **PROMETTANT** pourra, si bon lui semble, et sans que le **BENEFICIAIRE** puisse prétendre à une quelconque indemnité dans le cas où aucune des solutions ci-dessus envisagées ne pourraient aboutir, prendre toute disposition pendant les six (6) derniers mois du bail aux fins d'assurer la continuité de l'exploitation des installations contractuelles.

SERVITUDES

Le **PROMETTANT** déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur les immeubles loués et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune autre que celles éventuellement indiquées au présent acte.

CONSISTANCE - REGLEMENTATION

1°) Consistance

Les biens seront loués tels qu'ils existeront avec toutes leurs dépendances sans exception ni réserve, et sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte de l'**EMPHYTEOTE**. L'**EMPHYTEOTE** supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever le fonds loué, et profitera de celles actives s'il en existe.

2°) Réglementation

S'agissant d'une mise à disposition à titre onéreux d'immeubles en vue de leur exploitation pour une longue durée, la convention obéit aux règles des articles L 451-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime ainsi qu'aux conditions particulières convenues entre les parties.

ETAT DES LIEUX

Le **BENEFICIAIRE** prendra les biens loués dans l'état où ils se trouveront à la date de son entrée en jouissance.

Les parties conviennent qu'un état des lieux sera établi contradictoirement dans le mois qui précèdera l'entrée en jouissance ou dans le mois suivant celle-ci.

Passé le délai fixé ci-dessus, l'une des parties pourra établir unilatéralement un état des lieux qu'elle notifiera à l'autre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette dernière disposera, à compter dudit jour, de deux mois pour faire ses observations sur le projet ou pour l'accepter. A l'expiration de ce délai de deux mois, son silence vaudra accord. L'état des lieux sera alors définitif et réputé établi contradictoirement.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Le plan de prévention des risques est un document élaboré par les services de l'Etat avec pour but d'informer, à l'échelle communale, de l'existence de zones à risques, et de définir, pour ces zones, les mesures nécessaires à l'effet de réduire les risques à l'égard de la population.

A cet effet, un état est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet.

ETAT DES RISQUES

Conformément aux dispositions de l'article L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, l'état des risques en date du _____ et fondé sur les informations mises à disposition par le Préfet est demeuré **annexé** aux présentes.

A cet état sont également joints :

- La cartographie du ou des risques majeurs existants sur la commune avec localisation du bien concerné sur le plan cadastral.
- La liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la commune.

Plan de prévention des risques naturels

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels _____.

Les risques pris en compte sont : _____.

Aucuns travaux prescrits.

Plan de prévention des risques miniers

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Plan de prévention des risques technologiques

L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

L'immeuble est situé dans une zone de sismicité de niveau **DEUX – RISQUE FAIBLE**.

ABSENCE DE SINISTRES AVEC INDEMNISATION

En application de l'article L 125-5 IV du Code de l'environnement, le propriétaire déclare que, pendant la période où il a détenu l'immeuble celui-ci n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

DECLARATIONS FISCALES

Le bail sera soumis à la formalité fusionnée de l'enregistrement et de la publication au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1^{ER}.

Conformément aux dispositions de l'article 742 du Code général des impôts :

- L'acte authentique constatant la réitération des présentes sera soumis à la taxe de publicité foncière au taux de 0,70 % sur le montant cumulé des loyers pour toute la durée du bail,
- La contribution de sécurité immobilière sera perçue au taux de 0,10 % sur le montant des loyers pour toute la durée du bail.

ABSENCE DE FACULTE DE SUBSTITUTION

Le **BENEFICIAIRE** ne pourra substituer aucune personne physique ou morale dans le bénéfice de la présente promesse.

ENREGISTREMENT - PUBLICITE FONCIERE

Les présentes seront soumises à la formalité de l'enregistrement dans le délai d'un mois de ce jour.

Le bail sera publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 1^{ER}.

POUVOIRS

Les parties confèrent à l'un des clercs de l'office notarial dénommé en tête des présentes tous pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de signer toutes demandes de pièces et demandes de renseignements préalables au bail ;
- de dresser et signer tous actes qui se révéleraient nécessaires en vue de l'accomplissement des formalités de publicité foncière des présentes dans l'éventualité où l'une des parties demanderait la publication du présent acte au service de la publicité foncière, d'effectuer toutes précisions pour mettre les présentes en conformité avec la réglementation sur la publicité foncière.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et tous ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sans exception ni réserve, seront supportés par la COMMUNE DE MONTPELLIER qui s'y oblige.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège social respectif.

En outre, et à défaut d'accord amiable entre les parties, toutes les contestations qui pourront résulter des présentes seront soumises au Tribunal de grande instance de la situation du **BIEN**.

COMMUNICATION DES PIECES ET DOCUMENTS

Le **BENEFICIAIRE** pourra prendre connaissance de toutes les pièces et documents ci-dessus mentionnés directement en l'office notarial dénommé en tête

des présentes, sans que ce dernier ait l'obligation de les lui adresser à mesure de leur réception, sauf avis contraire écrit de sa part ou nécessité de l'informer de sujétions particulières révélées par ces pièces et documents.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

L'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre aux organismes du notariat et à certaines administrations.

En vertu de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant en s'adressant au correspondant Informatique et Libertés désigné par l'office à : cil@notaires.fr.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des conditions financières convenues ; elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, personnes morales, dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée en tête à la suite de leur dénomination, lui a été régulièrement justifiée en ce qui concerne la personne morale immatriculée dénommée SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE SA au vu d'un extrait modèle K Bis délivré par le greffe du Tribunal de commerce de MONTPELLIER, et en ce qui concerne la COMMUNE DE MONTPELLIER au vu d'un certificat INSEE, et atteste qu'il n'est pas inscrit au répertoire des entreprises et de leurs établissements prévu par le décret numéro 73-314 du 14 Mars 1973, modifié.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sur seize pages

Comprenant

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Paraphes

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire soussigné.

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Port Marianne - Richter Cession de la parcelle cadastrée SA 236 aux sociétés Proméo Patrimoine et Evolis Promotion Projet immobilier "L'Arbre Blanc" rue Vendémiaire - Place Christophe Colomb

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 25 mars 2013, le Conseil municipal a décidé de mettre en vente publique la parcelle cadastrée SA 236 d'une superficie d'environ 2537 m² (arpentage en cours) située en bordure de la rue Vendémiaire et de la place Christophe Colomb, dans le quartier Port Marianne-Richter. Une consultation de promoteurs/architectes a été organisée sur la base d'un cahier des charges de mise en vente en vue de la réalisation d'une tour-signal par un groupement privé sur cette assiette foncière.

Le comité de sélection prévu par le cahier des charges de consultation, composé, outre des représentants de la Ville, de personnalités qualifiées telles l'architecte des bâtiments de France, le président de l'ordre régional des architectes et le président du conseil consultatif du quartier Port Marianne, s'est réuni le 21 février 2014.

Le comité a émis un avis sur les projets de trois équipes présélectionnées et a établi un classement suivant les critères établis par le règlement de la consultation.

L'équipe constituée du cabinet d'architecture japonais Sou Fujimoto, des agences Nicolas Laisne et Oxo, des promoteurs Proméo Patrimoine et Evolis Promotion a été désignée lauréate pour le projet dénommé « l'Arbre Blanc ».

La commission consultative des cessions immobilières, réunie le 4 juin 2014, a également émis un avis concordant en vue de la cession aux sociétés Proméo Patrimoine et Evolis Promotion du terrain d'assiette de la Ville pour la réalisation de cette opération de promotion immobilière privée.

Ce projet très innovant au niveau architectural comprend synthétiquement :

- le développement d'une surface de plancher de 10 200 m², dont 8756 m² de logement et 1444 m² de commerces et bureaux, en R+17 pour une hauteur totale d'environ 56 mètres ;
- 120 logements et 152 places de stationnement en sous-sol ;
- un restaurant en rez-de-chaussée et R+1 ;
- un bar panoramique sur le toit-terrasse accessible au grand public ;
- un espace d'exposition d'œuvres d'art en rez-de-chaussée.

L'acte de vente du terrain sera conditionné à l'octroi du permis de construire, dont le dépôt est envisagé par le pétitionnaire à la fin de l'année 2014.

Un compromis de vente devra préalablement être signé avec l'acquéreur, les sociétés Proméo Patrimoine et Evolis Promotion ou toute autre société substituée à elles mais dont elles demeureront obligatoirement actionnaires, avant la réitération de l'acte authentique qui est prévue à la fin de l'année 2015.

Les conditions particulières de l'acte de vente prévoient notamment la prise en charge par l'acquéreur de la démolition du bâtiment existant, du dévoiement des réseaux existants sur la parcelle et de l'intégration des installations de radiotéléphonie situées sur le pylône voisin implanté sur la parcelle cadastrée SA 112, propriété de la Ville.

Par ailleurs, le projet comporte un espace de circulation piétonne et publique largement ouvert jusqu'en pied du futur bâtiment. En conséquence, une servitude de passage public sera constituée au profit de la Ville sur la parcelle cadastrée SA 236.

Certains compléments d'études techniques doivent être engagés préalablement au dépôt de la demande de permis de construire et une pré-commercialisation rapide est programmée par l'acquéreur.

En conséquence, une entrée en possession anticipée du bien, sur la base du compromis de vente et avant réitération de l'acte définitif, est envisagée.

L'offre de prix proposée par les promoteurs Proméo Patrimoine et Evolis Promotion est de 4 000 000 € HT. Ce montant est conforme au prix fixé par la Ville dans le cahier des charges de consultation, au vu de l'avis des services fiscaux du 24 janvier 2013, évalué à 420 €/m² la surface de plancher pour les logements et à 220 €/m² la surface de plancher pour les commerces et les bureaux.

Si lors de l'instruction du permis de construire, il devait s'avérer qu'une surface de plancher majorée ou minorée par rapport à la surface prévue dans l'offre devait être octroyée, et au-delà d'une marge de 6,5 %, il en sera tenu compte pour la détermination du prix de vente définitif.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la vente aux sociétés Proméo Patrimoine et Evolis Promotion, et à toute autre société partiellement substituée à elles, de la parcelle bâtie cadastrée SA 236 d'une superficie d'environ 2537 m² (arpentage en cours) au prix de 4 000 000 € HT, étant convenu que si les droits à construire octroyés par le permis de construire sont supérieurs ou inférieurs à une marge de 6,5 % de la surface de plancher prévue dans l'offre, soit 8756 m² de surface de plancher pour logement et 1444 m² de surface de plancher pour commerces et bureaux, le prix de vente sera majoré ou minoré en fonction du nombre de m² de surface de plancher réels à réaliser en dépassement ou en réduction du programme prévu ;
- d'approuver la constitution d'une servitude de passage public pour les piétons au bénéfice de la Ville sur la parcelle cadastrée SA 236 au niveau de l'espace environnant le futur bâtiment ;
- de dire que le compromis de vente et l'acte authentique de vente seront rédigés par Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, aux frais de l'acquéreur ;

- d'autoriser l'acquéreur à prendre possession de la parcelle cadastrée SA 236 sur la base du compromis de vente avant réitération de l'acte authentique ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 24 janvier 2013.

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Mairie de Montpellier

Département urbanisme et aménagement

Foncier opérationnel

1 place Georges Frêche

34267 MONTPELLIER cedex 2

Objet: Demande d'évaluation/parcelle SA 236.

Votre demande du 11/01/2013(Mme Grezoux).

Référence: dossier n° 2013.172V0058.

- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Situation des biens :** Parcelle cadastrée SA 236 située place Christophe Colomb à MONTPELLIER.
- 3- **Propriétaire :** Ville de Montpellier.
- 4- **Urbanisme applicable :** zone 1U7-4 du PLU en vigueur. COS non réglementé.
SDP entre 6 500 et 8 500 m² avec suppression de l'obligation de réaliser 20 % de logements sociaux.
- 5- **Description sommaire de la parcelle :** Parcelle d'une superficie totale de 2 524 m² sur laquelle est édifié un bâtiment à démolir en R + 1 pour une SHON de 880 m².
- 6- **Description sommaire du projet :** Cession dans le cadre d'un projet de construction d'une tour développant une surface de plancher mixte (commerce, bureaux, logements) comprise entre 6500 et 8500 m².
Cession subordonnée à l'acceptation de lourdes contraintes architecturales et qualitatives imposées par la ville dans le cadre d'un cahier des charges.
Les frais de démolition du bâtiment actuel sont à la charge de l'acquéreur.
- 7- **Evaluation des biens :** (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)
Compte tenu des contraintes imposées à l'acquéreur, la valeur vénale de la charge foncière liée à ce projet (au m² de surface de plancher) peut être déterminée sur la base de 420 €/m² pour le logement et de 220 €/m² pour le commerce et le bureau.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
L'inspecteur principal des Finances publiques,

Serge de BREMOY

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Foncier

Mise en vente d'un terrain à bâtir (Parcelle CE n° 64) 55 avenue François Delmas

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire d'un terrain à bâtir d'une superficie de 887 m² située 55 avenue François Delmas, classé en zone urbaine 2U1-9 du plan local d'urbanisme et cadastré CE n°64.

Cette parcelle, anciennement occupée par une station-service, a été acquise par voie de préemption en 1990, parce que située dans l'emprise d'un emplacement réservé inscrit au plan local d'urbanisme pour la création d'une voirie permettant la liaison entre l'avenue François Delmas et l'avenue Saint-Lazare.

Le projet de voirie ayant été abandonné, la Ville a accepté de louer ce terrain aux propriétaires des restaurants « Le Jardin des Sens » et « La Compagnie des Comptoirs », pour y aménager un espace de stationnement en liaison avec leur activité.

L'occupant a informé la Ville de son intention de libérer le terrain, aménagé en aire de stationnement, prochainement.

La Ville n'ayant a priori pas de projet d'équipement public sur cette emprise, il paraît opportun, dans le cadre d'une saine gestion du patrimoine communal, de mettre en vente ce terrain pouvant accueillir un projet immobilier.

Il est proposé la mise en vente de ce bien dans le cadre d'une vente publique selon les modalités habituelles suivies par la Ville en la matière, afin de sélectionner un projet de construction immobilière de qualité conforme à la réglementation du plan local d'urbanisme et présentant une bonne insertion dans l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à procéder à la mise en vente publique du terrain situé 55 avenue François Delmas et cadastré CE n°64,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 23 juin 2014.

Mairie de Montpellier

Département Urbanisme et aménagement

Foncier opérationnel

1 place Georges Frêche

34267 MONTPELLIER cedex 2

Objet: Terrain de sport du Père Prévost.

Référence: dossier n° 2014.172V1037.

- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Situation et description sommaire des biens :** Parcelle cadastrée CD 739p à usage de terrain de football avec vestiaires située rue Beauséjour à Montpellier pour une contenance de 7 460 m².
- 3- **Propriétaire :** Société Enclos St François.
- 4- **Urbanisme applicable :** zone 2U1-9w du PLU en vigueur : quartiers à dominante de logements collectifs situés dans la deuxième couronne d'urbanisation de la ville. COS de 1.
- 4- **Projet :** Mise à disposition du terrain à la ville après réaménagement complet des équipements sportifs par voie de convention d'occupation temporaire puis de bail emphytéotique pour une durée de 18 ans.
Les droits à construire attachés à cette parcelle (de l'ordre de 15 000 m²) seront reportés sur des parcelles situées à proximité appartenant au même propriétaire et qui seront cédées à la société PRAGMA.
Le coût des travaux de réaménagement des équipements sportifs est estimé entre 635 000 € et 935 000 € et sera intégralement supporté par le promoteur.
- 6- **Conditions financières :**
Compte tenu du transfert des droits à construire de la parcelle CD 739 sur d'autres parcelles et de la prise en charge intégrale des travaux de réaménagement des équipements sportifs par la société PRAGMA, le montant de la redevance annuelle à payer par la ville est estimée à 20 000 €.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques,



Pascal BONNAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgif.finances.gouv.fr

Montpellier, le 10 juin 2014.

Mairie de MONTPELLIER

Service foncier opérationnel

1 place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2

Objet: Parcelle CE 64.

Référence: dossier n° 2014.172V1051.

- 1- **Service consultant :** Mairie de MONTPELLIER.
- 2- **Situation des biens :** Parcelle cadastrée CE 64 pour une contenance de 887 m² située 55 avenue de Nîmes à Montpellier.
- 3- **Propriétaire :** Ville de Montpellier.
- 4- **Urbanisme applicable :** zone 2U1-9 du PLU en vigueur. COS égal à 1.
- 5- **Désignation sommaire :** Parcelle de terrain à bâtir d'une contenance de 887 m² avec une surface de plancher de l'ordre de 950 m².
- 6- **Evaluation des biens :** (avec une marge de négociation de +/- 10 %)
La valeur vénale de la parcelle faisant l'objet de la demande est de l'ordre de 430 000 € sur la base d'une valeur unitaire de SDP de 450 €/m².

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
Et par délégation,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Vente d'un immeuble situé 21, rue Saint-Antoine Parcelle cadastrée IZ 355

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, la Ville a décidé la mise en vente publique, sur cahier des charges, d'un immeuble cadastré IZ 355 situé 21, rue Saint-Antoine au prix plancher de 50 000 € HT pour une superficie cadastrale de 75 m², représentant environ 100 m² de superficie habitable.

Après une première mise en vente infructueuse en janvier 2014, le bien a été remis en vente après publication dans la presse et quatorze dossiers ont été retirés. Trois propositions d'acquisition ont été déposées.

La commission consultative des cessions immobilières qui s'est réunie le 4 juin 2014 a émis un avis favorable à la proposition de M. Pierre-Jean FLORIS, conforme aux dispositions du cahier des charges :

- prix d'acquisition d'un montant de 76 000 €, supérieur au prix-plancher de 50 000 € HT,
- réhabilitation de la construction en vue de son aménagement en résidence principale représentant une superficie habitable d'environ 100 m².

M. FLORIS, demeurant actuellement au 37, rue Tour Gayraud à Montpellier, envisage les aménagements suivants :

- au rez-de-chaussée : un espace de vie, une cuisine et des sanitaires pour une superficie de 54 m² auxquels s'ajoute une cour de 13 m² ;
- à l'étage : trois chambres de 10 m², un bureau de 9,23 m² et des sanitaires de 8 m² pour une superficie de 48 m².

Ce projet de réhabilitation est étayé par un descriptif de travaux de grande qualité mettant l'accent sur le respect des caractéristiques de ce bâti ancien. Les éléments architecturaux sont conservés et mis en valeur en

utilisant les techniques et savoir-faire traditionnels. Le devis fourni est celui d'une entreprise reconnue et ayant démontré ses compétences dans la restauration de monuments historiques.

Au plan financier, le montant prévisionnel total du projet est évalué par l'acquéreur à 247 180 €, soit 76 000 € HT pour l'acquisition, hors frais, et 161 753 € TTC de travaux.

M. FLORIS finance le projet par un apport personnel à hauteur de 67 180 € et un prêt bancaire d'un montant de 180 000 € comprenant une partie de l'acquisition, les frais et les travaux.

Un compromis de vente avec versement d'un dépôt de garantie d'un montant de 12 % du prix de la vente sera signé. L'acte de vente sera réitéré par les parties après l'obtention du permis de construire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente par la Ville de Montpellier à Monsieur Pierre-Jean FLORIS de l'immeuble cadastré IZ 355 situé 21, rue Saint-Antoine au prix de 76 000 € HT ;
- de dire que la vente sera réitérée par acte authentique rédigé par le notaire de l'acquéreur à ses frais ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Classement de voies privées dans le domaine public communal Rue du Docteur Roux

Retrait partiel de la délibération du conseil municipal du 21 décembre 2006

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du conseil municipal en date du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a voté le principe du classement dans le domaine public communal de la rue du Docteur Roux, voie privée.

Ce classement n'a pas pu être effectué depuis lors, compte tenu notamment de l'absence de propriétaire titré sur le bien. De longues recherches et démarches ont été réalisées par une étude notariale, qui sont restées encore à ce jour sans succès.

Dans ce contexte, le classement dans le domaine public de la rue du Docteur Roux et sa remise en état complète par la Ville ne paraît pas envisageable.

Aussi, il convient de procéder au retrait partiel de la délibération du conseil municipal du 21 décembre 2006 pour ce qui concerne les seules décisions relatives à la rue du Docteur Roux.

En conséquence, il vous est proposé :

- de retirer partiellement les décisions prises par la délibération du conseil municipal du 21 décembre 2006 en ce qui concerne la seule rue du Docteur Roux ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

- Synd Cop Amarger Université chez M. AMARGER Bernard, 42 rue Université (parties communes) – <i>complément</i>	155,71 €
- SYNDIC COPRO 6 BD RENOUVIER, Hugon Redon (parties communes)	1.782,00 €
- Mme Christine QUIEVREUX CHADELAS, 6 bd. Renouvier (propriétaire occupant)	114,05 €
SDC Travaux 2 rue S. Bourdon (parties communes)	4.000,00 €
SDC 19 rue Rigaud, OTI syndic (parties communes)	4.000,00 €
4 rue Serane, chez M. BOSC (parties communes)	4.000,00 €
Copropriété 36 rue Bourrely, Cabinet HUGON REDON (parties communes)	937,64 €
Total :	14.989,40 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions d'un montant total de 14.989,40 € correspondant à 7 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**


Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

MONTPELLIER GRAND COEUR

Ravalement obligatoire des façades

Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

M. ou Mme Jean-Luc JULLIEN, 5 rue Saint Etienne (solde de la subvention plafonnée)	500,00 €
Copro. Résidence ELOY, S/C Cabinet PECOUL, 1 rue Achille Bégé (solde de la subvention)	6.170,87 €
SCI DU 3 RUE ROUDIL (solde de la subvention)	2.992,35 €
M. BIMAR Alain, 5 rue de la Sauzède (solde de la subvention)	2.253,39 €
STE ZAMMIY SA, (maison) 21 rue Ernest Michel	9.146,23 €
SDC Le Longjumeau Res Le Longjumeau c/O COGESIM, 25 rue Ernest Michel (plafond de la subvention)	5.088,00 €
Mme Julia FRANCES, 4 avenue d'Assas	4.007,69 €
Mme Pierrette BONIJOL, 3-5 rue Reynes	668,14 €
Gerance Immeuble Assas, Mme FOURCADE Nicole, 6 avenue d'Assas	7.700,97 €
Total :	38.527,64 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

lot

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 38.527,64 € correspondant aux 9 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014 |



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

MONTPELLIER GRAND COEUR

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités mise en place dans le centre historique, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurée par la délibération du 29 mai 2012 n°2012/284, et étendue par la délibération du 17 juin 2013 n°2013/237 élargissant le périmètre, cette campagne est conduite en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

La subvention de la Ville et du FISAC s'élève à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15% sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier (avec un plafond maximal subventionnable de 14.000 € HT et un plafond total de subvention de 4.900 €).

Après validation du programme de travaux réalisée par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, associée à l'animation de cette campagne, les subventions suivantes sont attribuables :

SKYLINE SARL, enseigne « COLOMBUS CAFE », gérant Laurent BOUGER, 28 rue Foch	4 721,50 €
<i>Dont Part Ville :</i>	<i>2 698,00 €</i>
<i>Part Etat (FISAC) :</i>	<i>2 023,50 €</i>
SAS FERME LA, enseigne « CALLATE LA BOCA », gérant Mme DIAZ, 7 rue En Gondeau	1 776,19 €
<i>Dont Part Ville :</i>	<i>1 014,97 €</i>
<i>Part Etat (FISAC) :</i>	<i>761,22 €</i>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures, le versement de ces subventions est ainsi proposé après visites de conformité des travaux réalisés en accord avec les autorisations préalables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions pour un montant total de 6.497,69 € correspondant aux deux requalifications des locaux commerciaux listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

CONCOURS DE DEVANTURES ET D'ENSEIGNES sur les boulevards du Jeu de Paume, Ledru-Rollin et de l'Observatoire Attribution du premier prix

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la dynamisation et du développement de la qualité du commerce en centre-ville, le Conseil municipal dans sa séance du 04 mai 2007 a approuvé le lancement d'un concours de devantures et d'enseignes sur les boulevards du Jeu de Paume, Ledru Rollin et de l'Observatoire.

Ce concours de devantures commerciales sur les boulevards du Jeu de Paume, Ledru-Rollin et de l'Observatoire visait à inciter les commerçants à investir pour améliorer la qualité et l'image de leur activité et de leur rue. Il a eu lieu du 16 mai au 16 novembre 2007 ; deux candidats ont déposé un dossier de participation.

Le jury, composé d'élus de la Ville et de la CCI et de représentants d'organismes associés au regard de leurs compétences, a considéré les deux dossiers recevables, leurs projets de rénovation respectant le règlement du secteur sauvegardé et le règlement spécial de publicité.

Les critères d'évaluation des projets de rénovation de devantures étaient les suivants :

- Le respect et la mise en valeur architecturale du bâtiment et des éléments de décor, tels que : la composition de la devanture selon les principes de composition des étages, la conservation et mise en valeur des éléments de décors d'architecture, le traitement des encadrements maçonnés y compris les seuils, le traitement des menuiseries et des ferronneries, l'harmonie des couleurs ;
- La qualité d'intégration des éléments techniques, tels que les coffres de volets roulants, les stores bannes et pare-soleil, les climatiseurs et ventilations, les réseaux en façades (câbles France Télécom, EDF, télévision, réseaux câblés...), les descentes d'eaux pluviales ;
- La qualité et l'originalité des enseignes ;

- La qualité nocturne des commerces : la qualité des volets ou rideaux de fermeture des commerces, l'éclairage des devantures et de la vitrine en respectant le confort visuel des résidents et des piétons, l'harmonisation des couleurs et des teintes entre la vitrine et l'éclairage ;
- Les fonctionnalités, l'ergonomie, l'amélioration du service au client et de son confort (notamment accessibilité aux personnes à mobilité réduite, encombrement des accès, dimensionnement des ouvertures...).

Le règlement, adopté par la délibération du 04 mai 2007, prévoyait en premier prix une subvention municipale d'un montant équivalent à 50 % du montant des travaux de devanture et enseignes (travaux plafonnés à 30.000 € TTC).

Au regard des critères d'évaluation ci-dessus, il a été proposé d'attribuer le premier prix au projet de rénovation de la devanture du commerce "PERFORM Académie Coiffure" dont le gérant est M. Jean VALLON.

Après l'obtention de ce prix, les travaux ont été engagés. Ces derniers n'ayant pas été réalisés en conformité avec le dossier de concours, le prix n'avait pu être versé. Désormais, les travaux sont conformes, et nous vous proposons de régulariser cette demande de subvention.

Les travaux effectués de rénovation de la devanture et de l'enseigne du commerce "PERFORM Académie Coiffure", au regard des factures transmises, s'élèvent à 31.750,26 € TTC.

Le montant du premier prix à verser par la Ville au commerce "PERFORM Académie Coiffure" est donc de 15.000 € (soit 50% des travaux plafonnés à 30.000 € TTC).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer à M. Jean VALLON, gérant du commerce "PERFORM Académie Coiffure", une subvention d'un montant de 15.000 €.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, Nature 20421 / Fonction 908.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Madame la Directrice académique des services de l'éducation nationale et Directrice des services départementaux de l'éducation nationale de l'Hérault informe la ville que compte-tenu des effectifs scolaires, et après avis du Comité Technique Spécial Départemental (CTSD) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN) réunis le 24 avril 2014, il a été arrêté des mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Madame la Directrice académique des services de l'éducation nationale demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et de prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

Ouverture de classes dans les écoles maternelles

Ecole Geneviève BON	ouverture de la 9 ^{ème} classe
Ecole Francois MITTERRAND	ouverture de la 6 ^{ème} classe (fléchée allemand)
Ecole O. DE GOUGES	ouverture de la 6 ^{ème} classe (confirmation)
Ecole L Van BEETHOVEN	ouverture de la 5 ^{ème} classe (confirmation)
Ecole CHENGDU	ouverture de la 5 ^{ème} classe

Soit l'ouverture de 5 classes maternelles

Ouverture de classes dans les écoles élémentaires

Ecole A. COMTE	ouverture de la 4 ^{ème} classe (confirmation)
Ecole B. MORISOT	ouverture de la 10 ^{ème} classe

Ecole POTTIER	ouverture de la 13 ^{ème} classe (fléchée anglo-américain-confirmer)
Ecole BAUDELAIRE	ouverture de la 7 ^{ème} classe
Ecole MITTERRAND	ouverture de la 6 ^{ème} classe
Ecole RABELAIS	ouverture de la 13 ^{ème} classe
Ecole ROOSEVELT	ouverture de la 10 ^{ème} classe
Ecole O.DE GOUGES	ouverture de la 4 ^{ème} classe
Ecole V. SCHOELCHER	ouverture de la 15 ^{ème} classe
Ecole L. Van BEETHOVEN	ouverture des 2 ^{ème} et 3 ^{ème} classes
Ecole CHENGDU	ouverture de la 4 ^{ème} classe (confirmation) et de la 5 ^{ème} classe
Ecole GARIBALDI	ouverture de la 8 ^{ème} classe
Ecole M. de l'HOSPITAL	ouverture de la 7 ^{ème} classe

Soit l'ouverture de 15 classes élémentaires

Aucune fermeture de classe dans les écoles maternelles

Fermeture de classe dans les écoles élémentaires :

Ecole ARMSTRONG	fermeture de la 11 ^{ème} classe
-----------------	--

Soit la fermeture d' 1 classe en élémentaire

Ouvertures de Postes d'enseignants Spécifiques :

- Création de Classes CLIS (Ecoles élémentaires)

École M BLOCH	ouverture d'une classe CLIS
Ecole MERMOZ	ouverture d'une classe CLIS

- 3 classes pour la Scolarisation des enfants de moins de trois ans.

Ecoles maternelles COCTEAU, NERUDA et Dr ROUX.

- Plus de maîtres que de classes :

Ecole ARMSTRONG	ouverture d'un poste
Ecole SCHOELCHER	ouverture d'un poste
Ecole L MALET	ouverture d'un poste

- Postes REP+ (Réseau d'Education Prioritaires)

Ecoles DAUBIE, ARMSTRONG et DELTEIL ouverture d'un poste de titulaire remplaçant
Ecoles BOULLOCHE, LOUISVILLE et SENGHOR : ouverture d'un poste de titulaire remplaçant.

Soit la création de 10 postes spécifiques : 2 classes Clis, 3 classes pour la scolarisation des moins de trois ans, 3 postes « plus de maîtres que de classes », 2 postes de titulaires remplaçants en REP.

Au titre du personnel dédié aux écoles, la ville prévoit la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la

création de postes d'agent technique permanent et d'animateur référent en fonction des ouvertures de classes en école élémentaire.

Après étude il est demandé au conseil Municipal :

- d'émettre un avis favorable aux 20 ouvertures de classes en maternelles et élémentaires
- d'émettre un avis favorable à la création de 10 postes spécifiques (2 classes Clis, 3 classes pour la scolarisation des moins de trois ans, 3 postes « plus de maîtres que de classes », 2 postes de titulaires remplaçants en REP.)
- d'émettre un avis défavorable à la fermeture d'une classe à l'école Armstrong
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

**Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en
mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre de la plateforme de réussite éducative (PRE)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des Ecoles comme structure juridique porteuse de la Plateforme de Réussite éducative (PRE).

La Caisse des Ecoles est ainsi l'organisme mutualisateur des crédits alloués par l'Etat, conformément à la convention financière d'attribution de subventions signée avec la DDCS, le 20 mai 2014 et avec la Ville de Montpellier, le 9 janvier 2014 (délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2013).

Dans le cadre des actions qu'elle mène, la Caisse des Ecoles sollicite certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire des interventions auprès d'enfants accompagnés par la Plateforme de Réussite éducative. Elle est également amenée à utiliser des infrastructures et des services de la Ville pour son fonctionnement.

La Caisse des Ecoles et la Ville ont ainsi identifié les prestations mises à disposition de la Caisse des Ecoles et justifiant une contrepartie financière. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, soumise à l'approbation du conseil municipal.

Cette convention conclue pour l'année 2014 décline les interventions de la Ville relevant de la Plateforme de Réussite éducative, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse des Ecoles à la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

me

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des écoles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'adjointe à l'éducation, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Plateforme de réussite éducative Ville de Montpellier

CONVENTION de FINANCEMENT 2014

**ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA CAISSE DES ECOLES PUBLIQUES DE LA VILLE
DE MONTPELLIER**

ENTRE

La Mairie de la Ville de Montpellier

Représentée par M. Philippe Saurel, Maire,

ET

La Caisse des Ecoles Publiques de la Ville de Montpellier

Représentée par Mme Isabelle Marsala, Vice-Présidente, Adjointe à l'éducation

Préambule

La Caisse des Ecoles de la Ville de Montpellier est la structure juridique porteuse de la Plateforme de Réussite éducative (PRE), conformément aux dispositions de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 et au plan de cohésion sociale (programme 15 et 16).

La Plateforme de Réussite éducative mène des actions d'accompagnement au profit des élèves du premier et du second degrés et de leurs familles, dans les domaines éducatif, périscolaire, culturel, social ou sanitaire. Elle s'adresse prioritairement aux enfants situés en zone urbaine sensible, ou scolarisés dans un établissement relevant de l'éducation prioritaire.

La Caisse des Ecoles est hébergée par la Ville de Montpellier. Pour fonctionner, elle utilise du matériel municipal (fournitures administratives, matériel informatique, téléphonie, service d'affranchissement, véhicule de service, locaux...). La Ville met également à disposition de la Caisse des Ecoles de Montpellier des agents municipaux ou des services pour accompagner les enfants bénéficiant des actions de la PRE.

Il appartient au comité de gestion de la Caisse des Ecoles de déterminer et de chiffrer les besoins annuels de la PRE.

Une convention doit être signée entre les deux parties afin d'une part, de décliner de manière exhaustive les interventions qui peuvent être proposées aux personnels de la Ville de Montpellier et d'autre part, de prévoir les modalités de remboursement par la caisse des écoles à la Ville du coût de l'utilisation de ces ressources.

Il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de remboursement annuel par la caisse des écoles à l'égard de la Ville, des rémunérations que celle-ci versera aux agents intervenant pour le compte de la plateforme de réussite éducative de réussite, ainsi que des prestations que la Ville mettra à sa disposition pour son fonctionnement.

ARTICLE 2 : DEPENSES CONCERNES

Les dépenses concernées par ce remboursement sont :

- les fournitures, les déplacements, la mise à disposition et la maintenance de matériels informatiques, les frais de téléphonie et d'affranchissement, le loyer, liés au fonctionnement administratif et à la coordination du programme de réussite éducative pour un montant annuel de 19 156,60 € ;
- la mise à disposition de locaux scolaires pour les activités menées par la PRE (Coup de Pouce, Ateliers Malins CP, ateliers théâtre) pour un montant annuel de 22 500 € ;
- la mise à disposition de 30 cartes « été jeune » donnant accès à différentes activités pour un montant annuel de 750 € ;
- l'accès aux stages sportifs proposés par le Service des Sports pour un montant annuel de 14 000 €, correspondant à une quarantaine de places ;
- l'accès aux stages "La tête et les jambes" proposés par le Service des Sports pour un montant annuel de 14 400 €, correspondant à une quarantaine de places ;
- les dépenses de personnel visées à l'article 3 pour un montant annuel maximum de 100 000 €.

En fonction de l'évolution du programme, les types d'intervention concernés pourront être modifiés. Les modifications relatives aux interventions concernées par ce programme feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 3 : PERSONNEL CONCERNE

Le personnel concerné par ce remboursement de rémunération est constitué :

- des animateurs ou des enseignants vacataires encadrant et animant des actions « Ateliers CP Malins » sur différentes écoles de la ville ;
- des animateurs titulaires encadrant et animant des actions « Ateliers CP Malins » sur différentes écoles de la ville ;
- d'un animateur titulaire intervenant pour soutenir l'intégration scolaire des élèves de CP de l'école Frédéric Bazille ;
- d'un agent administratif de la ville à temps plein mis à disposition de la Caisse des Ecoles ;

En fonction de l'évolution du programme, les personnels concernés pourront être modifiés. Les modifications relatives aux personnels concernés par ce programme feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 4 : MODALITES DE REMBOURSEMENT

La caisse des écoles s'engage, en fin d'exercice budgétaire, et à réception du titre de recettes établi par la Ville, à rembourser la totalité des sommes engagées au titre des rémunérations annuelles mentionnées dans les articles 2 et 3, ainsi que des prestations, services et mise à disposition énoncés à l'article 2 de la présente convention.

Ainsi, il convient de noter que le remboursement sera effectué, une fois par an, sur la base du service fait.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2014. Elle est conclue pour une durée d'un an.

ARTICLE 6 : MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée, en cours d'exécution, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par voie d'avenant.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée sur accord amiable des parties, après autorisation de leurs assemblées délibérantes respectives.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend pouvant résulter de l'interprétation ou de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le
En deux exemplaires.

Pour la Caisse des Ecoles Publiques,
Représentée par sa vice-présidente,

Pour la Ville de Montpellier,
Représentée par son Maire,

Nom de la structure: - CAISSE DES ECOLES CA3112 - CE-000001
Nature de la subvention : Fonctionnement
Montant attribué : 172 000,00€
Thématique : Caisse des écoles

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 16 Décembre 2013.

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER représentée par
H. Louis G. Elzy Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le *21.1.2008*
vice

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de 195 000,00 euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

*Faciliter la fréquentation scolaire de favoriser l'égalité de chances,
éviter la ségrégation de fait en fonction des ressources de leur
famille, permettant de bénéficier du premier et second
degrés*

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de Caisse des écoles et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de 172 000,00 euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera suivant l'échéancier suivant :

- Février 2014 : 40% du montant de la subvention attribuée
- Avril 2014 : 40% du montant de la subvention attribuée
- Octobre 2014 : 20% du montant de la subvention attribuée

Le premier versement est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
30001	00573	E340000000	10

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

-Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;

-Pièce n°4 : Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

^ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,

^ à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

^ à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le 9 janvier 2014

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour la structure bénéficiaire

Pour Madame Le Maire,
l'Adjoint délégué
à la Rentrée Educative

Jean-Louis GÉLY
Le (la) Président(e)

Vice

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



Bordereau N. 19
Nondat N. 82
du 16/05/2014.



l'acsé

l'agence nationale
pour la cohésion sociale
et l'égalité des chances

DIRECTION DEPARTEMENTALE de la COHESION SOCIALE de l'HERAULT
Pôle Politique de la Ville et du Logement

Date de notification :

- 6 MAI 2014

Référence dossier (à rappeler dans toute correspondance) :
340729 14 DS01 1634P02848 : 296 000,00 €

Convention d'attribution de subvention Projet de réussite éducative

Entre d'une part,

L'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances - Etablissement public national à caractère administratif - 209, rue de Bercy - 75585 Paris Cedex 12, représentée par le Préfet délégué territorial de l'Agence,

désignée ci-dessous comme l'Acisé,

et d'autre part,

La CAISSE DES ECOLES DE MONTPELLIER,
1, Place Georges Frêche 34064 MONTPELLIER CEDEX 2
représenté) par son représentant légal, Madame le maire de Montpellier et présidente de la Caisse des écoles de Montpellier.

désignée ci-dessous comme l'organisme contractant,

Considérant que l'organisme contractant a initié et conçu un projet conforme à ses missions ou à son objet statutaire.

Considérant que l'Acisé est chargée de mettre en œuvre les politiques publiques visant à renforcer la cohésion sociale sur les territoires prioritaires de la politique de la ville, à promouvoir l'égalité des chances, à contribuer à la prévention de la délinquance et à prévenir les discriminations liées à l'origine.

Considérant que le projet, ci-après présenté, participe de cette politique, il est convenu ce qui suit :

Textes de références :

- Loi de programmation n° 2005-32 du 18 janvier 2005 pour la Cohésion sociale
- Décret n° 2005-637 du 30 mai 2005 relatif aux caisses des écoles et modifiant le code de l'éducation
- Décret n° 2005-907 du 2 août 2005 relatif aux groupements d'intérêt public
- Décret n° 2005-909 du 2 août 2005 instituant une indemnité de vacation pour collaboration occasionnelle aux dispositifs de réussite éducative
- Arrêté du 2 août 2005 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 2005-909
- Circulaire du 5 novembre 2010 de la secrétaire d'Etat à la politique de la ville relative à l'articulation des dispositifs éducatifs dans les territoires de la politique de la ville et à l'évolution des missions confiées aux PRE
- Programme des interventions de l'Acsé (consultable sur le site de l'Acsé)

PREAMBULE

Le plan de cohésion sociale du 30 juin 2004 et la loi de programmation du 18 janvier 2005 ont apporté des moyens et des outils nouveaux complémentaires à ceux déjà existants pour accompagner les jeunes de 2 à 16 ans (et dans certains cas de 16 à 18 ans) qui ne bénéficient pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à un développement harmonieux. L'objectif affiché du programme de réussite éducative est **d'accompagner, dès les premières années de l'école maternelle et jusqu'au terme de la scolarité obligatoire, des enfants et des adolescents issus des quartiers prioritaires qui présentent des signes de vulnérabilité, en prenant en compte la globalité de leur environnement et leurs difficultés.**

Le programme de réussite éducative n'est pas un programme de soutien scolaire ou la possibilité de financer un contrat éducatif local. Il ne se substitue pas à l'action éducative assurée par l'école.

Les actions de soutien doivent obligatoirement prendre la forme d'un suivi individualisé effectué par une (ou des) équipe(s) pluridisciplinaire(s) de soutien (EPS) réunissant des professionnels divers : enseignants, éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux, psychologues, pédopsychiatres, intervenants sportifs et culturels...

Un parcours individualisé comporte plusieurs étapes :

- . un repérage individualisé des difficultés de l'enfant,
- . un premier contact avec la famille,
- . un regard collectif des professionnels sur la situation présentée (équipe pluridisciplinaire de soutien),
- . puis l'élaboration de réponses dans différents domaines.

Les parcours individualisés peuvent donc comprendre des actions de différentes natures (soutien scolaire renforcé et adapté, dialogue parents/école grâce à l'intervention d'une tierce personne, vacations médicales, mise en place d'actions en petit groupe permettant l'expression de l'enfant, activités culturelles, sportives). Certaines des actions d'un parcours individualisé peuvent être collectives.

Les priorités du programme de réussite éducative sont les suivantes :

1. Poursuivre la progression du taux des parcours individualisés.
2. Privilégier au plan qualitatif la santé, la lutte contre le décrochage scolaire, la prise en charge des élèves temporairement exclus et le soutien à la parentalité.
3. Engager une expérimentation d'extension du programme aux 16-18 ans dans un nombre limité de sites.
4. Poursuivre la concentration des moyens sur les quartiers de priorité 1, la mobilisation des cofinancements locaux et la démarche de normalisation des coûts.
5. Articuler le programme de réussite éducative avec l'ensemble des autres dispositifs éducatifs développés par la politique de la ville.

Article 1 : Objet de la subvention

L'organisme contractant s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique de l'Acsé, le projet de réussite éducative de Montpellier dont le programme d'actions pour 2014 est le suivant :

- Coordination du dispositif ;
- Accompagnement socio-éducatif ;
- Coups de pouce CLE ;
- accompagnement santé ;
- Atelier Théâtre ;
- Accueil des élèves temporairement exclus (PAARE) ;
- Action remobilisation scolaire / Cité Cap

Ce projet a pour objectif de mettre en place un accompagnement individualisé des jeunes 2 à 16 ans suivis dans le cadre du PRE, rencontrant des difficultés dans leur environnement scolaire, sanitaires, social et familial.

Article 2 : Délai de réalisation

La réalisation du programme d'actions doit être achevée au plus tard le 31 décembre 2014.

En cas de non réalisation dans ce délai, l'Acsé se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'organisme contractant s'engage à notifier à l'Acsé tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

Article 3 : Conditions de détermination du coût de l'action

Le montant de la subvention a été déterminé au vu du budget prévisionnel établi par l'organisme dans son dossier de demande de subvention.

Les coûts totaux estimés éligibles, contributions volontaires incluses, sont de 497 000,00 € ;
Les cofinancements prévisionnels, hors contributions volontaires, sont de : 192 000,00 €, soit 38.63 %.

L'organisme s'engage à mettre en place un outil de suivi analytique lui permettant d'enregistrer précisément les recettes et les dépenses directes et indirectes de l'action, payées ou restant à payer (c'est-à-dire engagées). Cet outil de suivi analytique permettra de rendre compte à tout moment de l'utilisation de la subvention de l'Acsé.

Article 4 : Contribution financière

Au titre de l'exercice 2014, l'Acsé contribue financièrement pour un montant de 296 000,00 €.

L'Acsé n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 5 : Modalités de versement

L'ordonnateur de la dépense est le délégué territorial de l'Acsé.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'Acsé, 209 rue de Bercy, 75585 PARIS Cedex 12.

- **Les subventions inférieures ou égales à 153 000 €** feront l'objet d'un versement unique dans le mois suivant la réception de la présente convention revêtue de la signature originale du représentant légal en deux exemplaires.
- **Les subventions supérieures à 153 000 €** feront l'objet de trois versements :
 - **65 %** dans le mois suivant la réception, de la présente convention signée par le représentant légal,
 - **25 %** dans le mois suivant la réception, d'un certificat d'engagement transmis dans le courant du dernier trimestre de l'année en cours. Ce document est disponible sur le site www.lacse.fr.
 - **10 %** dans le mois suivant la réception des pièces justificatives mentionnées à l'article « Justification de la subvention ».

Les créances éventuelles de l'Acsé sur l'organisme contractant seront déduites de tout versement.

Tout changement de coordonnées bancaires devra être notifié à l'Acsé

Article 6 : Reversement

Il est interdit de reverser, **sous forme de subvention**, tout ou partie du présent financement à un tiers (personne morale ou physique). Il n'y a pas reversement lorsque l'organisme contractant rémunère un organisme tiers pour des prestations qu'il souhaite mettre en œuvre dans le cadre du projet financé.

Article 7 : Evaluation

L'organisme s'engage **lors de toute nouvelle demande de subvention ou au plus tard le 30 juin 2015** :

☐ A fournir :

- les informations destinées à l'enquête annuelle de suivi des PRE de l'Acsé ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée.

☐ A répondre à toutes sollicitations de l'Acsé pour des enquêtes ou études qualitatives.

Article 8 : Justification de la subvention

L'organisme s'engage à produire **lors de toute nouvelle demande de subvention ou au plus tard le 30 juin 2015** le compte rendu financier de l'action.

Ce document est disponible sur <http://www.service-public.fr> (formulaire CERFA n°12156 version 3, fiches 6-1, 6-2 ; 6-3).

Il peut être rempli en ligne. Tous les renseignements nécessaires pour effectuer cette formalité sont disponibles sur le site de l'Acsé : www.lacse.fr (Accueil > l'Acsé et vous > Justifier une subvention). Il devra nécessairement être adressé signé à l'adresse figurant en première page.

Si le compte rendu financier fait apparaître un reliquat, ce montant doit être reversé à l'Acsé au prorata de sa contribution aux subventions d'exploitation (compte 74 du compte rendu financier).

A défaut de production de ces pièces dans les délais requis, l'Acsé émettra un ordre de remboursement de la totalité du montant de la subvention.

Article 9 : Contrôle

L'Acsé se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

L'organisme contractant s'engage à faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds.

A cet effet, l'organisme mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1, l'Acsé exigera le reversement des sommes indûment perçues.

Article 10 : Publicité des subventions

Les financements accordés par l'Acsé aux actions conduites par l'organisme contractant doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication doivent porter le logotype de l'Acsé (affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de l'Acsé, ...) et la mention "avec le soutien de l'Acsé" pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ...). Pour plus d'information, vous pouvez contacter le service de la communication de l'Acsé par mél : lacse.communication@lacse.fr. Un médiat kit est téléchargeable sur le site de l'Acsé, avec le lien suivant : <http://www.lacse.fr/wps/portal/internet/acse/accueil/espacepresse/mediakit/>.

Article 11 : Modalités de révision des dispositions de la présente convention

Toute proposition de modification des dispositions de la présente convention doit faire l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception, adressée par le demandeur à l'Acsé dans le délai défini à l'article 2.

Seul un avenant, conclu dans les mêmes formes, pourra valablement en modifier les termes.

Article 12 : Conditions de résiliation

En cas de non respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

L'Acsé pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 13 : Règlement des conflits liés à la présente convention

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application du présent acte.

Fait en trois exemplaires originaux

Le 14 Mars 2014

Pour l'organisme contractant

. Indiquer les nom, prénom et qualité du signataire

. Faire précéder par la mention « lu et approuvé »

« lu et approuvé »

Pour Madame Le Maire,
l'Adjoint délégué
à la Région Educative

Le préfet, délégué territorial de l'Acse

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Olivier JACOB

VISA DU CONTROLE BUDGETAIRE REGIONAL
date 14/04/14
Pour le Directeur régional des finances publiques
de la région Languedoc-Roussillon
Le contrôleur budgétaire
Par procuration

A. PASCAUD

**Séance publique du
jeudi 26 juin 2014**

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Mise en place d'un module préfabriqué école maternelle Wolfgang Amadeus Mozart - Demande de permis de construire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et afin de procéder à un meilleur accueil et confort des élèves, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place un module préfabriqué à l'école maternelle Wolfgang Amadeus Mozart, afin de créer une bibliothèque d'environ 35m² pour un montant de 50 000 €.

Ce module préfabriqué sera implanté sur la parcelle de l'école, dans un espace non dédié aux élèves. Ainsi, la cour de récréation ne sera pas réduite.

La pose de ce module nécessite un permis de construire. Les travaux seront effectués dans le cadre du marché à bon de commande pour la pose de modules préfabriqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de la pose de modules préfabriqués ;
- D'autoriser le dépôt de dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2014, section investissement, fonction 90211, nature 21312 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michael DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Ecole CALMETTE - Rénovation de la toiture - Autorisation à déposer un dossier déclaration préalable

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a décidé de rénover la toiture de l'école élémentaire du Docteur CALMETTE, sise 147 rue des Quatre Seigneurs à Montpellier.

Cette rénovation est prévue en 3 tranches d'un montant total estimé à 150 000€ HT, dont une première tranche en 2014 pour un montant de 45 000 €HT. Elle sera réalisée par l'entreprise titulaire du marché à bon de commande de Ville.

Pour effectuer ces travaux, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de la rénovation de la toiture de l'école Calmette
- De dire que la dépense pour la tranche 1 est inscrite au BP 2014, section investissement, fonction 90212, nature 21312, ligne de crédit 24177
- D'autoriser le dépôt du dossier de déclaration préalable auprès du service compétent
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer la déclaration préalable et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Travaux dans les établissements de la petite enfance - Programme 2014 - Demande de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique du jeune enfant, la Ville de Montpellier a prévu en 2014 des travaux d'amélioration dans les crèches et haltes garderie pour un montant de 325 000€ TTC et a inscrit les sommes nécessaires à son budget primitif.

Ces travaux permettront aux enfants accueillis dans les établissements concernés, de bénéficier de locaux et d'aménagements de cours toujours plus confortables et répondant aux préconisations qualitatives des services de la protection maternelle infantile.

Le programme des principaux travaux prévus en 2014 est constitué des opérations suivantes :

ETABLISSEMENTS	MONTANT TTC	TRAVAUX
Crèche Agropolis	16 000€	Réfection d'une salle d'activités et annexes à l'étage et de 2 dortoirs
Crèche Antigone	25 000€	Réaménagement de 2 dortoirs et de la terrasse
Crèche Blanche Neige	16 400€	Rénovation dortoir sections bébés, salle lecture, cuisine, cour. Tours d'arbres
Crèche Edelweiss	24 000€	Réaménagement bureau, sanitaires, vestiaires, salle de repos
Crèche Louise Guiraud	14 000€	Isolation façade extérieure, construction abri vélos, serrurerie et menuiserie

Halte-garderie Maison des enfants	44 000€	Réaménagement salle motricité, sanitaires, accueil
Halte-garderie Oustal Caganis	18 300€	Rénovation sanitaires et salle de change
Crèche Robin des bois	52 000€	Brise soleil dans la cour et menuiseries
Crèche Petit prince de Boutonnet	7 000€	Rénovation de 2 salles d'activité
Crèche sept nains	5 000€	Rénovation salle de motricité et sanitaires
Crèche Adélaïde Cambon	5 800€	Rénovation du local de stockage
Crèche Pinocchio	5 000€	Rénovation de la section bébés
Crèche Galineta	36 000€	Rénovation de la salle d'activités des grands et extension de la crèche
Crèche Thérèse Sentis	7 000€	Rénovation de la salle d'activité, laverie et sanitaires bébés
Halte-garderie Pichot Nanet	9 800€	Transformation fermeture bureau , mise en sécurité anti- effraction
Imprévus	39 700€	

Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement du service public, ces travaux seront réalisés au cours de l'été 2014 pendant la période de fermeture des établissements.

Après examen, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2014, section investissement, fonction 9064, nature 21318
- De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents, notamment la Caisse d'Allocation Familiales et le Conseil Général de l'Hérault
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

**Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en
mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Halte garderie Les copains d'abord Construction d'une unité de réchauffage de repas livrés en liaison froide Demande de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit une politique dynamique d'amélioration de l'accueil des jeunes enfants au sein de ses établissements de petite enfance.

Dans cette perspective, elle prévoit d'équiper la halte garderie « Les copains d'abord » d'une unité de réchauffage pour fournir des repas livrés en liaison froide aux enfants admis en accueil régulier car, jusqu'à présent, faute d'infrastructure adaptée, cet établissement ne pouvait y pourvoir et les parents devaient apporter le repas.

Cette initiative est fortement encouragée par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales qui valorise le niveau de qualité de service par le versement d'une prestation de service majorée et d'une aide à l'investissement de 3700 € par place, dans la limite de 80% maximum des dépenses subventionnables.

Les travaux se dérouleront durant l'été pour profiter de la fermeture mensuelle de la halte garderie. Le montant de l'opération, estimé à 185 000 € est inscrit au budget de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

D'autoriser les travaux nécessaires à cette opération

De demander les subventions les plus larges possibles aux organismes compétents,
D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014 |

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville développe une politique active en matière d'intégration des personnes en situation de handicap ainsi que des actions visant à sensibiliser de manière la plus large possible la population à cet enjeu.

La collectivité soutient, en leur attribuant une subvention, les structures qui participent activement à l'amélioration des conditions de vie et à l'intégration des personnes handicapées dans la cité.

Aussi, dans le cadre de sa politique en matière de handicap et compte tenu des actions développées par ces structures, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

Numéro association	Association	Nature	Montant
1 936	ROULE NATURE	F	3 000 €
1 108	ASSOCIATION VALENTIN HAUY (AVH)	F	500 €
1 828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT (MTCH)	P	500 €
TOTAL			4 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21496, pour un montant de 4 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Solidarité et des Droits des femmes Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier développe un partenariat actif avec les associations intervenant sur le territoire communal.

Dans le domaine de la solidarité, la Ville de Montpellier soutient activement les structures qui interviennent dans de l'aide aux démarches et du soutien moral et matériel auprès des personnes en difficulté pour leur offrir de meilleures conditions de vie.

En ce qui concerne les droits des femmes, la Ville de Montpellier développe un partenariat actif avec les associations œuvrant dans ce domaine. Ces associations organisent régulièrement des actions de sensibilisation et d'information auprès de la population afin de permettre aux femmes de s'approprier leurs droits. Elles visent par ce biais à l'émergence de la parole des femmes et à la lutte contre toute forme de discrimination.

Dans le cadre des politiques sociales menées par la Ville de Montpellier et afin de permettre aux structures ci-dessous de développer l'ensemble de leurs activités, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

Thématique Solidarité

N° asso	Association	Nature	Montant
1451	Association Relais Enfants Parents Languedoc	Fonctionnement	2 000 €
1914	Association La Porte Ouverte	Fonctionnement	4 000 €
5607	Pastorale Protestante et Evangélique de	Projet	8 000 €

Montpellier		
Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925	Total	14 000 €

Thématique Droits des Femmes

N° asso	Association	Nature	Montant
4807	Association Tin Hinan	Fonctionnement	4 500 €
5480	Association pour Toutes	Fonctionnement	800 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925		Total	5 300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014, pour un montant total de 19300 € sur les lignes de crédits 21497 et 1963 ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

Nom de la structure: entiteTiers_nom - numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : Titre
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

Lettre d'engagement

Direction de la Cohésion Sociale
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, représentant(e) légal de la structure nom_association, m'engage à utiliser la subvention de montantAccorde € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du Libelle_CP, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: nom_association- numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : Titre
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP.

Et :

La structure bénéficiaire nom_association, représentée par tiersDemandeur_dirigeant_civilite tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire nom_association a sollicité de la Ville une subvention de montantDemande euros pour le projet "Titre".

Le projet porté par la structure bénéficiaire nom_association poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : MontantProjetProjet€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire nom_association contribue au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire nom_association une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la **structure** (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ⑩ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ⑩ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ⑩ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ⑩ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ⑩ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet,

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire nom_association s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: nom_association - numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP.

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire nom_association représentée par tiersDemandeur_dirigeant_civilite tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de montantDemande euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le paiement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1* : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

(*M1 étant le mois correspondant au Conseil Municipal ayant attribué la subvention)

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu

* Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à

effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Bourse Initiatives Jeunes 2014 Participation de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement par ailleurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juin, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2014 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **6 440 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Thomas ALIAS,
«Mörg saison 1 »

Production culturelle
Montant proposé: **600€**

Matthijs GARDENIER,
« *Le dernier sommeil* »
Production culturelle
Montant proposé : **800 €**

Mélanie DAGNET, étudiant
« *Sursis* »
Production culturelle
Montant proposé : **500 €**

Mario Martinez, salariée
« *Charon* »
Production culturelle
Montant proposé : **800 €**

Allan DEBELLE, en recherche d'emploi
« *SCIENTIPS* »
Production culturelle
Montant proposé : **1 000 €**

Tommy-Lee BAIK, salariée
« *MORDRED* »
Production culturelle
Montant proposé : **800 €**

Josepha PAITEL, salariée
« *Joséfa* »
Production culturelle
Montant proposé : **800 €**

Rita DAUDE, salariée
« *Observation d'un pays en difficultés, l'Espagne* »
Destination Monde
Montant proposé : **290 €**

Gaëlle HOCQUET, salariée
« *BALI HATI* »
Destination Monde
Montant proposé : **500 €**

Steven BELLOIR, salariée
« *Découvertes et sensibilisations des politiques agricoles en Afrique du Sud* »
Destination Monde

Montant proposé : **350 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **6 440 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2014,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014



Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du développement des actions de citoyenneté, de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, a mis en place la **Bourse Animation Jeunes**.

Ce dispositif propose d'attribuer des subventions à des projets associatifs en direction des jeunes montpelliérains âgés de 12/29.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité, dans la vie sociale et s'inscrire dans l'accompagnement à l'autonomie.

Les associations sont tenues de présenter leurs projets conformément au règlement du dispositif « Bourse Animation Jeunesse » ayant fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011, et doivent faire parvenir un bilan à l'issue de l'action.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2014 du Service Jeunesse la somme de **5 750 euros** et de la répartir de la manière suivante:

Code	Association	FM	Montant
CA680	Association France Palestine Solidarité 34	M	750 €
CA91	CESDA 34	M	500 €
CA 6000	JEA Montpellier 2014	M	700 €
CA3051	Association Lez-Arts M3	M	500 €
CA4754	Réseau Action Jeunes LR	M	1 500 €
CA195	Eclaireurs Eclaireuses unionistes de France Sur la Route des Magyars	M	400 €

CA195	Eclaireurs Eclaireuses unionistes de France Animation avec l'empire des enfants	M	400 €
CA 6001	ARTECHANGES	M	1 000 €
TOTAL GENERAL:			5 750 €

LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **5 750 euros**;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014



Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

"Montpellier Beach Masters"

Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville pour l'édition 2014 du Montpellier Beach Masters à Odysseum

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive et de son programme annuel d'événements sportifs (dont les crédits sont inscrits au Budget de la collectivité), la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension internationale.

Pour la 10^{ème} édition du « Montpellier Beach Masters », après avoir eu lieu Place de la Comédie et au Complexe sportif de la Rauze et à la demande des organisateurs, la manifestation s'est tenue du 10 au 21 juin 2014 Place des Grands Hommes au cœur d'Odysseum autour de deux terrains de Beach Volley créés temporairement à cette occasion.

Considérant l'intérêt et le succès auprès des montpelliérains de cet événement, la Ville de Montpellier a engagé pour le compte du Montpellier Beach Volley, la prise en charge de prestations suivantes :

- Fourniture et pose d'un géotextile en fond de forme ;
- Pose et et dépose du sable de silice semi-roulé
- Fourniture et mise en place de bastaing en périphérie des 2 terrains ;
- Pose et dépose de filet de 4 m de hauteur avec embase et lesté.

Ces services de prestations constituent une participation financière représentant la somme de 28 000 € prélevée sur le budget 2014 de la Ville de Montpellier et correspondent à une subvention en nature au profit de l'association, valorisable à ce montant.

En complémentarité, la Ville de Montpellier met à disposition des organisateurs du matériel technique municipal qui constitue aussi une subvention en nature, dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2013 applicable au matériel mis à disposition d'associations dont les manifestations présentent un intérêt local :

- 30 barrières : $30 \times 3,90 = 117,00 \text{ €}$,
- 20 tables : $20 \times 2,09 = 41,80 \text{ €}$,
- 30 chaises : $30 \times 0,16 = 4,80 \text{ €}$,
- 3 tentes, soit 30 m^2 : $30 \times 3,90 = 117,00 \text{ €}$

Soit un total général de : 280,60 €

A noter enfin que l'association Montpellier Beach Volley a bénéficié d'une subvention d'un montant de 6 000 € relative à cet évènement, votée au Conseil Municipal du 17 février 2014.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De prendre acte des subventions en nature telles que décrites ci-dessus et des diverses participations de la Ville valorisables au montant total de 28 280,60 € (28 000,00 € + 280,60€) pour la manifestation Montpellier Beach Masters ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en proposant des conventions, actualisées à compter de la date de leur signature jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs seront revues.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Domaine public :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative prorata temporis	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature prorata temporis
A.S. Celleneuve	Stade Combettes.Club House Av. du Petit Séminaire	2 970 €	35,00 €	2 935 €
LA LOCAL	Club House Terrain Paul Valéry Avenue de Vanières	1 830 €	35,00 €	1 795 €
LADEU – (2Polva)	Local Associatif Terrain Paul Valéry	1 140 €	35,00 €	1 105 €

	Avenue de Vanières			
Pompignane Sport et Culture	Local E. Pazos Terrain la Pompignane Avenue A. Juin	1 080 €	35,00 €	1 045 €
Union Montpelliéraine pour le Développement du Sport et de la Culture	Terrain Gémeaux.Club House Rue de l'Agathois	2 080 €	35,00 €	2 045 €
TOTAL :		9 100,00 €	175,00 €	8 925,00 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2014

D'autre part,

L'association Sportive de Celleneuve dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Cédric MILHANO, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Club House
Terrain Combettes
Avenue du Petit Séminaire
34080 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 54 m², comprenant une salle d'activité de 44 m² et un local de rangement de 10 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable.

Elle prendra effet à compter de la date de signature de la convention au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 5 940 €. Le calcul au prorata temporis pour l'année 2014 s'élève à 2 970 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 5 905 €, et pour l'année 2014 à 2 935 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Monsieur le Maire,
L'Adjoint délégué aux Sports et à la Jeunesse

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2014

D'autre part,

L'association LA LOCAL dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Saïfèddine FIROUCHANE, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Club House Terrain Paul Valéry
Avenue de Vanières
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 42 m², comprenant une salle d'activité et 1 WC.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable.

Elle prendra effet à compter de la date de signature de la convention au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 3 660 €. Le calcul au prorata temporis pour l'année 2014 s'élève à 1 830 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3 625 €, et pour l'année 2014 à 1 795 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Monsieur le Maire,
L'Adjoint délégué aux Sports et à la Jeunesse

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2014

D'autre part,

L'association LADEU – (2Polva) dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Marouane SAHIMI, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Local Associatif
Terrain Paul Valéry
Avenue de Vanières
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 28,50 m², comprenant une salle d'activité .

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable.

Elle prendra effet à compter de la date de signature de la convention au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2 280 €. Le calcul au prorata temporis pour l'année 2014 s'élève à 1 140 €

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 2 245 €, et pour l'année 2014 à 1 105 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Monsieur le Maire,
L'Adjoint délégué aux Sports et à la Jeunesse

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2014

D'autre part,

L'association P.S.C. POMPIGNANE SPORT ET CUTLTURE dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Mustapha SALIH, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Local Associatif E. PAZOS
Terrain la Pompignane
Avenue Alphonse Juin
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 18 m², comprenant un bureau de 11 m² et un local de rangement de 7 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable.

Elle prendra effet à compter de la date de signature de la convention au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2 160 €. Le calcul au prorata temporis pour l'année 2014 s'élève à 1 080 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 2 125 €, et pour l'année 2014 à 1 045 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Monsieur le Maire,
L'Adjoint délégué aux Sports et à la Jeunesse

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2014

D'autre part,

L'association Union Montpelliéraine pour le Développement du Sport et de la Culture dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Youssef ZAGHAR, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Club House
Terrain les Gémeaux
Rue de l'Agathois
34080 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition d'une superficie de 52 m², comprenant une salle d'activité.
Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable.

Elle prendra effet à compter de la date de signature de la convention au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 4 160 €. Le calcul au prorata temporis pour l'année 2014 s'élève à 2 080 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, la redevance sera minorée et limitée à 35,00 € annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 4 125 €, et pour l'année 2014 à 2 045 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Monsieur le Maire,
L'Adjoint délégué aux Sports et à la Jeunesse

Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(Cachet de l'association)

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Attribution de subvention à des associations culturelles Exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, dont l'impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, littéraire et des arts plastiques sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 39 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de **110 000 €** au titre de l'exercice 2014.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	Arts plastiques		
1136	MAISON DE LA GRAVURE MEDITERRANEE	Fonctionnement	1 000

80	LES AMIS DU MUSEE FABRE AMF	Fonctionnement	5 000
1659	LA SPHERE OBLIK	Fonctionnement	500
5534	ASSOCIATION SPONTANE	Projet	1 000
5149	BRISCARTS	Fonctionnement	1 500
	Audiovisuels et médias		
38	RADIO AVIVA 88 FM	Fonctionnement	8 000
48	FM PLUS ASSO PROTESTANTE DE RADIO-TELEVISION RADIO FM PLUS	Fonctionnement	8 000
	Culture scientifique et technique		
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER ASLM	Projet	2 000
	Livre		
130	FRIENDS OF THE ANGLOPHONE LIBRARY	Fonctionnement	500
511	ASSOCIATION MERIDIANE	Fonctionnement	1 000
3022	LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	Fonctionnement	500
297	MOTS PASSANTS	Fonctionnement	300
5266	SQUEEZE	Projet	2 000
	Patrimoine		
1969	INSTITUT PROTESTANT DE THEOLOGIE IPT	Fonctionnement	2 000
2119	CENTRE LACORDAIRE	Fonctionnement	15 000
3636	ASSOCIATION MONTPELLIERAINE POUR UN JUDAISME HUMANISTE ET LAIQUE	Fonctionnement	1 000
4478	IDENTITES ET PARTAGE	Fonctionnement	1 000
4573	ATELIER DE RENCONTRE ET DE RECHERCHE COMPARATIVE EN ETHNOLOGIE	Fonctionnement	1 000
959	ARCHIVES DU MONDE	Fonctionnement	2 000
3339	ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE LANGUEDOCIEN	Fonctionnement	1 400
3403	ASSO INTERNATIONALE SAINT ROCH DE MONTPELLIER	Fonctionnement	3 000
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	1 000
184	LOU PARAGE DE MOUNT PELIE	Fonctionnement	1 000
500	CERCLE OCCITAN DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 500
1246	AMISTATS MAX ROUQUETTE	Fonctionnement	4 500
1531	LECTURA E OC	Fonctionnement	2 000
2113	ATELIER DE RECHERCHE THEATRALE - ART CIE	Fonctionnement	8 000
3930	LA BOURREIO DEL CLAPAS	Fonctionnement	1 300

4544	CHOEUR OCCITAN DE MONTPELLIER NADALENCA	Projet	2 000
4544	CHOEUR OCCITAN DE MONTPELLIER NADALENCA	Fonctionnement	1 000
4813	LA POESIA	Fonctionnement	3 500
5055	LO TALHIER PARLAR - CENTRE FORMACION PROFESSIONALA OCCITAN	Fonctionnement	4 500
5432	INTER'CAL	Fonctionnement	500
	Spectacle vivant - Danse		
1207	ACTION D'ESPACE	Projet	2 500
1523	Dansomania Cie Anne Marie Porras	Fonctionnement	5 000
	Spectacle vivant - Musique		
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Projet	7 000
4752	CONTINUUM	Projet	3 000
	Spectacle vivant - Théâtre		
4964	CINEMUSIQUES	Fonctionnement	2 000
5398	MELTING POT MUSIC	Fonctionnement	2 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de **110 000 €** ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 juin 2014

Nom de la structure: nom_association - numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : Titre
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif nom

Lettre d'engagement

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

Direction de la Culture et du Patrimoine
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENNA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e), tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, représentant(e) légal de la structure nom_association, m'engage à utiliser la subvention de montantAccorde € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du Libelle_CP, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: nom_association- numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : Titre
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP.

Et :

La structure bénéficiaire nom_association, représentée par tiersDemandeur_dirigeant_civilite
tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, Président(e), élu(e) par le Conseil
d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire nom_association a sollicité de la Ville une subvention de montantDemande euros pour le projet "Titre".

Le projet porté par la structure bénéficiaire nom_association poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : MontantProjetProjet€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire nom_association contribue au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire nom_association une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la **structure** (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet,

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire nom_association s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: nom_association- numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP.

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire nom_association représentée par tiersDemandeur_dirigeant_civilite tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de montantDemande euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le paiement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1* : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

(*M1 étant le mois correspondant au Conseil Municipal ayant attribué la subvention)

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu

* Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

180

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Comédie du Livre 2014 Acquisition des photographies de Daniel Mordzinski présentées à l'Espace Saint Ravy du 16 au 25 mai

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Du 23 au 25 mai 2014 s'est tenue la 29ème édition de la Comédie du Livre, consacrée aux littératures nordiques.

Parallèlement s'est tenue, du 16 au 25 mai, à l'espace Saint Ravy, une exposition intitulée *Le tour du monde en + de 80 écrivains*, afin de présenter les photographies de Daniel Mordzinski, dont certaines réalisées à l'occasion de la Comédie du Livre 2013.

Compte tenu de l'intérêt artistique et culturel de ces photographies, la Ville se propose d'acquérir 30 tirages, pour un montant global de 3 000.00 € ; les 98 autres tirages composant l'exposition sont cédés à titre gratuit par l'auteur ; cette acquisition comprend l'intégralité des droits relatifs à l'usage de ces tirages, qui ont vocation à intégrer le fonds photographique de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature du contrat d'acquisition d'œuvres joint en annexe ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL





Comédie du Livre 2014 **CONTRAT D'ACQUISITION**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

La Ville de Montpellier

1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2
Téléphone : 04 67 34 88 83 Fax : 04 67 34 88 90
Email : camille.aubin@ville-montpellier.fr

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire,

ci-après désignée par le terme « **La Ville de Montpellier** » d'une part,

ET

Daniel MORDZINSKI

Adresse : 76, rue de la Colonie – 75013 Paris
Tel : 06 60 43 11 11/mail : dmordzinski@free.fr
N° SIRET : 411309420-00031

Ci-après dénommé « **Daniel MORDZINSKI** » d'autre part,

EN PREAMBULE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIV

La défense du livre et de son économie, la découverte des littératures du monde et des auteurs français et étrangers, la défense des librairies indépendantes en tant que médiateurs indispensables du livre auprès des publics, la promotion de la lecture auprès de tous les publics, ont toujours été des éléments essentiels de la politique de la Ville de Montpellier en matière de culture, ainsi que des principes fondamentaux de la manifestation qu'elle organise, La Comédie du Livre.

Les 23, 24 et 25 mai 2014 se tiendra la 29e édition de la Comédie du Livre. Chaque année, l'événement reçoit plusieurs milliers de visiteurs et plus de deux cents auteurs autour d'une centaine de moments littéraires et artistiques, sur l'esplanade Charles-De-Gaulle, en plein cœur de ville.

Parallèlement, la Ville de Montpellier organise du 16 au 25 mai 2014 à l'espace Saint-Ravy (Montpellier), une exposition nommée « **Le tour du monde en +de 80 écrivains** », afin de présenter 128 tirages de photographies de Daniel Mordzinski, dont certaines prises lors de l'édition 2013 de la Comédie du Livre.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : CADRE ET OBJECTIFS

A l'issue de l'exposition dans l'espace Saint-Ravy (clôture le 25 mai 2014), la Ville de Montpellier acquiert l'intégralité des tirages des photographies qui y sont présentés.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

La Ville de Montpellier s'engage à verser la somme de 3 000 euros (trois mille euros) à Daniel Mordzinski au titre de l'acquisition de 30 tirages de photos de Daniel Mordzinski exposés dans le cadre de la Comédie du Livre.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE L'INTERVENANT

Daniel Mordzinski s'engage à céder trente tirages de ses photographies présentés dans le cadre de l'exposition « Le tour du monde en +de 80 écrivains » au montant précité de 3000 euros (trois mille euros).

Daniel Mordzinski s'engage à céder gratuitement à la Ville de Montpellier les 98 autres tirages de ses photographies présentés dans le cadre de l'exposition « Le tour du monde en +de 80 écrivains ».

Daniel Mordzinski cède à la Ville de Montpellier l'intégralité des droits relatifs à l'usage de ces 128 tirages.

ARTICLE 4 : REGLEMENT

La somme de **3 000 euros (trois mille euros)** correspondant au règlement de la prestation susvisée, sera versée à Daniel Mordzinski sur présentation d'une facture par virement administratif, sous réserve de la fourniture des éléments administratifs demandés, notamment un RIB.

La facture à l'adresse suivante : Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2.

ARTICLE 5 : ANNULATION ET DENONCIATION DU CONTRAT

5.1. Annulation du contrat

Si une ou plusieurs clauses du contrat n'étaient pas respectées, le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans aucune indemnité d'aucune sorte, ainsi que dans tous les cas reconnus de force majeure.

5.2. Compétence juridique

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de ce présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage...)

Fait à Montpellier, le
En deux exemplaires originaux

LA VILLE DE MONTPELLIER
Pour le Maire et par délégation,
l'Adjoint au Maire délégué à la Culture,
Cédric de SAINT-JOUAN

Daniel MORDZINSKI

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Attribution d'une subvention à l'association Jazz Action Montpellier, gestionnaires d'un lieu artistique de création, diffusion et d'accompagnement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier soutient les lieux associatifs de création et de diffusion artistiques, dans le souci d'assurer l'accès des publics à la diversité culturelle. Ces lieux sont des éléments essentiels de maillage artistique et culturel de notre territoire et participent pleinement à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels ils sont implantés.

Si certains ont choisi un axe de travail unique (théâtre, musique, danse contemporaine, spectacle jeune public) d'autres, plus nombreux, sont ouverts à toutes formes de propositions artistiques.

Dédiés à la diffusion, les lieux culturels sont également des espaces de création importants, accueillant de nombreux artistes en résidence ou lors de répétitions. Ils assurent par ailleurs la promotion des jeunes talents montpelliérains, en les incluant dans leur programmation, source de découverte artistique pour le public et les professionnels.

A ce titre, la Ville de Montpellier propose de soutenir

le Jazz Action Montpellier (JAM), qui est à la fois une école de jazz et musiques actuelles et une salle de concerts jazz, musiques world et actuelles, offrant une tarification accessible et des concerts gratuits tous les jeudis soirs.

Ainsi, il est proposé l'attribution d'une subvention à cette association pour un montant total de 13 000 €.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	Spectacle vivant		
154	JAM - JAZZ ACTION	Fonctionnement	13 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions à l'association telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement pour un montant total de 13 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juin 2014



Nom de la structure: nom_association - numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : Titre
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

Lettre d'engagement

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

Direction de la Culture et du Patrimoine
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e), tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, représentant(e) légal de la structure nom_association, m'engage à utiliser la subvention de montantAccorde € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du Libelle_CP, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: nom_association- numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Intitulé du projet : Titre
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP.

Et :

La structure bénéficiaire nom_association, représentée par tiersDemandeur_dirigeant_civilite tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire nom_association a sollicité de la Ville une subvention de montantDemande euros pour le projet "Titre".

Le projet porté par la structure bénéficiaire nom_association poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : MontantProjetProjet€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire nom_association contribue au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire nom_association une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la **structure** (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet,

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire nom_association s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: nom_association- numeroAction
Nature de la subvention : TypeDemande
Montant attribué : montantAccorde€
Thématique : dispositif_nom

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Libelle_CP.

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire nom_association représentée par tiersDemandeur_dirigeant_civilite tiersDemandeur_dirigeant_nom tiersDemandeur_dirigeant_prenom, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de montantDemande euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de dispositif_nom et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **montantAccorde euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le paiement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1* : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

(*M1 étant le mois correspondant au Conseil Municipal ayant attribué la subvention)

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu

* Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 26 juin 2014

Convoqué le 20 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 juin 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Cédric De SAINT-JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK

Absents :

Perla DANAN

Fête de la Musique 2014

Avenant à la convention de développement de l'émission produite par Degel Prod

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2014/28 du 17 février 2014, la Ville a approuvé la convention de développement de l'émission Fête de la Musique, produite par la société Degel Prod. Cette émission sera réalisée et diffusée en direct de la place de la Comédie, sur France 2, le samedi 21 juin 2014.

Afin de tenir compte des surcoûts techniques induits par la production de cette émission, notamment en termes de sécurité et eu égard aux importantes retombées attendues pour la Ville en termes d'image et de notoriété, il a été accepté de revoir à la hausse la contribution apportée à Degel Prod.

Conformément aux termes de l'avenant à la convention de développement de l'émission Fête de la Musique, joint en annexe, la Ville versera à Degel Prod la somme de 68 400 € TTC (57 000 € HT).

Cette somme sera versée directement à Degel Prod à l'issue de la manifestation.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avenant à la convention de développement de l'émission Fête de la Musique, joint en annexe ;
- D'imputer la dépense au budget 2014 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Avenant à la convention de développement de l'émission « Fête de la musique» le 21 juin 2014

ENTRE

La Ville de Montpellier, sise 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, agissant en qualité de maire, habilité par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2014

Ci-après désignée « la Ville de Montpellier »

ET

DEGEL Prod, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 €, ayant son siège social 17 rue de Monceau 75 008 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 479 473

Représentée par Mme Daniela LUMBROSO, gérante,

Ci-après désignée « DEGEL » ou « le Producteur »

Ci après désignées ensemble « les Parties »

Exposé préalable

France Télévisions a décidé d'acquérir auprès de la société DEGEL PROD une émission de télévision intitulée provisoirement ou définitivement « Fête de la musique» qui sera diffusée sur France 2, en prime time, en direct, le 21 juin 2014 (ci-après désignée « L'Emission »).

DEGEL PROD et la Ville de Montpellier se sont rapprochées et ont convenu de conclure un contrat aux termes duquel DEGEL PROD s'engage à produire l'Emission à Montpellier et la Ville de Montpellier s'engage de son côté à acheter à la société DEGEL la production, la réalisation et la diffusion de l'émission «Fête de la musique».

La présente convention fixe également les conditions et modalités d'organisation de l'Emission et définit les engagements réciproques de chacune des parties.

Cette convention est dispensée de l'application des règles du code des marchés publics conformément aux stipulations de l'article 3-4° du Code des marchés publics qui dispose que : « *Les dispositions du présent code ne sont pas applicables aux marchés (...) qui ont pour objet l'achat, le développement, la production ou la coproduction de programmes destinés à la diffusion par des organismes de radiodiffusion et aux marchés concernant les temps de diffusion* ».

Article 1 – Objet

Le présent avenant a pour objet de définir le complément de contribution de la Ville à la mise en œuvre de cette manifestation

Article 2 – Apport supplémentaire en industrie

La Ville de Montpellier s'engage à mettre à disposition de DEGEL PROD les barrières nécessaires à la sécurité de la manifestation, pour un montant estimé à 10 000 € HT

Article 3 – Apport financier supplémentaire

Afin de tenir compte des surcoûts techniques importants liés à l'organisation d'une telle émission, notamment en termes de sécurité la Ville a accepté de compléter la contribution financière versée à DEGEL, pour un montant total de 57 000 € HT (68 400 € TTC)

Article 4 – Durée

La présente convention est conclue à compter de la date de signature des parties et jusqu'au 24 Juin 2014.

Article 5 – Modalités financières

La Ville de Montpellier s'engage à verser la somme de 68 400 € TTC (soixante huit mille euros toutes taxes comprises), payable après la manifestation

Pour DEGEL, le paiement est effectué à :

CIC Banque transatlantique

26, avenue Franklin Roosevelt

75372 Paris Cedex 08

RIB : 30 568 19 917 000 200 13 901 48

Article 6 – Stipulations générales

Intégralité de la convention

La présente convention exprime l'intégralité de l'accord des parties relativement à son objet. Elle ne pourra être modifiée que par voie d'avenant signé entre les parties.

Non validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valides ou considérées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision de

justice définitive d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites et les autres stipulations demeureront en vigueur.

Domiciliation

Pour les besoins de l'exécution de la présente convention, et en particulier, des notifications le cas échéant effectuées en application de ses stipulations, les parties élisent domicile aux adresses visées en-tête des présentes, sauf stipulations contraires précisées par voie d'avenant à la présente convention.

Loi applicable

Le présent contrat est soumis au droit français.

Litiges

Tout litige relatif à la formation, l'interprétation et l'exécution du présent contrat fera l'objet d'une recherche amiable de solution entre les parties.

A défaut de règlement amiable dans le délai de 30 jours à compter de la notification par une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception de la question objet du litige, le litige devra être porté devant la juridiction administrative compétente.

Fait à Montpellier, le

En trois exemplaires originaux,

Le Producteur

Représenté par

Madame Daniela LUMBROSO,

Gérante

La Ville de Montpellier,

Représentée par

Monsieur Philippe SAUREL

Maire